

INSTRUCTION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE  
**Prise en charge des Algériens  
boqués à l'aéroport de  
Casablanca au Maroc**

P. 24

1<sup>RE</sup> RÉUNION DU GROUPE DE CONTACT DE L'UA SUR LA LIBYE (CONGO)  
**L'Algérie réitère sa disponibilité à  
abriter la "Conférence inter-libyenne  
de réconciliation"**

P. 24

ANP  
**Chanegriha  
aujourd'hui à  
l'ENPEI à Rouiba**

P. 24

## PANDEMIE DE CORONAVIRUS **LA PRÉVENTION : UNE AFFAIRE DE TOUS**

Véritable révélateur de la profondeur de la globalisation des échanges mondiaux, induits par la mondialisation, le virus du coronavirus ne reconnaît ni frontières ni souveraineté. Depuis ses premières apparitions en décembre dernier, il a causé le décès de plus de 5400 personnes, touché près de 135 pays, et déporté son épice de la Chine vers l'Europe. Touchée, même à un degré moindre, comme de nombreux autres pays, l'Algérie, qui est aux portes de l'Europe, a augmenté son niveau de vigilance, notamment en avançant les vacances scolaires et universitaires et suspendant les manifestations culturelles et sportives. Avec tout cela, l'observance de règles de conduite d'hygiène individuelles demeure le meilleur rempart pour freiner la contamination.

P. p 2-10  
DK News



**MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS  
ET DES TRANSPORTS**

**"Les Algériens bloqués  
à l'aéroport de Casablanca  
rapatriés hier ou aujourd'hui"**

P. 3

MANQUE DE PLUVIOMÉTRIE :

**«Pas un grand impact  
sur l'alimentation en  
eau potable des  
foyers»**

P. 4

PÉTROLE

**Arkab : «L'accord  
Opep-Non Opep toujours  
en vigueur»**

P. 6

**SANTÉ**

APHTES  
**Conseils  
pour les  
éviter**

P. p 12-13

F  T BALL

CORONAVIRUS  
**La Fifa  
recommande le  
report des matches  
internationaux de  
mars et avril**

P. 22



CORONAVIRUS

**Le TNA  
et l'Opéra  
d'Alger  
baissent  
le rideau**

P. 17

**MDN**

JOURNÉE NATIONALE DES  
PERSONNES AUX BESOINS  
SPÉCIFIQUES

**Un groupe  
d'enfants  
en visite  
au siège du  
Commandement  
des Forces  
navales**

P. 2

## SANTÉ - CORONAVIRUS

## Covid-19 : M. Ammar Belhimer met en place une cellule permanente de veille et de suivi

Le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, M. Ammar Belhimer, a mis en place une cellule permanente de veille et de suivi relative à la prévention et la lutte contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), indiquait hier un communiqué du ministère. "En application de l'instruction de M. le Président de la République de prendre toutes les dispositions pour faire face aux risques de propagation du Coronavirus + Covid-19+ et de déployer l'ensemble des moyens nécessaires afin de protéger nos concitoyens et conformément à la mise en œuvre du dispositif national de prévention et de lutte contre la propagation de ce virus, arrêté par M. le Premier ministre, une cellule permanente de veille et de suivi a été installée auprès du ministère de la Communication", précise la même source.



Présidée par la directrice des Médias en sa qualité de "point focal du comité multisectoriel (COM-PSL Covid-19)", cette cellule "sera fonctionnelle de manière permanente, y compris les vendredis et samedis", ajoute le communiqué.

La cellule sera chargée notamment de "recueillir l'ensemble des informations (presse écrite, audiovisuelle, sites électroniques, etc.), relatives à la prévention et à la lutte contre la propagation du Covid-19, d'établir un rapport quotidien à transmettre au secrétaire général, de la prise en charge des demandes émanant des institutions et organismes en termes de sensibilisation, d'information et de communication, et de proposer toutes actions visant à améliorer la prise en charge du volet communication", souligne la même source. Le calendrier de permanence de ladite cellule est "arrêté jusqu'au 31 mars 2020 dans une première phase", note-t-on.

## Le ministère de la Santé appelle à "plus de vigilance" et au strict respect des mesures préventives

Le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a appelé hier la population à "plus de vigilance" en veillant au "strict respect" des mesures de prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus (covid-19). Dans le cadre du renforcement du dispositif de prévention et de la lutte contre la propagation de l'épidémie du coronavirus, le ministère de la Santé invite la population à "se laver les mains plusieurs fois par jour avec de l'eau et du savon liquide ou utiliser une solution hydro alcoolique, se saluer sans se serrer les mains et sans embrassades et éviter les regroupements et les déplacements inutiles". Il s'agit aussi de "protéger les personnes âgées et les malades chroniques en leur évitant tous contacts non obligatoires, veiller à l'utilisation de l'eau de javel pour le nettoyage et la désinfection de son environnement", ajoute la même source, soulignant que les personnes présentant des symptômes grippaux "devront se soumettre à un isolement au niveau de leurs domiciles et de contacter les urgences en cas de complications". Le ministère appelle aussi la population à "appliquer ces mesures avec rigueur et responsabilité pour la protection de tous". Pour rappel, l'Algérie a enregistré son troisième cas de décès par coronavirus, une femme âgée de 51 ans dans la wilaya de Blida, a annoncé ce samedi le ministère de la Santé qui a fait état également de 10 nouveaux cas portant à 37 le nombre de cas confirmés par le covid-19.

## Coronavirus: l'Arabie Saoudite suspend tous les vols internationaux dès aujourd'hui

Le gouvernement saoudien a annoncé hier suspendre tous les vols internationaux dès aujourd'hui pour deux semaines dans le cadre de la lutte contre le coronavirus dans le pays, qui a enregistré 86 cas de contamination, ont rapporté des médias locaux.

Le ministère saoudien des Affaires étrangères a indiqué dans un communiqué que le gouvernement du royaume a annoncé suspendre les vols internationaux pour deux semaines (à partir du 15 mars) dans le cadre de ses efforts pour empêcher la propagation du Coronavirus, ont ajouté les mêmes sources.

Un congé exceptionnel sera donné à tous les citoyens et résidents qui sont dans l'incapacité de revenir (en Arabie saoudite) en raison de la suspension des vols ou parce qu'ils ont été placés en quarantaine à leur retour dans le royaume", a précisé l'agence de presse officielle SPA, citant le ministère.

## SUSPENSION DE VOLS

## Air Algérie annonce des dispositions particulières en faveur des passagers



La Compagnie nationale Air Algérie a annoncé hier la mise en place des dispositions particulières au profit des voyageurs impactés par les décisions d'annulations, de réduction et de suspension de certains vols internationaux prises à titre préventif suite à la propagation du coronavirus, a indiqué un communiqué de la compagnie.

Applicables à partir du 13 mars 2020, ces dispositions particulières concernent la clientèle de la compagnie nationale affectée par les décisions d'annulations, de réduction et de suspension de certains vols internationaux, a ajouté la même source.

Ainsi, les voyageurs qui souhaitent procéder à des changements de réservation et de reports de leurs vols pourront y accéder sans paiement de frais quel que soit la classe choisie (sous réserve de respect cabine), a précisé la compagnie nationale.

Air Algérie propose également la possibilité à ses passagers de se faire rembourser sous forme d'avoir (EMD) pour un voyage ultérieur devant être effectué avant le 31 décembre 2020.

En dernier recours, les passagers peuvent demander le remboursement selon le même mode de paiement, a fait savoir le communiqué de la compagnie nationale.

Au titre de mesure préventive en raison de la propagation du nouveau Coronavirus notamment en Europe, Air Algérie a décidé de suspendre ses vols "de et vers" Rome (Italie) à partir de dimanche 15 mars et "de et vers" la France au départ des villes de Sétif, Batna, Tlemcen, El Oued, Biskra, Chlef, Béjaïa et Annaba. Elle a décidé également de réduire à partir du 14 mars au 4 avril, ses vols "de et vers" la France au départ d'Alger, Oran et Constantine. De plus, elle a suspendu tous ses vols "de et vers" l'Espagne à compter du 16 mars au 4 avril 2020.

## GHARDAÏA

Report de la 51<sup>e</sup> édition de la Fête nationale de la Fête nationale du tapis

La 51<sup>ème</sup> édition de la fête nationale du tapis prévue du 21 au 26 mars courant à Ghardaïa (600 Km au sud d'Alger), a été reportée sine die, a-t-on appris hier des responsables de la wilaya. Le report de cette manifestation artisanale, économique et culturelle a été décidé "par mesure préventive contre la propagation du coronavirus Covid-19 et conformément aux directives du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a expliqué à l'APS le wali de Ghardaïa, Boulem Amrani. «La nouvelle date de l'organisation de cette fête nationale sera annoncée ultérieurement», a-t-il assuré. Plus d'une centaine d'exposants spécialisés dans l'artisanat, notamment le tapis, des différentes wilayas du pays devaient participer à cet événement, organisé sous le thème «Le tapis symbole d'une culture et d'une identité», initié annuellement par les secteurs de l'artisanat, du tourisme et la culture.

## JOURNÉE NATIONALE DES PERSONNES AUX BESOINS SPÉCIFIQUES

## Un groupe d'enfants en visite au siège du Commandement des Forces navales (MDN)



Le Commandement des Forces navales a organisé hier dans le cadre de la célébration de la Journée nationale des personnes aux besoins spécifiques (14 mars) une visite au siège du Commandement sis à l'Amirauté au profit d'un groupe d'enfants aux besoins spécifiques, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

En application des instructions du Haut Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP) visant le renforcement du lien Armée-Peuple, et en application des instructions du chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, le Général-Major Saïd Chanegriha, le Commandement des Forces navales a organisé une visite à son siège à l'Amirauté au profit d'un groupe d'enfants aux besoins spécifiques à l'occasion de leur journée nationale, célébrée le 14 mars de chaque année", précise la même source.

Organisée à la demande de cette frange de la société, cette visite a permis à ces enfants de réaliser leurs rêves en s'enquérant de près de la composante et des différentes unités des Forces navales, a indiqué la même source, relevant qu'une visite vers différents monuments historiques en sus d'une balade à l'intérieur du Port d'Alger à bord d'un remorqueur de haute mer +El Moundjid 701+, ont été également au programme de cette visite.

Des cadeaux symboliques ont été distribués à ces enfants de la part du Commandement des Forces navales.

## BATNA

## 25 interventions chirurgicales réussies de transplantation de prothèses articulaires

Quelque 25 interventions chirurgicales de transplantation de prothèses articulaires ont été effectuées au centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna au cours des derniers jours, a affirmé hier le chef du service de chirurgie orthopédique et traumatologie, Pr. Nacer Khermane.

Ces opérations "toutes réussies" ont été réalisées au niveau de la hanche et du genou avec le concours de deux professeurs de l'hôpital de Ben Aknoun (Alger) dans le cadre des journées chirurgicales tenues au CHU du 9 au 11 mars courant et consacrées à la transplantation des prothèses articulaires, a précisé le même praticien.

Ces interventions ont porté sur la transplantation de prothèses totales de hanche et de genou, a précisé le Pr. Khermane qui a indiqué que le service de chirurgie orthopédique et traumatologie compte cinq professeurs et trois maîtres-assistants assistés par un staff d'anesthésistes réanimateurs dirigé par une professeure.

Le service qui reçoit des patients de Batna et des wilayas avoisinantes, dont Khenchela et Oum El Bouaghi, est capable d'effectuer d'avantage d'interventions chirurgicales à condition de disposer de prothèses articulaires, a ajouté le praticien, soulignant que son service a établi une liste d'attente de 140 patients ayant besoin de prothèse articulaire et 200 autres atteints de malformations orthopédiques congénitales.

Le CHU de Batna a déjà réalisé des transplantations de prothèses articulaires au niveau de la hanche qui ont été interrompues en 2010 faute de ce genre d'appareils, a ajouté la même source.



## PARTIS/ACTIVITÉS

**Le mouvement "El Bina" appelle à une conférence regroupant les forces politiques à faire face aux défis**

Le mouvement "El Bina" a appelé hier à partir d'Oran, à une conférence nationale regroupant toutes les forces politiques pour examiner la situation du pays et faire face aux différents défis.

Le vice-président du mouvement, Ahmed Dane a indiqué, lors d'une rencontre régionale des structures du parti dans l'ouest du pays, que sa formation appelle la classe politique, les partis et la société civile à une conférence conjointe "pour mettre fin à la haine et se regrouper afin de faire face aux défis" et "laisser les différends de côté afin de servir l'intérêt national". M. Dane a ajouté

que le mouvement est favorable à une initiative afin d'assumer une responsabilité conjointe pour l'avenir de l'Algérie et "pour assurer le passage à un avenir sûr, permettant à tous une compétition politique et économique saine".

Dans le même contexte, il a cité les défis menaçant le pays comme la propagation du Coronavirus et la crise économique, provo-

quée par la baisse des cours du pétrole et autres.

Par ailleurs, M. Dane a exhorté ses militants à contribuer à une large diffusion de la nouvelle mouture de la constitution, et ce, dans un souci de son enrichissement lors des meetings, au niveau des universités et par les élites, "afin que toutes les préoccupations, les opinions et les idées des différentes couches soient exprimées et

levées". Concernant la nouvelle loi électorale attendue par la classe politique, Ahmed Dane a assuré que sa formation présentera des propositions à ce sujet, "d'autant, a-t-il précisé, que l'ancienne loi ne garantissait pas l'intégrité et les conditions de concurrence".

"El Bina contribuera au changement de la carte politique du pays", a assuré M. Dane.

**Les amendements constitutionnels traduisent la volonté d'une organisation rationnelle de l'Etat**

Le doyen de la faculté de droit et des sciences politique de l'université Sétif-2, Mohamed Benarab, a considéré jeudi à Sétif lors de la clôture de la conférence nationale sur "les amendements de la Constitution et la place du conseil constitutionnel algérien" que les amendements constitutionnels "traduisent la volonté d'une organisation rationnelle de l'Etat".

Estimant que la formulation de ces amendements était une sorte de renouvellement de la fondation de l'Etat et une tentative d'intégration des évolutions s'opérant à tous les niveaux, le même universitaire a relevé que cette volonté s'aperçoit dans l'actuel atelier d'amendement de la Constitution ouvert par le régime politique algérien et le discours du président Abdelmadjid Tebboune qui en a fixé l'objectif consistant "en la fondation d'une nouvelle ère de renouvellement des modes de gouvernance à tous les niveaux de responsabilité et à assurer la séparation et l'équilibre des pouvoirs".

"A quoi il faut ajouter dans la même démarche du président la moralisation de vie publique, la lutte contre la corruption, l'élimination de l'influence de l'argent sur la gestion des affaires publiques, le renforcement des droits et libertés, la fondation de l'Etat de droit, la réhabilitation des institutions de contrôle et la consécration de l'alternance au pouvoir", a ajouté Dr. Benarab.

De son côté, El Hachemi Brahmi, membre du Conseil constitutionnel a relevé que lorsque le conseil considère qu'une législation était inconstitutionnelle, celle-ci perd son effet juridique. Enseignant de droit juridique à l'université Sétif-2, Nasreddine Maameri a indiqué que le travail est "en cours" pour installer au niveau de cette université un atelier composé d'enseignants et de doctorants pour procéder à une lecture globale de l'avant-projet d'amendement de la constitution.

Le président du Conseil constitutionnel Kamel Fennich qui a ouvert les travaux de la rencontre a indiqué que l'amendement constitutionnel initié par le président de la République Abdelmadjid Tebboune contribue "à rattraper les insuffisances et lacunes relevées dans les précédentes constitutions". Cette conférence a réuni des enseignants, des chercheurs, des cadres de la justice et des corps de sécurité, des autorités locales et des étudiants universitaires.

## PARTIS/ACTIVITÉS

**Seddiki : «Le FLN soutient la démarche d'amendement de la Constitution visant à bâtir une Algérie nouvelle»**

Le secrétaire général par intérim du Front de libération nationale (FLN), Ali Seddiki, a affirmé jeudi à Bordj Bou Arreridj que sa formation politique «soutient la démarche d'amendement de la Constitution visant à bâtir une Algérie nouvelle».

«Nous soutiendrons tout ce qui est compatible avec nos visions dans le programme du président de la République, Abdelmadjid Tebboune et nous sommes avec l'amendement de la Constitution qui vise à bâtir une Algérie nouvelle», a déclaré Seddiki au cours d'une rencontre régionale des militants de son parti de huit wilayas de l'Est pour débattre de questions nationales et préparer le prochains congrès national du parti et les prochaines élections. Le responsable du FLN a estimé que son parti «reste une force de proposition» et ajoutant que «le FLN continue d'œuvrer à assumer son rôle comme pour le passé».

Cette rencontre a pour objectif d'écouter la voix des militants de base et de clarifier la vision sur les défis de la conjoncture ainsi que la situation et perspectives du parti, a-t-il ajouté.

Evoquant la situation intérieure du parti, Seddiki a souligné «nous travaillons à préparer le parti pour l'avenir et à réorganiser les rangs par la restauration des structures du parti avant la tenue du congrès prochain dont les préparatifs seront entamés prochainement par le comité central», estimant que cela ne peut se faire sans une connaissance effective du terrain et la dynamisation de la base militante.

## SUSPENSION DES LIAISONS AÉRIENNES ENTRE L'ALGÉRIE ET LE MAROC:

**Les Algériens bloqués à l'aéroport de Casablanca rapatriés hier ou aujourd'hui**

Les Algériens bloqués à l'aéroport de Casablanca au Royaume du Maroc seront rapatriés hier ou aujourd'hui vers l'Algérie, a affirmé hier à Alger le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali.

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite au siège de l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA), le ministre a indiqué que "l'ambassade d'Algérie au Maroc a été chargée d'arrêter la liste des Algériens désirant retourner au pays", relevant que ces ressortissants algériens seront transportés directement vers Alger ou après escale à Tunis.

Le ministère des Travaux publics et des Transports a coordonné avec le ministère des Affaires étrangères et la direction d'Air Algérie pour prendre les mesures nécessaires à l'effet de rapatrier les Algériens établis au Maroc. Les gouvernements algérien et marocain ont décidé, jeudi soir, de suspendre temporairement leurs liaisons aériennes comme mesure "préventive" contre la propagation du nouveau coronavirus. Le Maroc a enregistré à ce jour 8 cas de coronavirus confirmés. Pour sa part, l'Algérie a enregistré 37 cas de coronavirus et 3 décès.

Par ailleurs, M. Chiali a fait savoir que toutes les mesures préventives pour faire face à la pandémie de Coronavirus



avaient été prise, et ce à travers "la suspension à titre provisoire de certains vols vers l'Espagne et l'Italie, outre la réduction à hauteur de 50% des vols à destination de France". Rappelant que les mêmes dispositions ont été prises pour les liaisons maritimes, le ministre a rassuré que son secteur était en contact avec les compagnies de navigation maritime pour le rapatriement des algériens bloqués à l'étranger.

Les mesures de suspension des liaisons aériennes et maritimes prendront fin début avril prochain, a-t-il fait savoir.

Evoquant les voyages entre l'Algérie et la Chine, le premier responsable du secteur a assuré qu'il "n'y a pas de vols entre les deux pays faute de voyageurs à l'aller comme au retour".

Rappelant que toutes les mesures préventives ont été prises au niveau des aéroports afin d'éviter la propagation du Coronavirus en Algérie, le ministre a cité l'exemple de l'aéroport d'Annaba qui a été doté de tous les équipements médicaux permettant la mise en quarantaine des voyageurs suspects d'être atteints du coronavirus.

## RND:

**Report du congrès extraordinaire**

La commission nationale de préparation du congrès extraordinaire du Rassemblement national démocratique (RND) a décidé de reporter à une date ultérieure le congrès initialement prévu les 18 et 19 mars en cours, a indiqué hier cette formation politique dans un communiqué. "En application des décisions du Président de la République, Abdelmadjid

Tebboune, relatives aux mesures préventives tendant à limiter la propagation du Coronavirus dans notre pays, la commission nationale chargée de préparer le congrès extraordinaire du parti informe tous les délégués du report du congrès extraordinaire du RND qui était prévu les 18 et 19 mars 2020 à une date ultérieure devant être fixée en fonction

des dispositions prises par les autorités suprêmes du pays concernant cette pandémie". Pour rappel, la commission nationale de préparation du congrès extraordinaire lors duquel un nouveau SG du RND devrait être élu, avait annoncé la réception de deux demandes de candidature à ce poste. Il s'agit de Azeddine Mihoubi (SG par intérim) et Ilyes Achour,

membre du Conseil de la nation (W.Blida). La commission avait également rappelé aux délégués du congrès extraordinaire qu'à l'exception de ces deux demandes de candidature déposées dans les délais fixés en vertu des dispositions du statut et du règlement intérieur du parti, aucune autre demande ne sera acceptée après le 4 mars 2020, date butoir".

**"Un plan de travail national pour prendre en charge les zones d'ombre et le désenclavement des villages isolés"**

Le ministre des Travaux publics et des Transports, Farouk Chiali a indiqué, jeudi, à Guelma, que son «département ministériel était sur le point de mettre en place un plan de travail national pour prendre en charge les zones d'ombre et désenclaver les villages et les mechtas isolés». «Un travail est actuellement mené en coordination avec le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement de territoire afin de recenser l'ensemble des zones enclavées et les classer par ordre de priorité selon préoccupations exprimées par les habitants en matière d'amélioration du niveau de vie ou encore de désenclavement routier», a précisé le ministre, lors d'un point de presse

tenu en marge de sa visite d'inspection du projet de réalisation d'une gare routière au chef-lieu de wilaya.

M. Chiali a ajouté «qu'une grande partie des moyens disponibles actuellement sera affectée au profit des régions laissées pour compte assurant que les visites de terrain figurent parmi les moyens, de son département, pour épousser la réalité des habitants des régions enclavées et de leurs besoins bien souvent axés autour des questions du raccordement aux réseaux de gaz, d'électricité et d'eau potable mais aussi celle de l'ouverture des routes». Le ministre a également souligné que lors de sa visite, que des instructions fermes ont été données «à l'effet de procéder à l'ouverture de passages et de routes

au profit des habitants des zones enclavées afin de leur permettre de se déplacer et d'accéder facilement au réseau routier de la wilaya et aux chefs-lieux des communes regroupant les établissements publics et administratifs». Dans ce contexte, M. Chiali a donné le coup d'envoi des travaux de rénovation, pour un montant de 60 millions de dinars, d'un tronçon de 4 km reliant la mechta de Nechem au chemin de wilaya (CW) 126 en passant par la cité «Les Frères Blegherbi», deux régions qui selon les explications fournies sur place, seront répertoriées parmi les zones d'ombre. Lors de son inspection des travaux de la pénétante autoroutière reliant Guelma aux limites administratives de la wilaya d'Annaba sur

une distance de 35,7 km, le ministre a insisté sur la nécessité de rattraper le retard qu'accuse ce projet, confié à 4 entreprises nationales et lancé en 2014 et dont le taux d'avancement des travaux ne dépasse pas les 30 %. Il a ainsi rappelé l'importance socio-économique de ce projet devant fluidifier le trafic routier entre ces deux wilayas et réduire le nombre d'accidents qu'enregistre la RN 21 soulignant «le recours prochain» à la justice pour régler le conflit avec l'une de ces 4 entreprises qui trouve de grandes difficultés à honorer ses engagements contractuels portant sur la réalisation de dix kilomètres. Le ministre a également eu à inspecter le projet du premier tronçon du dédoublement de la RN 20 reliant

Guelma à la wilaya de Constantine sur une distance de 30km en passant par les communes de Medjaz Amar et Oued Zenati. Ayant mobilisé une enveloppe financière de l'ordre de 5,5 milliards de dinars, ce projet devrait être livré au «début du second semestre de l'année en cours». Le ministre avait entamé sa visite dans la wilaya de Guelma en inspectant les travaux de la route de contournement de la commune d'El Fedjoudj qui épouse le tracé de la RN 80 reliant Guelma à Skikda avant d'inspecter plus tard dans la journée le projet de dédoublement de la RN 16 entre la wilaya de Souk Ahras et l'échangeur de l'autoroute Est-Ouest sur une distance de 42km.

56<sup>E</sup> VENDREDI :

## Appels à la consécration de la justice, la liberté et la souveraineté du peuple

Des groupes de citoyens sont sortis à Alger et dans d'autres villes du pays, dans des marches pacifiques pour le 56<sup>e</sup> vendredi consécutif, pour renouveler leurs revendications pour la consécration de la justice, la liberté et la souveraineté du peuple. Comme à l'accoutumée, les manifestants, moins nombreux que les précédents vendredis, ont convergé vers les lieux habituels de leurs rassemblements dans le centre de la capitale, en investissant notamment la Grande-Poste, la Place Audin et le Boulevard Zighout Youcef, où un important dispositif sécuritaire était déployé. Avec l'apparition du coronavirus et les risques qui vont avec, les éléments des forces de l'ordre portaient des masques en la circonstance, ont constaté des journalistes de l'APS.

Les manifestants ont réitéré leur attachement à leurs revendications appelant notamment à la consécration de l'Etat de droit, la démocratie, la justice, la liberté et le respect de la souveraineté du peuple, ainsi que leur attachement au caractère pacifique des manifestations, à l'unité nationale et leur appel à la libération des personnes arrêtées lors de précédentes marches et la poursuite de la lutte contre la corruption.

Cette 56<sup>ème</sup> marche du mouvement populaire Hirak a été marquée aussi par une forte présence de l'emblème national ainsi que des portraits des héros de la guerre de libération. Elle intervient notamment au lendemain de l'annonce par Mohamed Laâgab, chargé de mission à la présidence de la République, de la première mouture de la Constitution révisée "au plus tard dimanche prochain", précisant que le Comité d'experts chargé de formuler des propositions sur cette révision a finalisé son travail.

Cette mouture sera remise au président de la République, Abdelmadjid Tebboune, par le président du Comité, Ahmed Laraba, a-t-il indiqué. Pour leur part, les procès pour des affaires de corruption d'anciens responsables ayant exercé au sein de l'ancien régime se sont poursuivis cette semaine, et ont concerné notamment les deux ex-Premier ministres, Ahmed Ouyahia et Abdelmalek Sellal, et l'ex-directeur général de la Sûreté nationale, Abdelghani Hamel. Dans le reste du pays, les marches hebdomadaires, se sont poursuivies dans certaines wilayas du centre où des manifestants ont réitéré leur demande d'engagement de réformes politiques profondes pour l'avènement d'une Algérie nouvelle.

A Blida et Chlef, les manifestants, dont le nombre a sensiblement baissé, ont réclamé le respect de la souveraineté populaire, la poursuite de la lutte contre la corruption et l'indépendance de la justice, exigeant la libération des personnes arrêtées lors de précédentes marches.

A Médéa, cette manifestation ont appelé à l'ouverture d'un dialogue "direct" avec les représentants du Hirak, tandis qu'à Tizi-Ouzou, Bouira, Bejaïa et Boumerdes, les marcheurs ont réclamé, entre autres, la mise en place de conditions pour l'avènement d'un nouvel Etat fondé sur la lutte contre la corruption, le respect des droits et libertés, la souveraineté populaire et l'indépendance de la justice. Dans l'Est du pays, des groupes de citoyens sont sortis dans la rue à Constantine, Batna, Oum El-Bouaghi, Tébessa, Khenchela, Jijel, et Sétif, pour réitérer leur appel en faveur de l'édification d'un Etat de droit, leur attachement à l'unité nationale et la poursuite de la lutte contre la corruption. Réitérant leur détermination à préserver le caractère pacifique du mouvement populaire, des manifestants à Skikda, Annaba et El Tarf, ont appelé, notamment, à la libération des personnes arrêtées lors de précédentes manifestations et à l'indépendance de la justice. Dans les wilayas du Sud, des citoyens ont manifesté à El-Oued, Laghouat et Ghardaïa pour renouveler leur appel à un changement et l'édification d'un Etat de droit. Dans l'Ouest du pays, des marches pacifiques ont été organisées à Oran, Mostaganem, Tlemcen, Saïda, Mascara, Aïn-Temouchent et El-Bayadh, mettant en avant la nécessité d'approfondir les réformes politiques et économiques. Réitérant leur attachement au caractère pacifique du Hirak, ils ont aussi répété des slogans sur la nécessité de prendre en compte la volonté populaire, et le rejet de la haine et du régionalisme. Un recul dans le nombre des manifestants a été observé dans quelques wilayas, en comparaison avec les semaines écoulées, alors qu'aucune marche n'a été observée dans les wilayas de Tissemssilt, Nâama et Relizane.

## HAUT CONSEIL ISLAMIQUE

### Faire prévaloir l'approche de réconciliation afin de cimenter la cohésion sociale

Le membre du Haut Conseil Islamique (HCI), Dr. Saïd Bouizri, a appelé, jeudi depuis Tamanrasset, à la nécessité de faire prévaloir l'approche de réconciliation pour cimenter la cohésion sociale.

Intervenant lors d'une conférence tenue à la maison de la culture dans le cadre de la caravane scientifique «les valeurs nationales dans le discours religieux», M. Bouizri a mis en exergue la consécration des valeurs de dénouement des conflits et de réconciliation comme un moyen de cimenter la cohésion au sein de la société et de renforcer la stabilité de la famille et de la société. Le membre du HCI a, en outre, mis en avant l'importance de la conjugaison des efforts pour régler les conflits sociaux à travers le dialogue pour la réussite les démarches réconciliatrices.

«Les zaouïas (confréries) et notables de la région de Tamanrasset assument un grand rôle dans le dénouement des conflits sociaux imposés par la réalité», a souligné l'intervenant avant d'appeler à soutenir cette mission sociale dans un but de consolidation des liens de fraternité et de solidarité dans la société.

Cette conférence, qui a regroupé des Choyoukh, des étudiants de l'Institut islamique, des personnels du corps des affaires religieuses et des représentants de la société civile locale, comprend des communications inhérentes à diverses questions sociales concernant le quotidien du citoyen, à même de développer la conscience collective, a indiqué Cheikh Benmalek, directeur des affaires religieuses de Tamanrasset.

## MANQUE DE PLUVIOMÉTRIE : «Pas un grand impact sur l'alimentation en eau potable des foyers»

Le ministre des Ressources en eau, M. Arezki Berraki, a estimé, jeudi à Médéa, que le manque de pluviométrie enregistré durant ces derniers mois, «n'aura pas un grand impact sur l'alimentation en eau potable des foyers», affirmant que les réserves d'eau, souterraines et superficielles «arrivent à couvrir largement les besoins du pays».

Le manque de précipitations, au cours des mois de janvier et de février, «n'a pas eu d'incidence notable, pour l'instant, sur les capacités mobilisées et destinées à l'alimentation de la population en eau potable, eu égard aux stocks disponibles au niveau des barrages du pays», a indiqué le ministre, en marge de sa visite au niveau du barrage de Beni-Slimane, à l'est de Médéa.

Selon le ministre, le volume d'eau stocké au niveau des barrages du pays dépasse le seuil des 4 milliards de M3, dont 1,2 milliard de M3 couvre est réservé à la consommation des ménages, soit un peu moins du tiers du volume stocké, précisant, toutefois, que plus de 66% des besoins de la population sont couverts généralement par les ressources souterraines, dont les réserves prouvées mettent le pays à l'abri du besoin en eau potable pour les



prochaines années, d'après les estimations de l'agence nationale des ressources en eau. En sus de ces stocks, l'alimentation des villes côtières est garantie, depuis quelques années, par les 17 stations de dessalement d'eau de mer, qui est une ressource renouvelable, a fait remarquer le ministre, ce qui a tendance à «réduire la dépendance» au niveau de ces villes vis-à-vis des autres sources d'approvisionnement, destinées,

elles, à alimenter les wilayas de l'intérieur.

M. Berraki a indiqué, d'autre part, qu'une «évaluation» des stocks d'eau mobilisés à travers le territoire nationale «sera effectuée, à la fin du mois d'avril, et, en fonction des résultats de cette évaluation, des dispositions devant être prises pour les prochaines années».

Le ministre des ressources en eau avait entamé sa visite d'inspection dans la wilaya de Médéa,

par la mise en service d'un réseau d'AEP au profit de villages épars situés dans la commune de Boghar, sud-ouest de Médéa, puis l'inspection du projet d'adduction des communes de Robeïa et Ouled Deïd, dans la daïra de Berrouaghia, devant alimenter, d'ici juin prochain, quelque 7500 foyers, avant de se déplacer au barrage de Beni-Slimane et d'inspecter le chantier de protection de la ville de Beni-Slimane contre les crues.

## MODERNISATION DU SECTEUR DES TRANSPORTS

### L'importance des nouvelles technologies soulignée

De nombreuses recommandations ont été émises à l'issue du colloque international sur la «modernisation du secteur des transports et son rôle dans la transition économique», abrité, mercredi et jeudi par l'université de Tipasa, à leur tête l'impératif d'adoption des nouvelles technologies dans le secteur.

En effet les intervenants à ce colloque ont particulièrement recommandé l'impératif de modernisation du secteur des transports, et son orientation vers la numérisation, à travers l'adoption de «systèmes de transport intelligents», et en allant vers une «tarification unique par l'abonnement électronique».

D'autres propositions ont axé sur une «nécessaire révision de la qualité de réalisation des projets, de leurs coûts, de leurs délais et de leurs rendements, à travers une application rigoureuse des mécanismes de contrôle», outre la mise en exploitation des stations de péage sur l'autoroute est-ouest, en vue du relèvement des sources de revenus du trésor public.

Des experts du domaine ont, par ailleurs, plaidé pour une augmentation des revenus des différentes infrastructures de transport (ports, aéroports), grâce à leur modernisation, la hausse de leurs capacités d'accueil, et l'amélioration des prestations à leur niveau.

Il s'agit, également, selon les participants à ce colloque, de moderniser le système de formation dans le secteur des transports, en mettant au diapason des nouvelles techniques en vigueur dans le domaine, outre le recensement de tous les métiers en son sein, et l'ouverture de spécialités de formation adaptées à ces métiers au niveau des universités.

La rencontre, axée sur la modernisation du secteur des transports et son rôle dans la transition économique, avec la participation de nombreux académiciens et experts du domaine, a abordé, durant deux jours, diverses problématiques liées aux transports.

## GRÈVE DES TRAVAILLEURS DU GROUPE «TONIC INDUSTRIE» :

### Des mesures pour le règlement des arriérés des salaires

Le Groupe public de l'industrie de papier et d'emballage «TONIC Industrie» de Tipasa a annoncé, jeudi, une série de mesures pour le règlement des arriérés des salaires des travailleurs, et mettre un terme à la grève ouverte enclenchée depuis le 17 février dernier, a appris l'APS auprès de l'administration du Groupe. Selon la directrice de la communication auprès du Groupe, Nabila Ouchar, le Conseil d'administration a pris une somme de mesures pour «le règlement des arriérés des salaires non versés depuis octobre dernier, et constituant l'une des principales causes de la grève ouverte enclenchée par les travailleurs». Elle a signalé le versement de 30% des arriérés des salaires

des mois d'octobre et novembre, avec le règlement de la totalité du mois de décembre. Concernant le salaire du mois de janvier 2020, la même responsable a assuré qu'il sera versé «le 15 mars au plus tard».

«Nous procédons actuellement à l'examen du calcul de la totalité du mois, suite à la l'annulation de l'ancienne procédure portant sur un paiement anticipé d'un taux de 70% du salaire», a-t-elle expliqué. La directrice a ajouté que le salaire du mois de février sera versé dès «délivrance des fiches de paie et vérification de leur conformité», sans toutefois donner de date précise pour ce faire. Au sujet des craintes et préoccupations des travailleurs, Mme. Nabila Ouchar a

rappelé que le dossier du crédit à l'exploitation auprès de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) «en est à la phase finale», signalant l'accord de principe significatif au groupe «Tonic Industrie», en vue de la prise en charge des questions de l'importation des matières premières et des pièces détachées. La responsable a, par la même, lancé un appel à tous les travailleurs en vue de la «reprise de l'activité», eu égard, a-t-elle dit, au préjudice financier considérable ayant affecté le groupe à cause de cette grève ouverte, «particulièrement en cette conjoncture difficile, caractérisée par un déficit de 10 Mds Da, au moment où son capital ne dépasse pas les 30 Mds Da», a-t-

elle souligné. Dans un entretien précédent avec l'APS, le président du Conseil d'administration du Groupe, avait déclaré que celui-ci «est parvenu à un accord de principe avec la BADR, pour un crédit hypothèque d'un (1) milliard de dinars, qui peut être porté à 2,5 milliards de dinars, pour l'acquisition des matières premières». Une des principales revendications des travailleurs et du syndicat. «L'accord de principe avec la banque s'inscrit dans le cadre du plan d'action tracé par la nouvelle administration depuis l'été 2019, comme solutions urgentes à court terme, soit 2020, visant à rétablir l'équilibre financier, perdu depuis 2011», avait-il ajouté.



GPLC

## Le taux de stations d'essence équipées de distributeurs Sirghaz porté à 75% à l'horizon 2023

Le gouvernement ambitionne de porter à 75% le taux de stations d'essence équipées de distributeurs de gaz de pétrole liquéfié (GPLC) d'ici 2023, a indiqué jeudi le ministre des Finances, Abderahmane Raouya.

Lors d'une plénière consacrée aux réponses aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Raouya a affirmé que ce projet s'inscrivait dans le cadre des mesures devant être mise en œuvre à compter de l'année en cours afin d'élargir l'utilisation du GPLC comme alternative à l'essence et au gasoil, et ce en vue d'assurer davantage d'efficacité énergétique et préserver l'environnement.

Dans ce cadre, M. Raouya a annoncé le lancement, au cours de cette année, d'études pour la création d'un pôle spécialisé en la matière à l'Est du pays d'une capacité de 30.000 conversions/an.

Les mesures prévues portent également sur l'encouragement de l'Agence nationale du soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM) pour la création de petites entreprises spécialisées dans l'équipement des véhicules en kits GPL.

Par ailleurs, le Gouvernement a décidé, poursuit-il, équiper le parc automobile public en kits GPL-c dans le cadre de sa politique pour la rationalisation de ses dépenses et la préservation de l'environnement.

Le ministre a rappelé, en outre, que les Pouvoirs publics avaient mon-

bilisé, au titre du programme national de conversion des véhicules au GPL, les moyens et ressources nécessaires à la conversion d'un million de véhicules à l'horizon 2023, en consacrant notamment une aide financière allant jusqu'à 50% du coût d'installation afin d'encourager les propriétaires de véhicules publics et privés en sus des taxes à l'utilisation de ce type de carburant propre.

Il s'agit également d'une série d'avantages et de facilitations pour la promotion de l'usage de ce carburant, dont l'exonération des véhicules utilisant le GPL de la vignette automobile. Ces mesures sont accordées dans le cadre du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et de la cogénération (Fnmmerc), dont le solde s'est élevé, fin septembre 2019, à 40,44 Mds da, a expliqué le ministre. Répondant à une question sur le projet de l'institut d'enseignement spécialisé dans les métiers de comptabilité, M. Raouya a imputé le retard accusé dans sa réalisation à plusieurs difficultés d'ordre administratif, soulignant, dans ce sens, que la formation dans ce domaine «n'a pas enregistré de déficit», d'autant que des milliers d'étudiants avaient été pris en charge à travers

l'organisation de plusieurs sessions avec la contribution de l'Université d'Alger 3, de même que plusieurs structures relevant de l'université de Blida ont été consacrées à cette fin.

Il a soutenu, dans ce sens, que le ministère s'attèle à l'actualisation du référentiel de comptabilité afin de se conformer aux normes internationales en vigueur dans ce domaine. Pour ce faire, un groupe de travail spécialisé a été créé en juillet 2018 en vue de l'évaluation du cadre législatif et réglementaire relative au système de comptabilité et financier, de la détermination des lacunes résultant de l'application de la loi 07-11 et la proposition des amendements nécessaires permettant la révision de la loi et l'actualisation de ses dispositions.

Dans le même cadre, une enquête nationale a été lancée en 2019 sur les utilisateurs du système comptable afin de tirer profit des avis des professionnels et d'intégrer leurs contributions et leurs idées lors de l'actualisation du texte de loi.

A une question sur la manière de calculer la valeur du tarif de la taxe pour la délivrance du certificat d'urbanisme et la différence existant entre les versions, arabe et française, du texte juridique et affirmant,



le ministre a précisé qu'il s'agissait d'une erreur qui a été corrigée dans la loi de finances 2018.

En marge de la plénière, le ministre des finances a déclaré à la presse que la baisse drastique des prix de pétrole enregistrée récemment dans les marchés internationaux n'aura aucun impact immédiat sur l'équilibre financier du pays au moins durant les deux prochains mois. Les efforts se poursuivent pour suivre la situation et prendre les mesures nécessaires pour faire face à la situation conformément aux ins-

tructions du Président de la République, a-t-il expliqué. Concernant l'endettement extérieur, il a souligné que cette mesure demeurerait tributaire de l'existence d'un besoin pour le financement de projets d'investissement avec une valeur ajoutée, affirmant que cette option n'est pas actuellement à l'ordre du jour. S'agissant de la finance islamique, il a fait savoir que la Banque d'Algérie (BA) compte adresser, la semaine prochaine, une nouvelle note pour le renforcement de cette activité bancaire.

### GRUPE SAIDAL:

## Élaboration d'un plan de relance des capacités de production

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Ferhat Ait Ali Brahim a annoncé, jeudi à Alger, l'élaboration en cours par le gouvernement d'un plan de relance du Groupe public de fabrication des médicaments et des produits pharmaceutiques "SAIDAL" en vue de renforcer ses capacités de production.

Lors d'une plénière consacrée aux questions orales, tenue à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Ait Ali Brahim a fait état d'un plan gouvernemental visant à relancer le Groupe SAIDAL au niveau national, en matière de fabrication de différents médicaments, seul ou en partenariat avec les étrangers", ajoutant que ce plan permettrait d'atteindre l'objectif "stratégique", à savoir la satisfaction des besoins nationaux en différents médicaments.

Concernant la couverture par le complexe d'antibiotiques de Médéa, de la demande nationale sur les médicaments, le ministre a indiqué que ce complexe, relevant de SAIDAL, "a été réalisé du temps du défunt Président Boumediène, à l'effet de satisfaire les besoins nationaux en antibiotiques".

"Ce complexe de production d'antibiotiques fabrique 53 produits de différentes doses, y compris 17 produits injectables et des antibiotiques, couvrant, ainsi, un taux dépassant 75% de la demande nationale sur ces produits", a-t-il poursuivi.

Ce même complexe, ajoute le ministre, assure la fourniture des hôpitaux algériens à

hauteur d'un tiers (1/3) de sa production annuelle, à travers la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH).

S'agissant de l'exportation des médicaments du complexe, M. Ait Ali Brahim a fait état de l'exportation de six produits durant la période 2010-2016, vers des pays africains, à l'instar du Sénégal et du Niger, et vers le Yémen, ajoutant que le complexe envisage d'exporter 12 nouveaux produits vers des pays africains comme le Burkina-Faso, la Côte d'Ivoire, le Madagascar et le Sénégal.

Pour ce qui est des futurs projets de réalisation de nouvelles unités relevant de ce complexe, le ministre de l'Industrie a rappelé le transfert, entre 2018 et 2019, des équipements de production vers le complexe d'antibiotiques de Médéa dans le but de renforcer ses capacités de production, y compris la fabrication des pommades.

Par ailleurs, le complexe de fabrication d'antibiotiques de Médéa a bénéficié du recrutement de 135 employés et d'un crédit de 800 millions de da accordé par les autorités publiques pour sa réhabilitation, à travers l'acquisition d'un nouveau matériel pour augmenter ses capacités de production, a fait savoir le ministre. A une autre question orale concernant les risques sanitaires engendrés par les carrières de la wilaya de Biskra, M. Ait Ali Brahim a affirmé que "la relance de l'industrie en Algérie ne se fera pas au détriment

de la santé du citoyen", tel que stipulé par les lois.

Pour ce qui est de la wilaya de Biskra, le ministre précise que son département a chargé la police des mines d'élaborer un rapport détaillé et minutieux et de mener une enquête sur le terrain concernant le fonctionnement des carrières concernées dans cette wilaya outre les mesures qui seront prises par les autorités de la wilaya. Le citoyen a le droit de réclamer la préservation de sa santé dans un environnement sain et de revendiquer la fermeture des carrières qui portent préjudice à sa santé, a-t-il dit.

L'octroi d'autorisations d'exploitation des carrières se fait suivant une étude technique et après parachèvement d'une enquête administrative, a-t-il indiqué, ajoutant que le transfert des carrières exige l'octroi de nouvelles autorisations d'exploitation.

Concernant la cimenterie de Béni Saf (Ain Temouchent), le ministre a évoqué une défaillance dans la gestion des groupes industriels, notamment en ce qui a trait aux contrats signés pour l'importation du matériel, précisant que son département prendra "des mesures concernant les erreurs de gestion commises au niveau des groupes, y compris le recours aux frais supplémentaires". Lire aussi: Industrie pharmaceutique et équipements médicaux: fort intérêt des entreprises françaises Il a, d'ailleurs, rappelé ce qui s'est produit à la cimenterie de



Béni Saf qui a signé un contrat avec un partenaire étranger en mars 2018 pour l'importation de matériels conformes aux lois en vigueur.

Après leur réception, il s'est avéré que les spécificités techniques n'étaient pas conformes, a-t-il précisé.

En avril 2019, les services des douanes ont saisi au port d'Oran un matériel importé de l'étranger, n'étant pas le matériel déclaré, a fait savoir le premier responsable du secteur.

En juillet 2019, le Groupe GICA a procédé à des mesures de dédouanement au niveau du port, avec une mise en demeure au fournisseur pour se conformer aux clauses du contrat signé. Ce dernier a répondu à cette mise en demeure en novembre 2019 en fixant les délais de livraison du nouveau matériel à fin juillet 2020. L'usine en question réceptionnera, donc, un nouveau matériel de production à la fin du troisième trimestre de l'année, en prenant en considération les délais de fabrication et de livraison.

## PME et start-up, véritables enjeux pour la diversification de l'économie algérienne

Les participants à une journée d'étude sur la contribution des pépinières d'entreprises ont mis l'accent, mercredi à Adrar, sur l'enjeu que constituent véritablement les petites et moyennes entreprises (PME) et les start-ups dans la diversification de l'économie nationale, notamment en cette conjoncture de chute des cours du pétrole.

Lors de cette rencontre initiée par le bureau d'Adrar de l'Alliance pour le renouveau estudiantin algérien (AREN), les intervenants ont souligné l'importance de la contribution des pépinières d'entreprises pour la diversification de l'économie nationale, s'appuyant sur l'exemple de certains pays dans le domaine.

Ils ont, pour cela, plaidé pour une révision des modes de soutien et d'accompagnement des entreprises,

de façon exigeante en termes de performance économique pour leur contribution efficiente au développement, valorisant aussi la volonté politique consacrant cette approche.

"L'entrepreneuriat est devenu un Challenge pour la diversification de l'économie nationale et la création d'emplois", estime Si-Mohamed Kamel, enseignant au Centre universitaire d'Ain-Temouchent, pour qui le dispositif des pépinières d'entreprises, développé par certains pays depuis le siècle dernier, pour l'accompagnement des startups à travers notamment la contractualisation, l'aide au financement et à la commercialisation et l'assouplissement des procédures vis-à-vis du Registre de Commerce, "est de nature à favoriser leur maturation et leur évolution en PME, puis en entreprise per-

formante". L'enseignant Abdelghani Bouchara de l'Université d'Adrar a souligné, de son côté, l'intérêt de cette rencontre qui intervient dans une conjoncture marquée par une chute drastique des cours du pétrole, avant de mettre en avant les mécanismes mis en place par diverses instances, à l'exemple de la Maison de l'entrepreneuriat, pour accompagner les diplômés d'Universités et d'Instituts dans la concrétisation de leurs projets, à travers notamment la formation et l'orientation.

Abondant dans le même sens, le directeur de la pépinière de PME d'Adrar, Salem Hasnaoui, a qualifié ces entités de "véritable support de l'économie durable, à la lumière des enjeux économiques actuels".

Il a énuméré, dans ce cadre, les instances, dispositifs et mécanismes

mis en place par les pouvoirs publics pour accompagner les projets innovants, citant l'expérience des pépinières d'entreprises qui est passée de quatre à son début (Ghardaïa, Annaba, Oran et Bordj Bou-Argeridj) à 16 pépinières et 27 Centres d'appui et de consultation actuellement.

L'enseignant Djelloul Benaba (Université d'Adrar) a relevé, pour sa part, que la diversification de l'économie nationale s'appuie en premier lieu sur l'Agriculture et le Tourisme, ainsi que sur l'accompagnement des PME liées à ces secteurs, en leur octroyant la priorité dans le financement.

Il existe plusieurs produits agricoles en quête de valorisation économique-commerciale sur les marchés local, national et extérieur, à l'image de l'huile de figue de barba-

rie, dont le prix du litre atteint les 1.000 dollars, a-t-il évoqué à titre d'illustration.

Le représentant de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural a lié les exigences de développement du tissu de PME et de startups à l'étude des besoins du marché, avant de procéder à leur financement, et appelé à recourir à l'étude de faisabilité économique avant toute démarche de montage d'une PME, en plus de songer à la création d'une banque spécialisée dans le financement des PME afin de réduire les contraintes rencontrées à leur création.

En marge de cette journée d'étude, a été mise sur pied une exposition sur des modèles réussis de PME actives dans divers domaines.

## Rechute des cours du pétrole à la fin d'une semaine agitée

Les prix du pétrole repartaient à la baisse vendredi, après avoir été en hausse en cours de séance européenne, et s'apprêtaient à conclure leur pire semaine depuis la crise financière de 2008.

En fin de journée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai valait 33,21 dollars à Londres, en baisse de 0,03% par rapport à la clôture de jeudi. A New York, le baril américain de WTI pour avril lâchait 0,44%, à 31,36 dollars. Depuis le début de la semaine, les prix des deux barils de référence ont perdu aux alentours de 25%. Depuis un pic atteint il y a un peu plus de deux mois, quelques jours après l'élimination par Washington du général iranien Qassem Soleimani, les cours ont perdu plus de la moitié de leur valeur. Ils ont également encaissé lundi leur pire chute depuis la guerre du Golfe en 1991, avec un plongeon d'environ 25%. Les prix du pétrole souffrent aussi bien de la situation du côté de l'offre, avec plusieurs géants pétroliers comme l'Arabie saoudite et la Russie qui se sont lancés dans une guerre des prix, que du côté de la demande, touchée de plein fouet par la crise sanitaire.

"La Russie et l'Arabie saoudite semblent toujours disposées à augmenter leur production et à faire baisser les prix, sans montrer aucun signe de retour à la table des négociations", avait estimé plus tôt dans la journée dans une note Jeffrey Halley, de Oanda.

Depuis le refus la semaine dernière par Moscou d'une limitation supplémentaire de la production de brut dans le cadre de l'accord qui lie les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et leurs alliés, Ryad a procédé à la plus forte baisse de ses prix en 20 ans, déclenchant un séisme sur les marchés financiers. Mais la Russie reste pour le moment inflexible, son président Vladimir Poutine se disant "certain" que l'économie du pays sortira "renforcée" de cette période de guerre des prix. Un temps évoqué, la perspective de la tenue d'un comité technique (JTC) de l'Opep+ le 18 mars "s'est évaporée" après le refus de l'Arabie saoudite, a rapporté Bjarne Schieldrop, analyste de SEB.

Côté demande, les réponses drastiques des Etats pour limiter la propagation du nouveau coronavirus, à l'image de la suspension pour 30 jours de l'entrée aux Etats-Unis de tout étranger ayant séjourné en Europe, agitent les inquiétudes d'une récession mondiale. Le président américain Donald Trump a par ailleurs annoncé qu'il s'exprimerait à propos de l'épidémie de coronavirus vendredi à 19h00 GMT.

Accusé d'avoir dans un premier temps largement sous-estimé la gravité de cette crise sanitaire mondiale, le locataire de la Maison Blanche n'a pas exclu ces derniers jours de déclarer l'état d'urgence.

## PÉTROLE Accord Opep-Non Opep toujours en vigueur

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a affirmé, jeudi à Alger, que l'accord de coopération Opep-Non Opep, signé fin 2016, est toujours en vigueur, et ce bien que les parties participant à la réunion de vendredi dernier ne soient parvenues à un accord définitif sur la baisse de la production.

Les pays membres à l'Opep et leurs partenaires poursuivront les débats et les rencontres pour parvenir à un accord et la recherche de mécanismes devant rétablir l'équilibre du marché pétrolier, au regard des répercussions du Coronavirus sur le marché pétrolier et ses retombées sur l'économie mondiale, a fait savoir M. Arkab dans une déclaration à la presse en marge d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN).

Selon le ministre, les pays de l'Opep et leurs partenaires avaient signé, au terme de la réunion du Comité technique conjoint (JTC) de l'Opep, tenue vendredi dernier, une décision pour poursuivre l'action dans le cadre de l'accord de coopération de 2016, ajoutant que ces pays devront poursuivre l'examen de possibilités de baisse de production à même de rétablir l'équilibre du marché.

Les pays de l'Opep n'ont toujours pas fixé une date pour la réunion prochaine, a-t-il affirmé, soulignant qu'ils attendent actuellement à en fixer "la date dans le plus proche délai".



Pour M. Arkab, tous les pays Opep-non Opep ont des obligations et des engagements à respecter envers leurs clients, au vu de la propagation du Covid-19, à l'origine de la baisse de la production, notamment en ce qui concerne l'exportation de pétrole et du gaz bruts aux pays consommateurs, obligeant les pays parties à clôturer la réunion sans parvenir à un accord.

"Pour les pays Opep-non Opep, les discussions sont en cours pour parvenir prochainement à un accord.

Nous n'avons abouti à aucun accord à l'issue de

la réunion tenue vendredi dernier (...)", a-t-il souligné.

Et d'ajouter: "la nouvelle pandémie a impacté l'économie mondiale entière et non seulement le marché pétrolier, d'où la décision prise par plusieurs secteurs de réduire leurs activités dont l'énergie, les transports et l'industrie, outre la nécessité de revoir les activités sportives et culturelles, qui doivent être réduites en termes de temps et de nombre".

Le ministre a rappelé que l'Organisation disposait d'un important mécanisme, à savoir:

L'accord d'Alger de septembre 2016 ayant constitué le point de départ du processus pour parvenir à l'accord de coopération Opep-non Opep signé en décembre de la même année à Vienne.

Précisant que cet accord reste "en vigueur", le ministre a indiqué que la réunion du 6 mars 2020 avait été consacrée à l'examen des dossiers techniques élaborés par l'OPEP, en sus de la prospection des variantes du marché, au vu de la propagation du Coronavirus avec la participation d'experts et spécialistes en la matière".

## Les cours mondiaux des matières premières encaissent leur plus lourde chute

La propagation du coronavirus a impacté les cours mondiaux des matières premières, qui ont encaissé leur plus grande perte la semaine écoulée.

En voici les tendances:

**PÉTROLE:** Les prix du pétrole ont terminé la semaine vendredi sur une note optimiste leur pire semaine depuis la crise financière de 2008, marquée par le déclenchement d'une nouvelle guerre des prix de l'or noir et la crainte d'une diminution drastique de la demande en brut.

A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai s'est apprécié de 1,9%, ou 63 cents, pour finir à 33,85 dollars.

A New York, le baril de référence WTI pour avril a gagné 0,7%, ou 23 cents, pour clôturer à 31,73 dollars. Mais le baril de Brent a perdu sur l'ensemble de la semaine 25,2% quand à celui de WTI a lâché 23%. Depuis un pic atteint il y a un peu plus de deux mois, les cours ont perdu plus de la moitié de leur valeur.

Ils ont notamment encaissé lundi leur pire chute depuis la guerre du Golfe en 1991, avec un plongeon d'environ 25%.

Les prix du pétrole souffrent aussi bien de la situation du côté de l'offre, avec plusieurs groupes pétroliers comme l'Arabie saoudite et la Russie qui se sont lancés dans une guerre des prix, que du côté de la demande, touchée de plein fouet par l'épidémie. Moscou a refusé la semaine dernière de limiter encore la production de brut dans le cadre de l'accord qui liait depuis fin 2017 les pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de

pétrole (Opep) et leurs alliés. Ryad a dans la foulée procédé à la plus forte baisse de ses prix en 20 ans, déclenchant un séisme sur les marchés financiers avant d'annoncer vouloir augmenter sa production jusqu'à 13 millions de barils par jour.

**CÉRÉALES:** Les cours du maïs et du blé cotés à Chicago se sont stabilisés vendredi tandis que ceux du soja ont encore glissé dans un marché surtout guidé par l'humeur du reste des marchés financiers.

"Normalement, les discussions sur le marché agricole à cette époque de l'année tournent autour de la météo et des semis", remarque Dewey Strickler, analyste. "Mais ce n'est vraiment pas le cas cette année dans la mesure où les marchés financiers sont dans un état de panique qui affecte les produits agricoles", ajoute-t-il. Les cours du soja sont encore un peu plus affectés par les moissons en cours en Amérique du Sud, où elles s'annoncent particulièrement abondantes.

"Les acteurs du marché redoutent que les termes de l'accord commercial de phase 1" conclu entre les Etats-Unis et la Chine mi-janvier "doivent être révisés si la Chine ne peut pas les atteindre", souligne M. Strickler.

Pékin s'était notamment engagé à l'époque à augmenter drastiquement ses achats de produits agricoles américains. Mais entre la crise du nouveau coronavirus qui a d'abord frappé de plein fouet la Chine et le fait que les Chinois se tournent plutôt vers le Brésil et l'Argentine à cette période de l'année, peu de grosses commandes ont depuis été passées. Le boisseau de maïs (25

kg) pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé vendredi à 3,6575 dollars, comme la veille. Le boisseau de blé pour livraison en mai, le plus actif, a fini à 5,0600 dollars contre 5,0550 dollars jeudi (+0,10%). Le boisseau de soja pour livraison en mai, le plus échangé, a terminé à 8,4875 dollars contre 8,5950 dollars la veille (-1,25%), retombant à son plus bas niveau.

**MÉTAUX:** Après avoir connu sa meilleure performance hebdomadaire depuis 2011 la semaine dernière, l'or s'apprête à signer sa pire chute depuis la même année, en conclusion d'une semaine noire sur l'ensemble des marchés mondiaux.

"Pas même une valeur refuge comme l'or n'a échappé à la brutale dégringolade des marchés, alors que la panique autour de la pandémie a percuté les actions du monde entier et forcé les investisseurs à couvrir leurs appels de marge", a expliqué Lukman Otunuga, analyste, alors que l'or perdait environ 6,5% sur la semaine.

Un appel de marge consiste pour un investisseur à apporter des fonds supplémentaires censés couvrir la dépréciation d'une position ouverte sur le marché. Faut de quoi, l'investisseur risque de voir sa position clôturée. Selon M. Otunuga, les investisseurs ont pu opter pour vendre le métal précieux, qui avait atteint lundi un plus haut en sept ans, à 1,703,39 dollars l'once. Sur le London Bullion Market, l'once d'or valait 1,565,60 dollars vendredi, contre 1,673,83 dollars le vendredi précédent. Le palladium a également souffert, perdant temporairement jeudi près de

30%, retombant à son niveau d'octobre.

Sur le London Platinum and Palladium Market, l'once de palladium valait 1,803,04 dollars, contre 2,584,13 dollars à la fin de la semaine précédente.

Le cours de l'aluminium a touché jeudi un plus bas depuis octobre 2016, à 1,644 dollars la tonne, sous l'effet du recul attendu de la demande chinoise en 2020.

"Les prix de l'aluminium continuent de s'affaiblir en raison des perspectives de la demande", ont estimé Warren Patterson et Wenyu Yao, analystes.

Daniel Briesemann, observe toutefois que "les métaux de base ont relativement bien résisté ces dernières semaines", contrairement notamment au pétrole dont les prix ont chuté de moitié depuis le début de l'année. La situation sanitaire en Chine, premier pays touché par le nouveau coronavirus et aussi premier importateur mondial de matières premières, connaît ces derniers jours une très sensible amélioration.

Sur le London Metal Exchange, la tonne d'aluminium pour livraison dans trois mois s'échangeait à 1,671 dollars vendredi, contre 1,685 dollars le vendredi précédent.

Celle de cuivre a également touché un plus bas depuis octobre 2016, à 5,440 dollars, et s'échangeait vendredi à 5,480 dollars, contre 5,607 dollars le vendredi précédent.

Le nouveau coronavirus a fait au moins 5.402 morts dans le monde depuis son apparition en décembre, plus de 143.400 cas d'infection ont été dénombrés dans 135 pays et territoires, selon un dernier bilan.



## LIBYE

## La Banque centrale annonce un résultat net de 135 MD, à fin 2019

La Libye a dû se résoudre à diminuer son budget de quasiment un tiers, en raison du "double choc" que constituent le blocage de la production de pétrole et la chute des prix du baril, a indiqué son ministre de l'Économie.

"Nous faisons face à un double choc: le blocus pétrolier et la chute des prix, accentuée par le nouveau coronavirus", a déclaré Ali al-Issaoui jeudi soir, en marge d'une rencontre avec l'agence de coopération technique française Expertise France.

Depuis 2015, deux autorités rivales se disputent le pouvoir en Libye: le gouvernement d'union nationale (GNA) basé à Tripoli (ouest) et un pouvoir incarné par le maréchal Khalifa Haftar dans l'est du pays.

Ces dernières semaines, des groupes pro-Haftar bloquent la plupart des sites et terminaux pétroliers.

Le budget 2020, "ambitieux", avait été fixé à environ 55 milliards de dinars (35 milliards euros), "mais nous



avons dû le réduire à environ 38 milliards de dinars" (24,5 milliards d'euros), a souligné le ministre de l'Économie du GNA. "Cela touche de plein fouet les services publics et

l'investissement: les nouvelles écoles, nouveaux hôpitaux, les investissements pour moderniser les infrastructures pétrolières seront repoussés", a-t-il déploré. Le

gouvernement, qui tablait sur plus de 6% de croissance, devra revoir ce chiffre à la baisse, a-t-il souligné, sans évoquer de chiffre. Bien qu'elle soit l'un des rares pays à n'avoir connu aucun cas confirmé de Covid-19, la pandémie "a indirectement touché la Libye: la chute des prix, en raison de la baisse de la demande de la Chine, a un effet significatif sur l'économie". Pour le gouvernement, la priorité est "de trouver d'autres moyens que le budget de l'État pour financer l'économie", a-t-il souligné. Il a évoqué le lancement cette année des premières obligations libyennes, sous forme de sukuk, obligations compatibles avec la loi islamique, avec l'appui technique du FMI et de la Banque mondiale.

## FMI - LIBAN - AIDE

## Le Hezbollah affirme ne pas être opposé à une aide du FMI assortie de "conditions raisonnables"

Le chef du mouvement chiite libanais Hezbollah a affirmé vendredi que toute éventuelle aide du FMI au Liban, en proie à une crise financière aiguë, devrait être assortie de "conditions raisonnables", loin de toute velléité de "tutelle" étrangère.

"Toute aide sous des conditions raisonnables (...) ne pose aucun problème de principe", a affirmé Hassan Nasrallah dans un discours retransmis par la chaîne du parti al-Manar, soulignant toutefois son refus de toute "mise sous tutelle" du pays en défaut de paiement depuis lundi pour la première fois de son histoire.

"Si le FMI veut fournir une aide au Liban, et que les conditions qu'il impose ne sont pas en contradiction avec la Constitution et nos intérêts nationaux, nous n'avons pas de problème", a souligné le chef du Hezbollah. Cette position intervient moins d'une semaine après l'annonce par le Premier ministre libanais,

Hassan Diab, de l'incapacité du pays, en proie à une crise économique sans précédent depuis la fin de la guerre civile (1975-1990), de s'acquitter d'une échéance de dette de 1,2 milliard de dollars qui devait être honorée le 9 mars. Le Hezbollah s'était opposé ces dernières semaines à toute éventuelle aide du FMI au Liban.

Dans son allocution, Hassan Nasrallah a toutefois souligné son refus de toute "mise sous tutelle" du Liban ou de "confier la gestion financière et économique (du pays) à une autorité dictant" des conditions en contrepartie d'une aide.

Il a notamment évoqué à ce sujet une éventuelle demande de naturalisation des réfugiés palestiniens établis au Liban, proscrite par la Constitution, ou d'une réforme fiscale prévoyant une hausse de la TVA. Le FMI a exhorté jeudi le Liban à mettre "rapidement" en œuvre une série de réformes pour endiguer le marasme économique, alors

que le pays est désormais en défaut de paiement. "Compte tenu de la gravité des conditions économiques au Liban, il est important que le gouvernement conçoive et mette rapidement en œuvre un ensemble complet de réformes pour relever efficacement les défis économiques", a déclaré Gerry Rice, le porte-parole du FMI.

Avec une dette de 92 milliards de dollars -81,5 milliards d'euros, soit environ 170% du PIB-, le Liban fait partie des pays les plus endettés au monde.

Le FMI est "prêt à aider les autorités dans ces efforts mais encore une fois il n'y a eu aucune demande de soutien financier", a ajouté M. Rice.

Le Liban avait requis en février une assistance technique du FMI mais n'a toujours pas formulé de demande d'aide financière auprès du FMI.

Samedi dernier, le Premier ministre libanais a dévoilé une restructuration à venir de la dette, après des négociations avec les créanciers.

## ETATS-UNIS - BOURSE

## A Wall Street, le Dow Jones connaît sa pire séance depuis 1987 et perd 10%

La Bourse de New York a plongé jeudi, le Dow Jones enregistrant sa plus lourde chute depuis le krach boursier d'octobre 1987, sur fond de panique générale en raison de la pandémie de coronavirus.

Le Dow Jones Industrial Average a chuté de 9,99% à 21.200,62 points.

L'indice vedette de Wall Street n'avait plus connu pareille dégringolade depuis le "lundi noir" du 19 octobre 1987, où il avait dévissé de plus de 22%.

Il s'agit de la cinquième plus lourde chute de l'histoire pour le Dow Jones, selon des données compilées par Howard Silverblatt, spécialiste des indices chez S&P Dow Jones Indices.

Le Nasdaq, à forte coloration

technologique, a chuté de 9,43% à 7.201,80 points.

Le S&P 500 a plongé de 9,51% à 2.480,64 points, connaissant lui aussi sa pire séance depuis 1987.

L'indice, qui représente les 500 plus grandes entreprises de Wall Street, est officiellement entré en "bear market", un terme qui caractérise une chute de plus de 20% par rapport au dernier record.

La panique liée au coronavirus, désormais considéré comme une pandémie mondiale, a fait chuter la place new-yorkaise dès l'ouverture. Les échanges ont même été interrompus pendant un quart d'heure en tout début de séance quand le S&P 500 a perdu plus de 7%, déclenchant un "couve-

circuit" censé permettre aux investisseurs de reprendre leurs esprits.

Wall Street a brièvement effacé une partie de ses pertes à la mi-séance après l'annonce par la Réserve fédérale d'une injection de 1.500 milliards de dollars supplémentaires sur le marché monétaire. Mais la Bourse de New York a vite repiqué du nez, s'enfonçant toujours plus dans le rouge jusqu'à la clôture.

"Il y a beaucoup d'incertitudes au sujet de la durée et de l'ampleur" de la pandémie de coronavirus, indique Quincy Krosby de Prudential.

La décision de Donald Trump, mercredi soir, d'interdire durant 30 jours aux voyageurs en provenance de

la plupart des pays européens d'entrer sur le sol américain n'a en tout cas rien fait pour rassurer les investisseurs.

Les propositions pour soutenir l'économie des Etats-Unis évoquées par M.

Trump n'ont pas non plus suscité le moindre enthousiasme. "Les courtiers et les investisseurs voulaient des mesures plus détaillées", relève Mme Krosby.

"Le marché n'a absolument pas été satisfait et on a vu les résultats aujourd'hui", poursuit-elle.

Sur le marché obligataire, le taux à 10 ans sur la dette américaine limitait en revanche les dégâts, s'étant abîssant à 0,8534% vers 20H20 GMT, contre 0,8695% la veille à la clôture.

## ÉMIRAT DE DUBAÏ

## Un plan de relance économique pour contrer le coronavirus

Le gouvernement de Dubaï a lancé un plan de relance économique de plus de 408 millions de dollars (1,5 milliard de Dirhams) pour les trois prochains mois afin de soutenir les entreprises activant dans cet Emirat pour faire face aux retombées économiques causées par le coronavirus.

Le plan vise à accroître la liquidité et à réduire l'impact de la situation économique mondiale actuelle causée par le Covid-19.

Sous les directives du vice-président et premier ministre des Emirats arabes unis et souverain de Dubaï, le cheikh Mohammed bin Rashid Al Maktoum, le prince héritier de Dubaï et président du conseil exécutif de Dubaï Sheikh Hamdan bin Mohammed bin Rashid Al Maktoum a annoncé le lancement du plan de relance économique pour soutenir les citoyens, les résidents et les investisseurs dans ces circonstances exceptionnelles.

Le programme élaboré par le gouvernement de Dubaï comprend 15 initiatives axées sur le secteur commercial, la vente au détail, le commerce extérieur, le tourisme et le secteur de l'énergie.

Il devrait réduire le coût des affaires et simplifier les procédures commerciales, en particulier dans les secteurs du tourisme, du commerce de détail, du commerce extérieur et de la logistique.

Les mesures de relance qui seront introduites avec effet immédiat seront valables pour les trois prochains mois.

Après cette période, l'impact des mesures sur la situation économique sera réexaminé.

"Le monde traverse des moments difficiles, mais nous avons la capacité de surmonter les défis avec succès. Nous étendons ce plan de relance pour nous assurer que nous pouvons atteindre nos objectifs de développement ambitieux en désamorçant tout obstacle qui peut entraver nos progrès", a déclaré Sheikh Hamdan.

## ETATS-UNIS

## La FED va injecter 1.500 milliards de dollars pour soutenir le marché monétaire

La Réserve fédérale américaine (Fed) a annoncé, jeudi, qu'elle va injecter 1.500 milliards de dollars supplémentaires cette semaine sur le marché monétaire pour faire face au choc provoqué par la pandémie du coronavirus, ont rapporté des médias locaux.

La Fed prévoit d'offrir jeudi 500 milliards de dollars à échéance de trois mois et offrira vendredi 500 milliards à trois mois ainsi que 500 milliards à un mois, ont ajouté les mêmes sources citant un communiqué.

La Réserve fédérale américaine compte injecter par ailleurs chaque semaine 500 milliards à trois mois et 500 milliards à un mois jusqu'au 13 avril.

Ces annonces ont permis à la Bourse de New York d'effacer une partie de ses pertes à la mi-séance. Aux alentours de 17H10 GMT, le Dow Jones, qui a chuté de plus de 9% en séance, était en repli de 4,71%, pendant que le Nasdaq, à forte coloration technologique, perdait 4,45%.

La banque centrale continuera aussi à alimenter le marché en liquidités avec, jusqu'au 13 avril, au moins 175 milliards de dollars chaque jour, avec un remboursement le lendemain, et, deux fois par semaine, au moins 45 milliards de dollars à échéance de deux semaines.

Cet argent mis à disposition par la Fed permet aux banques et grandes entreprises de se refinancer. La banque centrale américaine a précisé, dans ce communiqué, que "ces changements doivent permettre de répondre à des perturbations très inhabituelles sur les marchés secondaire des bons du Trésor associées à l'éclosion de coronavirus". La Fed va également acheter différents types de titres à diverses maturités et les achats se poursuivront au deuxième trimestre.

Face à la pandémie du nouveau coronavirus, et à ses effets sur l'économie, la Fed a déjà, à deux reprises cette semaine, augmenté ses injections quotidiennes sur le marché monétaire, les faisant passer de 100 à 175 milliards de dollars.

## ACCIDENTS DE LA ROUTE 9 morts et 22 blessés ces dernières 48h selon la Protection civile

Neuf (09) personnes ont trouvé la mort et 22 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures à travers le territoire national, selon un bilan établi par les services de la Protection civile.

Par ailleurs, deux personnes qui ont inhalé du monoxyde de carbone émanant d'un chauffage à l'intérieur de leur domicile, sont décédées dans la commune de Souk Ahras, note la même source.

En revanche, 14 autres personnes incommodées par le même gaz toxique émanant d'appareils de chauffage et de chauffe-bains ont pu être sauvées par les secours de la Protection civile qui leur ont prodigué les soins de première urgence dans les wilayas de Souk Ahras, Médéa, Sétif, Constantine, Djelfa et Naâma.

Les unités de la Protection civile sont également intervenues pour procéder à l'extinction de 10 incendies urbains et divers, à travers les wilayas de Boumerdes, Blida, Tiaret, Médéa, Bordj Bou Arreridj, Annaba, Tamanrasset et Tindouf.

Une personne a été atteinte de brûlures de deuxième degré dans un incendie qui s'est déclaré dans un appartement sis au lieu-dit Hai Boukantas, dans la commune et daïra d'Annaba, alors que deux autres personnes ont été sujettes à des gênes respiratoire dans un sinistre survenu dans une habitation sise au lieu-dit Hai El Salaka, dans la commune et daïra de Tindouf.

## LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ Cinq blessés, dont un policier, dans une bataille rangée à Birtouta

Cinq personnes, dont un policier, ont été blessées lors d'une bataille rangée survenue vendredi entre deux groupes d'individus à Birtouta (Alger), a indiqué samedi un communiqué de la Direction générale de la sûreté nationale (DGSN).

Le policier en question a été touché par un projectile à la tête, les personnes blessées ont pu quitter l'hôpital, a précisé la même source, ajoutant qu'un incendie partiel d'un véhicule de police, causé par un fûmige, a été également enregistré.

Par ailleurs, samedi à 13h30 du matin, l'admission à l'hôpital d'un citoyen, présentant une blessure balistique survenue dans des circonstances indéterminées, a été enregistré, mais après diagnostic, il est hors de danger. L'enquête en cours du Procureur de la République déterminera les circonstances de la dite blessure, a relevé la même source. Vendredi, un citoyen avise la sûreté de wilaya d'Alger du déclenchement d'une bataille rangée entre deux groupes d'individus dans une cité à Birtouta. Aussitôt avisés, les services de police se sont déplacés sur les lieux, où à leur vue, l'ensemble des deux groupes antagonistes a pris la fuite.

À 23h00, les policiers qui ne s'étaient pas éloignés des lieux des faits, pour s'assurer du retour au calme dans le quartier, ont été rappelés par la salle de commandement de la sûreté de wilaya d'Alger, alertée par un autre citoyen.

Ce citoyen a informé les éléments de la sûreté de wilaya d'Alger que les deux groupes, constitués d'une trentaine de personnes, étaient sur leur point de reprendre les hostilités, où à leur vue, ils ont été pris pour cible, à l'aide de cocktails Molotov, moyens pyrotechniques, jets de pierres et même des armes blanches. Devant cette situation, les forces de l'ordre ont usé de moyens conventionnels pour pousser les agresseurs et les disperser aux fins d'un retour au calme. La situation a été rétablie à 23h30.

## TLEMCEN Les handicapés moteurs face à de nombreuses insuffisances

Le président de l'Union des handicapés moteurs de la wilaya de Tlemcen, Mohamed Tourabi, a déploré les nombreuses insuffisances auxquelles font face les personnes aux besoins spécifiques dans leur vie quotidienne.

Le responsable a déclaré à l'APS à l'occasion de la journée nationale des handicapés (14 mars), la persistance du problème de l'accessibilité dans les rues, aux bâtiments publics, aux moyens de transport et autres.

"Ce problème persiste en dépit de la promulgation du décret exécutif 06-455 du 11 décembre 2006 fixant les modalités d'accessibilité des personnes handicapées à l'environnement physique, social, économique et culturel", a-t-il souligné.

L'union de wilaya a organisé dans le passé deux séminaires sur cette question.

"Les recommandations dégagées de ces séminaires n'ont jamais été prises en compte", a-t-il fait remarquer.

Plaidant pour l'égalité des chances notamment en matière de travail, le responsable a relevé les difficultés que rencontre cette frange de la société à trouver du travail en dépit des dispositions prévoyant la réservation d'au moins 3% des postes d'emploi à u profit des personnes handicapées.

"Nous comptons parmi notre millier d'adhérents des universitaires et d'autres diplômés de la formation professionnelle qui demeurent sans travail.

Cette situation rend davantage fragile et compliquée la vie dans notre société", a-t-il ajouté. Le président de l'Union de



wilaya a fait remarquer que toutes les catégories d'handicapés, dont les non-voyants, les sourds-muets et autres déficients mentaux, souffrent d'un manque flagrant de moyens et de ressources financières à même de leur permettre de vivre dignement. Dans ce sens, il préconise une révision à la hausse de la pension dont bénéficient les personnes handicapées à 100 pour cent ainsi que davantage de moyens au mouvement

associatif activant dans la défense des droits moraux et matériels de cette frange.

"Notre union de wilaya vient de bénéficier d'une subvention de 200.000 DA qui reste insuffisante pour pouvoir accomplir toutes nos missions", a-t-il indiqué, ajoutant : "Depuis trois années, nous n'avons reçu aucune subvention.

Nous survivons grâce aux dons des bienfaiteurs".

## PERSONNES ÂGÉES Près de 11 millions d'Algériens de 60 ans et plus en 2019

Près de 11 millions, sur une population globale de plus de 40 millions d'Algériens, représentaient la catégorie des 60 ans et plus en 2019, a révélé, mercredi à Alger, le représentant de l'Office national des Statistiques (ONS), Hamid Zidouni, prévoyant un nombre global de la population de l'ordre de 57,6 millions en 2040.

Intervenant lors d'une rencontre nationale dédiée aux personnes âgées, M. Zidouni a fait savoir que le taux d'accroissement annuel moyen de la population âgée de 60 ans a atteint 2,5 % et ce, depuis 1963, expliquant ce fait par "le changement du profil démographique" propre à l'Algérie, à savoir une baisse de la fécondité en même temps qu'une baisse de la mortalité.

Le taux de mortalité est ainsi passé de 17,37 % en 1968 à 4,53 % en 2018, alors que l'indice conjoncturel de fécondité a régressé de 8,5 % en 1970 à 5,4 % en 1986 et à 3 % en 2018, a-t-il détaillé, notant que l'espérance de vie a progressé pour atteindre l'âge de 77,7 ans en 2018, contre 66,9 en 1990, avec un différentiel d'une année de plus à l'avantage des femmes.

Il ajoutera qu'avec 3,1 %, le rythme de croissance annuelle moyen chez les personnes de 65 ans et plus a évolué plus rapidement que celui du reste de la population (2,5 %), donnant lieu ainsi à un total de 1,324 million d'hommes et 1,360 million de femmes en 2018, alors



qu'à la naissance, l'on dénombre pourtant plus de garçons que de filles, avec un taux de mortalité plus important chez les premiers.

Abordant les projections de l'ONS pour les années à venir, il fera savoir que celles-ci tablent sur une population de l'ordre de 57,6 millions d'ici à l'horizon 2040, alors qu'elle devrait atteindre les 44,2 millions au terme de l'année en cours.

Selon le statisticien et économiste Nacereddine Hammouda, les sujets âgés devront représenter quelque 12,5 % de la population globale algérienne en 2040, avant de relever "une répartition spatiale disparate" de cette population à l'échelle nationale, dans le sens où certaines régions en comptent jusqu'à 18% de leurs habitants alors que la moyenne nationale est de 4,3 %.

Tout en rappelant que les Nations-Unies considèrent

sont pris en charge par autrui.

### Comment prévenir la dépendance

Pour le président de la Société algérienne de Gériatrie, Messaoud Benamer, le plus important consiste à effectuer un "repérage" des pathologies affectant ces personnes afin de pouvoir prévenir "leur dépendance" à autrui, précisant qu'il s'agit de "rechercher la fragilité qui les affecte à travers un dépistage précoce". Il préconisera, par ailleurs, l'introduction d'un module de gériatrie dans le cursus universitaire, de sorte à former des "compétences nationales" en la matière pour aboutir, au final, à la création d'une spécialité en gériatrie, rappelant que "la réflexion sur ce sujet existe depuis un moment".

Tout en notant que les dispositions réglementaires prévoient la création de ce type de structures, il soulignera que le problème réside dans "sa faisabilité sur le plan clinique, dans le sens où les sujets âgés sont déjà pris en charge dans les différentes spécialités médicales". Dr Benamer rappellera que sur le plan social, 32 foyers destinés à l'accueil des personnes âgées à travers le territoire national ont été réalisés par le ministère de la Solidarité nationale, en plus de la prise en charge médicale à travers leur suivi au niveau des différents établissements de santé, toutes spécialités confondues



## USA - INÉGALITÉS HOMMES-FEMMES Le président de la fédération américaine de football démissionne

Le président de la fédération américaine de football (US Soccer), Carlos Cordeiro, a annoncé jeudi qu'il démissionnait, après les arguments polémiques avancés par la direction pour refuser l'égalité salariale entre joueurs hommes et femmes.

"Les arguments et les termes employés dans le document déposé devant les tribunaux cette semaine ont fortement offensé et peiné, en particulier les joueuses de notre équipe nationale féminine, qui méritent mieux.

C'était inacceptable et inexcusable", a écrit sur Twitter Carlos Cordeiro.

Dans un document remis mardi à un tribunal de Los Angeles saisi d'une plainte pour discrimination, la fédération avait justifié l'écart salarial par "l'hostilité" plus grande du public adverse lors des matches de football masculin.

M. Cordeiro a expliqué qu'il désapprouvait cet argument, et qu'il aurait dû intervenir. "Je n'ai pas eu l'occasion d'examiner le document dans son intégralité avant qu'il ne soit transmis, et j'assume ma responsabilité de ne pas l'avoir fait. Si je l'avais fait, j'aurais objecté à ces termes qui ne correspondaient pas à ma profonde admiration pour nos joueuses féminines ni à nos valeurs", a-t-il écrit.

"Après discussion avec le conseil d'admiration, j'ai décidé de démissionner, avec effet immédiat", a-t-il conclu. L'argument polémique avait



incité M. Cordeiro à d'abord présenter ses excuses. Les Américaines dominent plus que jamais le football mondial, ayant remporté quatre des huit Coupes du monde féminines, dont les deux dernières en 2015 et 2019.

Mercredi, elles ont remporté la SheBelieves Cup, tournoi amical, et signé leur 31<sup>e</sup> victoire consécutive

contre le Japon (3-1). "Voir ça comme argument, la misogynie et le sexisme flagrants utilisés comme argument contre nous, c'est vraiment décevant", avait déclaré après cette rencontre l'attaquante vedette Megan Rapinoe.

La vice-présidente de la fédération, Cindy Parlow Cone, succèdera à M. Cordeiro.

## PACIFIQUE Un séisme de magnitude 6,2 s'est produit près des îles Kermadec



Un séisme de magnitude 6,2 s'est produit hier près des îles Kermadec, dans le Pacifique, a rapporté le Centre sismologique euro-méditerranéen (CSEM). La secousse de magnitude 6,2 signalée dans le Pacifique, s'est produite à une profondeur de 10 kilomètres, a précisé le Centre.

## THAÏLANDE La pollution de l'air atteint un niveau phénoménal au nord du pays

La pollution de l'air dans le nord de la Thaïlande a atteint vendredi des niveaux phénoménaux avec des pics de concentration de particules fines dans l'air (PM2.5) qui atteignent 520 microgrammes par mètre cube (519µg/m3), alors que le seuil de tolérance de l'OMS est fixé à 25µg/m3.

Dans la province de Chiang Mai, qui abrite la deuxième ville du pays, le ciel est couvert par un dense nuage de smog qui brouille la visibilité.

L'imagerie satellite à infrarouge a repéré 683 points chauds à travers la province pendant la matinée, principalement dans les zones boisées.

Sur l'application AirVisual, le niveau de la pollution, tôt le matin, à Chiang Mai culmine à 291µg/m3.

La ville maintient son classement en tête du classement des villes les plus bâillonnées du monde.

Outre la très dense circulation urbaine et les activités industrielles, notamment les centrales à charbon, la pollution de l'air dans cette région empire avec la pratique de l'incinération des champs et les incendies de forêts. Le directeur général adjoint du Département de la lutte contre la pollution, Thaloengsak Phetsuwan, a attibué ce surplus de pollution aux incendies de forêt à l'intérieur et à l'extérieur de la Thaïlande. Thaloengsak a déclaré que la collaboration des pays voisins est essentielle.

«Notre département a envoyé une lettre au secrétaire de l'Asean (10 pays de l'Asie du sud-est) à ce sujet, lui demandant d'informer les autres pays de la nécessité d'une collaboration», a-t-il dit.

## ARGENTINE - ANTARCTIQUE Découverte d'une peau fossilisée d'un manchot de 43 millions d'années

Des chercheurs argentins ont annoncé avoir identifié des restes de peau fossilisée d'une aile appartenant à un manchot de 43 millions d'années sur l'île Marambio, dans l'Antarctique. La découverte du fossile avait été faite au cours d'une campagne effectuée en 2014. Les restes ont ensuite été étudiés au Musée de La Plata par la paléontologue argentine Carolina Acosta Hospitaleche, a précisé vendredi l'Agence pour la diffusion scientifique de l'Université nationale de La Matanza. La peau fossilisée appartenait à un Palaeudyptes gunnari, une espèce de manchots aujourd'hui éteinte et qui prospérait dans l'Antarctique pendant l'éocène, il y a 43 millions d'années, lorsque la région était couverte de bois et abritait une faune diversifiée. «La fossilisation de la peau de cette aile constitue un fait unique car c'est le premier exemplaire au monde de ce manchot avec la peau conservée», s'est réjouie Carolina Acosta Hospitaleche. «La peau s'est conservée sous forme de fossile sur les deux surfaces de l'aile, entourant les os qui sont restés articulés dans leur position originales», a-t-elle ajouté.

APAS

## MAURITANIE - BM Dons de 52 millions de dollars de la BM à la Mauritanie pour soutenir les filets sociaux

Le Conseil des administrateurs du Groupe de la Banque mondiale (BM) a approuvé, mercredi, deux dons d'un montant total de 52 millions de dollars pour aider la Mauritanie à améliorer l'efficacité et l'efficacité du système national de filets sociaux adaptatifs et élargir sa couverture aux ménages pauvres et vulnérables par des transferts sociaux ciblés, notamment auprès des réfugiés et des communautés d'accueil.

A travers ces deux dons, la BM soutient l'engagement du gouvernement mauritanien à renforcer le système de filets de sécurité adaptatifs tel que défini dans sa Stratégie nationale de réduction de la pauvreté pour la période 2016-2030 (Stratégie de la croissance accélérée et de la prospérité partagée).

"Le projet est aligné sur notre Cadre de partenariat pays, qui se concentre sur le renforcement du capital humain pour favoriser une croissance inclusive", a souligné Laurent Msellati, responsable des opérations



de la Banque mondiale pour la Mauritanie.

Il a de même expliqué que le projet "vise à étendre la couverture des programmes actuels de protection sociale et à atteindre les populations vulnérables dans les régions les plus fragiles du pays, y compris les réfugiés de la zone des Hodhs, à la frontière malienne".

Pour sa part, Matthieu Lefebvre, chef du projet à la Banque mondiale, a expliqué qu'"à court terme, les familles pourront utiliser

l'argent pour leurs besoins immédiats, généralement pour acheter de la nourriture et recourir aux services de base.

A long terme, elles pourront mettre un peu d'argent de côté pour l'investir dans leurs moyens de subsistance et leur bien-être".

Le projet s'attachera principalement à mettre à jour le Registre social qui permet de cibler efficacement et de manière transparente les ménages pauvres et vulnérables, d'élargir la couverture du pro-

gramme national de transferts sociaux "Tekafoul" et de déployer le programme de filet de sécurité sociale "Elmaouna" pour atteindre les ménages en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure. Plus de 290.000 personnes vivant dans l'extrême pauvreté bénéficieront du programme "Tekafoul", tandis que 24.000 autres familles seront soutenues par le biais de transferts monétaires d'urgence pour répondre aux chocs.

Le projet contribuera également à renforcer la capacité de la Délégation générale de "Taazour" et du Commissariat à la sécurité alimentaire à gérer les programmes de protection sociale. Le projet est financé par une subvention de 45 millions de dollars de l'Association internationale de développement et par une subvention de 7 millions de dollars du Programme de protection sociale adaptative pour le Sahel, cofinancée par le gouvernement allemand.

## ÉGYPTE - INTEMPÉRIES Une vingtaine de morts

De fortes pluies et des inondations ont fait une vingtaine de morts en Égypte, selon un nouveau bilan donné vendredi par le gouvernement égyptien. Les intempéries ont fait «une vingtaine de morts à l'échelle nationale», a indiqué le Premier ministre Moustafa Madbouli, dans un communiqué publié sur la page Facebook de

son cabinet. «L'Égypte n'a pas connu de telles conditions climatiques depuis 35 ou 40 ans», a-t-il ajouté.

Un précédent bilan a fait état de sept morts et des disparus. Après plusieurs jours de fortes pluies et de vents violents s'abattant sur l'ensemble du pays, M. Madbouli a ordonné à tous les responsables des gouverno-

rats du pays de fermer les écoles et les universités samedi. Ces intempéries doivent durer jusqu'à samedi, selon les services météorologiques. Elles ont été à l'origine d'une collision entre deux trains de voyageurs qui a fait 13 blessés jeudi au Caire, provoquant la suspension temporaire du trafic ferroviaire dans tout le pays.

## CORONAVIRUS

## Un nouveau cas enregistré en Algérie, 27 au total

Un nouveau cas confirmé du coronavirus a été enregistré, vendredi en Algérie, portant à vingt-sept (27) le nombre de personnes infectées par le Covid-19, dont deux sont décédées, a annoncé le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière dans un communiqué.

«Ce nouveau cas a été enregistré à Alger. Il s'agit d'un homme âgé de 36 ans ayant séjourné en France», précise la même source. «L'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes contacts», souligne la même source, relevant que le dispositif de veille et d'alerte mis en place «demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau». Afin de réduire le risque d'importation et d'extension de cette épidémie mondiale, le ministère «conseille aux citoyens algériens devant se rendre dans les pays où l'épidémie est active, de différer leur voyage, et aux ressortissants algériens établis dans les pays où l'épidémie est active d'ajourner également leur visite familiale sauf en cas de nécessité absolue».

## CORONAVIRUS

## Un troisième décès et 10 nouveaux cas confirmés selon le ministère de la Santé

L'Algérie a enregistré son troisième cas de décès par coronavirus (covid-19), une femme âgée de 51 ans dans la wilaya de Blida, a annoncé hier le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le ministère fait état également de 10 nouveaux cas portant à 37 le nombre de cas confirmés.

Les 10 nouveaux cas ont été enregistrés dans les wilayas de Blida (7), Tizi Ouzou (2) et un (1) Alger, précise le ministère, annonçant en outre que 12 patients guéris qui étaient en isolement ont quitté l'hôpital.

Le ministère de la Santé affirme que «l'enquête épidémiologique se poursuit pour retrouver et identifier toutes les personnes contacts», ajoutant que «le dispositif de veille et d'alerte mis en place par le ministère de la Santé demeure en vigueur et la mobilisation des équipes de santé reste à son plus haut niveau». Afin de réduire le risque d'importation et d'extension de cette pandémie, le ministère rappelle aux citoyens algériens devant se rendre dans les pays où l'épidémie est active, de «différer leur voyage, et aux res-



tissants algériens établis dans les pays où l'épidémie est active d'ajourner également leur visite familiale sauf en cas de nécessité absolue».

## REPORTAGE

## Le coronavirus impacte le comportement des Algériens

Le coronavirus (Covid-19), désormais déclaré pandémie mondiale, continue de hanter les esprits et d'impacter les comportements des Algériens, à l'instar du reste de la communauté internationale et ce, en dépit d'une meilleure connaissance de la riposte à adopter face à cette nouvelle pathologie, grâce aux actions de sensibilisation et d'information menées par les pouvoirs publics.

Telle une ruche d'abeilles en pleine fébrilité, la douzaine de médecins et autres personnels de la santé s'activent à répondre aux appels des citoyens, soucieux d'en savoir plus sur le degré de dangerosité de ce nouveau virus qui a mis en émoi la planète terre depuis décembre dernier.

Depuis trois semaines, une partie du centre d'appels d'Algérie Télécoms à Alger a été affectée à la cellule d'écoute mise en place par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, à travers le numéro groupé 3030.

Un chiffre déjà intégré par la majorité des citoyens et que bon nombre d'entre eux ont déjà sollicité.

"A force de voir les effets du coronavirus à l'étranger, les citoyens sont quelque peu inquiets.

Nous essayons de le rassurer tant bien que mal en apportant les réponses à leurs questions, s'agissant de l'attitude à adopter afin de prévenir toute contamination en cas de suspicion.

En moyenne, je reçois quelques 300 à 400 appels par jour", affirme à l'APS le Dr Mohamed Michari, coordonnateur d'une des 3 brigades mobilisées par la Direction de la Santé et de la Population (DSP) d'Alger, dans le cadre de ladite cellule d'écoute.

Chaque brigade étant composée d'une douzaine de personnes, suspendues au téléphone, de façon quasi ininterrompue.

Médecin généraliste détaché de la Clinique centrale des Brûlés, il a précisé que sa mission, qui impose un temps de brigade continue de 10 heures, se veut être "une riposte exceptionnelle à une situation exceptionnelle", soulignant la provenance des appels des quatre coins du pays, pour la plupart portant sur les mêmes préoccupations quant à la nature de cette redoutable maladie et des précautions à envisager pour l'éviter. "Le message passe différemment selon le niveau intellectuel et d'absorption des données des appelants.

Parfois, nous avons beau expliquer à certains que tant qu'une personne est saine, elle n'est pas tenue de porter de masques, rien n'y fait, ils insistent pour en acquiescer un!", poursuit-il, avant d'assurer que la réponse aux questions se fait "en fonction de la langue et du niveau des

citoyens, y compris en tamazight".

Le praticien précise que nombre de personnes qui attendent la visite de proches résidant à l'étranger s'enquêtent sur l'attitude idoine à adopter face à cette situation qui les rend "perplexes".

Idem pour les professionnels dont l'activité requiert des contacts avec des partenaires étrangers, sachant que l'inquiétude est "plus grande" lorsqu'il s'agit de ceux qui se déplacent de l'extérieur du pays.

D'autres, voulant être conseillés s'ils doivent se rendre ou pas à une fête de mariage à laquelle ils sont conviés, ajoutent-ils, avant de relever que "c'est également le cas pour tout autre regroupement ou rassemblement humains, à l'instar des marchés".

"Les mères de familles sont nombreuses à s'inquiéter pour leurs enfants, à l'exemple d'une maman d'un écolier de 13 ans atteint de diabète et pour lequel elle appréhendait une contamination en raison de la fragilité de sa santé", détaille-t-il encore, avant de relever une "confusion fréquente chez les citoyens entre la grippe saisonnière et le coronavirus alors que c'est totalement différent en dépit de la similitude des symptômes.

Nous avons l'impression que toute personne qui a une grippe saisonnière appelle systématiquement le 3030, mais nous sommes là pour l'écouter, les interroger sur les symptômes qu'ils présentent, avant de les orienter vers la structure sanitaire la plus proche.

Contrairement à ce que beaucoup pensent, nous ne sommes pas habilités à faire le diagnostic à distance, certains nous donnent même leur tableau clinique et confirment d'eux-mêmes avoir contracté le coronavirus!".

Dr Michari ajoute que parmi ceux qui les ont contactés de l'intérieur du pays, il s'en est trouvé qui "ont cru que l'on allait se déplacer vers eux" pour les ausculter, faisant savoir que la réplique consiste à "rappeler les mesures d'hygiène à respecter" et qu'en cas de suspicion, le premier geste à effectuer par le personnel médical demeure "l'isolement pour éviter la propagation du virus, faute de traitement pour celui-ci".

Et de conclure à "une sorte de décentration qui s'est effectuée avec le temps, à mesure que les gens sont plus informés", ce qui s'est traduit, selon lui, par une "baisse de l'affolement et de l'intensité du stress", alors que les questionnements sont davantage axés sur l'attitude à adopter face à celle-ci.

Ceci, même si la fréquence des appels demeure "soutenue" tandis qu'elle connaît des "pics" dès l'annonce de nouveaux cas

confirmés, ajoute-il.

Egalement détaché de la Clinique centrale des Brûlés, le Dr Khaled Ouafek confie qu'"après leur avoir parlé, les citoyens sont rassurés, ce qui évite à la majorité des personnes saines de se déplacer vers les urgences hospitalières et de les encombrer inutilement".

Coordonnatrice en paramédicale à l'Établissement hospitalier spécialisé (EHS) en rééducation d'Azur Plage, Fatma-Zohra Kadiri fait savoir, quant à elle, "l'anxiété particulière" des adultes pour leurs parents âgés, d'autant que l'instabilité climatique des derniers jours a favorisé la grippe saisonnière chez bon nombre d'entre eux.

"Par ailleurs, nombreux sont ceux qui affirment en savoir plus sur le coronavirus mais qui appellent tout de même juste pour en avoir le cœur net", renchérit-elle, avant d'évoquer les interrogations plus ou moins fréquentes quant au "risque de proximité" avec les animaux et s'il faut, par conséquent, s'en séparer ou pas.

Et de signifier être parfois confrontée à des questionnements auxquels "il n'est pas aisé" de répondre: "J'ai reçu un appel d'une maman d'un enfant de 2 ans me disant être dans l'obligation de se rendre en Turquie pour motivations médicales.

Ne pouvant lui conseiller l'annulation, j'ai insisté sur les précautions sanitaires à prendre en lui rappelant les risques encourus par les déplacements à l'étranger, avant d'insister sur "l'impact positif de l'écoute qui constitue un élément de la guérison".

## Appels plaisants et interrogations farfelues...

Sur la totalité des appels qu'il a reçus depuis que le centre d'écoute spécial coronavirus est fonctionnel, plus de la moitié émane de plaisants "qui ont visiblement du temps à perdre", déplore Dr Michari, citant notamment les enfants, dont des écoliers qui "simulent des cas de contamination dans le seul espoir de voir leur école fermée et d'en être ainsi dispensés!".

Son confrère, Dr Ouafek estime entre 10 % et 15 % les appels "non sérieux" auxquels il réplique en "évitant de rentrer dans le jeu" des plaisants qui pénalisent d'autres plus sérieux: "Nous finissons par les recadrer et certains redeviennent plus sérieux.

Nous pouvons également leur couper au nez ou bien les signaler, mais nous faisons en sorte de ne pas en arriver là, à moins d'un dépassement plus grave!", explicite-t-il.

Au bout du fil, Mme Kadiri a, quant à elle, été confrontée à des appréhensions pour le moins farfelues, citant le cas d'un

résidant à Baraki, qui "a exigé l'intervention du ministère de la Santé pour faire évacuer les ovins qui peuplent la villa de son voisin et qui, selon lui, représentent une menace pour la santé de ses enfants: "Il s'est plaint de l'odeur désagréable qui s'en sort et à cause de laquelle il maintient en permanence ses fenêtres fermées.

Il a été jusqu'à me dire si mes enfants tombent malades, vous l'aurez sur la conscience.

J'ai expliqué que cela n'a rien à voir avec le coronavirus mais il n'a rien voulu entendre et ne semblait pas vouloir arrêter sa communication.

J'ai dû user de psychologie, en lui disant qu'on allait garder son numéro de téléphone pour le rappeler", témoigne-t-elle.

Elle révélera que quelques communicants citoyens, mis à l'aise par la distance qu'offre le téléphone, s'évertuent à poser "toutes les questions qui leur passent par la tête, dont certaines embarrassantes", au moment où d'autres, réalisant la voix féminine sur laquelle ils tombent, osent "aller plus loin dans le langage", s'indigne-t-elle.

## Les ventes de gels hydro-alcooliques et bavettes s'emballent...

"Sur les nombreux appels qu'on a reçus jusque-là, certains se sont plaints des nouvelles dépenses qu'ils doivent consentir pour l'achat des gels hydro-alcooliques et autres masques de protection et dont les coûts ont sensiblement augmenté", affirme le Dr Michari, qui soutient "ne pas comprendre que l'on veuille s'enrichir en profitant d'un climat de peur et de panique".

"Face à ces questions, nous n'avons aucune réponse à leur fournir.

C'est regrettable car nous sommes censés nous unifier et nous entraider en pareilles circonstances!", fait-il observer.

Même sentiment d'indignation exprimé par un des pharmaciens exerçant dans le quartier de Bab-El-Oued qui soutient "tenir par-dessus tout à la bonne réputation qu'il a acquise auprès de sa clientèle", si bien qu'il a refusé l'offre de son fournisseur d'écouler les bavettes au prix de 50 DA.

"En temps normal, elles se vendaient à 20 DA et à 50 DA pour celles qui sont dotées de valves.

J'ai carrément cessé de les vendre, car j'estime que j'ai affaire à des citoyens ou des malades qui s'inquiètent pour leur santé. Je refuse de m'attribuer l'étiquette de profiteuse de la détresse humaine!", s'exclame-t-il, plaidant pour un prix symbolique de 10 DA de ces articles, à défaut d'être "gratuits".



# PANDEMIIE DE CORONAVIRUS

## Le bilan de l'épidémie grimpe à plus de 5 400 morts dans le monde

Le nouveau coronavirus a fait pas moins de 5.402 morts dans le monde depuis son apparition en décembre, selon un bilan établi à partir de sources officielles hier.

Plus de 143.400 cas d'infection ont été dénombrés dans 135 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Depuis le comptage révisé la veille à 17h00 GMT, 55 nouveaux décès et 2.677 nouveaux cas ont été recensés dans le monde. La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), a dénombré au total 80.824 cas, dont 3.189 décès et 65.541 guérisons. Onze nouveaux cas et 13 nouveaux décès ont été annoncés entre vendredi et samedi.

Ailleurs dans le monde, on recensait samedi à 09H00 GMT un total de 2.213 décès (42 nouveaux) pour 62.583 cas (2.665 nouveaux).

Les pays les plus touchés



après la Chine sont l'Italie avec 1.266 morts pour 17.660 cas, l'Iran avec 514 morts (11.364 cas), l'Espagne avec 121 morts (4.231 cas) et la France

avec 79 morts (3.661 cas).

Depuis vendredi à 17H00 GMT, l'Équateur a annoncé le premier décès lié au virus sur son sol. Le Kosovo, la

Mauritanie, l'Uruguay, le Suriname, le Guatemala, Antigua-et-Barbuda, la Namibie, l'Éswatini, Porto Rico et la Guinée, ont eux aussi annoncé le diagnostic de premiers cas.

L'Asie totalisait, samedi à 09H00 GMT, 91.346 cas (3.299 décès), l'Europe 36.399 cas (1.514 décès), le Moyen-Orient 12.475 cas (527 décès), les États-Unis et le Canada 2.350 cas (48 décès), l'Amérique latine et les Caraïbes 388 cas (5 décès), l'Océanie 244 cas (3 décès) et l'Afrique 205 cas (6 décès).

Ce bilan a été réalisé à partir de données établies par des autorités nationales compétentes et des informations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

## L'OMS recommande dix mesures simples de prévention contre le nouveau coronavirus

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a défini dix mesures de prévention personnelle basiques contre le COVID-19, notamment se nettoyer régulièrement les mains et les surfaces et éviter de voyager en cas de fièvre ou de toux.

«Votre risque dépend de l'endroit où vous vivez, de votre âge et de votre état de santé général.

L'OMS peut fournir des conseils généraux.

Vous devriez également suivre les conseils de votre pays et consulter les professionnels de santé locaux», rappelait encore il y a quelques jours le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Voici ces dix mesures :

1. Se laver régulièrement les mains avec un produit nettoyant à base d'alcool ou les laver à l'eau et au savon.

Le fait de se toucher le visage après avoir touché des surfaces contaminées ou des personnes malades est l'un des modes de transmission du virus.

En se lavant les mains, on peut réduire le risque.

2. Nettoyer régulièrement les surfaces avec un désinfectant, par exemple le plan de travail de la cuisine et du bureau.

3. Se renseigner sur le COVID-19, mais s'assurer que les informations proviennent de sources fiables telles que les agences de santé publique locales ou nationales, le site web de l'OMS ou les professionnels de santé locaux.

Les symptômes: pour la plupart des gens, commencent par une fièvre et une toux sèche au lieu d'un écoulement nasal. La plupart des gens atteints souffrent d'une maladie bénigne et se rétablissent sans nécessiter de soins particuliers.

4. Évitez de voyager lorsque vous avez de la fièvre ou de la toux. Si vous tombez malade pendant un vol, informez immédiatement l'équipage. Une fois à la maison, contactez un professionnel de la santé.

5. Toussez ou éternuez dans votre manche ou utilisez un mouchoir en papier qui doit être jeté immédiatement dans une poubelle fermée, puis nettoyez-vous les mains.

6. Pour les personnes de plus de 60 ans ou souffrant d'une pathologie sous-jacente comme une maladie cardiovasculaire, une affection respiratoire ou le diabète, le risque de développer une maladie grave pourrait être plus élevé. Prenez donc des précautions supplémentaires pour éviter les zones encombrées ou les endroits où il y a une possibilité d'interaction avec des personnes malades.

7. Toute personne qui ne se sent pas bien doit rester chez elle et appeler des médecins ou des professionnels de santé locaux qui lui indiquent quels sont ses symptômes, où elle a été et avec qui elle a été en contact. Cela permettra de s'assurer que l'on reçoive les bons conseils, que l'on soit dirigé vers le bon établissement de santé et que l'on évite d'infecter d'autres personnes.

8. Rester à la maison lorsqu'on est malade, manger et dormir séparément des membres de la famille, utiliser des ustensiles et des couvertures différents pour manger.

9. En cas d'essoufflement, appeler un médecin et se faire soigner immédiatement.

10. Il est normal et compréhensible de se sentir anxieux, surtout lorsqu'on vit dans un pays ou une communauté qui a été touchée.

Renseignez-vous sur ce qui peut être fait au sein de la communauté.

Discutez de la manière d'assurer la sécurité sur le lieu de travail, à l'école ou dans le lieu de culte.

## L'ambassadeur de Chine convoqué par Washington pour des théories du complot

Washington a convoqué vendredi l'ambassadeur de Chine aux États-Unis après qu'un responsable chinois a relayé une théorie du complot selon laquelle l'armée américaine pourrait avoir introduit le nouveau coronavirus à Wuhan, d'où est partie l'épidémie.

«Propager des théories du complot est dangereux et ridicule. Nous avons voulu avertir le gouvernement (chinois) que nous ne le tolérerons pas, pour le bien du peuple chinois et celui du monde», a indiqué un responsable du département d'État. «La Chine cherche à détourner les critiques sur son rôle dans le début de cette pandémie mondiale, sans informer le monde», a ajouté le responsable.

Un porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Zhao Lijian, a laissé entendre jeudi soir sur Twitter que l'armée américaine aurait introduit le virus à Wuhan, où la plupart des scientifiques s'accordent à dire que l'épidémie a commencé en décembre.

Interrogé à ce sujet par un journaliste, Donald Trump a assuré vendredi que la première phase d'un accord commercial crucial entre les États-Unis et la Chine ne pâtirait pas de ces rumeurs. «Ils savent d'où il vient (le virus).

Nous savons tous d'où il vient», a-t-il ajouté, en balayant également la thèse avancée par M. Zhao.

## Le Coronavirus s'étend à 135 pays et territoires, des frontières fermées

La pandémie due au nouveau coronavirus s'étend désormais dans 135 pays et territoires, avec plus de 140.000 cas d'infection recensés et quelque 5.000 morts, poussant nombre de pays à fermer leurs frontières dans l'espoir de freiner la propagation de la maladie.

Depuis son apparition en décembre en Chine, plus de 143.400 cas d'infection au virus (COVID-19) ont été recensés dans le monde, et au moins 5.402 personnes sont décédées, selon un bilan compilé samedi à 09H00 GMT par des médias, sur la base de sources officielles et des informations de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'imparfaitement la réalité, les pays ayant des politiques de tests et des critères de comptabilité plus ou moins «restrictifs», selon des médias.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), le nombre des nouveaux cas recensés chaque jour dans le monde est désormais plus élevé que ceux signalés par la Chine au plus fort de l'épidémie dans ses frontières.

L'OMS, à toutefois, affirmé vendredi que l'Europe était désormais l'"épicerie" de la pandémie provoquée par le nouveau coronavirus (Covid-19), avertissant qu'il était "impossible" de savoir quand aurait lieu le pic au niveau mondial. En excluant la Chine, le continent européen avait fait état de plus de cas et de morts que partout ailleurs dans le monde, a expliqué le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, appelant la communauté internationale, à traquer le Covid-19.

«On ne peut pas combattre un virus si on ne sait pas où il se trouve.

Trouvez, isolez, testez et traitez chaque cas, pour briser les chaînes de transmission du Covid-19», a-t-il insisté, estimant que «le risque dépend de l'endroit où vous vivez, de votre âge et de votre état de santé général».

La Chine (sans les territoires de Hong Kong et Macao), a dénombré au

total 80.824 cas, dont 3.189 décès et 65.541 guérisons. Onze nouveaux cas et 13 nouveaux décès ont été annoncés entre vendredi et samedi. Par ailleurs, quelque 1.430 patients atteints de la maladie, sont sortis guéris de l'hôpital vendredi sur la partie continentale en Chine, a annoncé samedi la Commission nationale de la santé, et un total de 65.541 patients avaient quitté l'hôpital après leur guérison, a noté la commission dans son rapport quotidien.

Ailleurs dans le monde, on recensait samedi à 09H00 GMT un total de 2.213 décès (42 nouveaux) pour 62.583 cas (2.665 nouveaux).

Les pays les plus touchés après la Chine sont l'Italie avec 1.266 morts pour 17.660 cas, l'Iran avec 514 morts (11.364 cas), l'Espagne avec 121 morts (4.231 cas) et la France avec 79 morts (3.661 cas).

La maladie, après avoir épargné l'Afrique de l'Ouest, y a progressé petit à petit. La Mauritanie et la Guinée ont annoncé vendredi leurs premiers cas de coronavirus, tandis que le Sénégal, pays voisin de la Mauritanie, a vu son nombre de cas recensé plus que doubler, à 19, soit 11 de plus que la veille.

L'Afrique subsaharienne, a elle, recensé vendredi, plus de 200 contaminations par le virus au niveau de 14 pays, selon leurs autorités nationales, avec un premier mort confirmé au Soudan.

### Les frontières fermées pour contrer le COVID-19

A quelques heures de son départ, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a annulé vendredi, une visite au Burkina Faso et au Niger, en raison des «développements liés à la pandémie» du coronavirus.

Plusieurs pays ont adopté des mesures, dont la fermeture des écoles, et également des frontières pour endiguer la propagation du coronavirus, proclamant un «état de menace épidémiologique», comme a été le cas pour la Pologne. La République Tchèque et la

Slovaquie ont adopté des mesures similaires jeudi.

Qu'ant à elle, la Colombie qui recensait vendredi 16 cas de Covid-19, va fermer sa frontière avec le Venezuela et restreindre les entrées d'étrangers ayant voyagé en Europe ou en Asie au cours des quatorze derniers jours.

L'Uruguay a décrété quant à lui, une urgence sanitaire et une «fermeture partielle des frontières» pour une durée indéterminée après la confirmation de quatre premiers cas de contamination au coronavirus dans ce pays, alors que la Bolivie a ordonné jeudi la suspension de tous les vols en provenance ou en partance pour l'Europe dès samedi, outre la fermeture des établissements scolaires et universités jusqu'au 31 mars.

De son côté, la Russie qui avait déjà fermé sa frontière avec la Chine et limité les voyages en provenance d'Iran et de Corée du Sud, fermera aux étrangers, à partir de dimanche, ses frontières terrestres avec la Norvège et la Pologne, et réduira à partir de lundi le nombre de liaisons aériennes avec l'Union européenne pour juguler la propagation du nouveau coronavirus qui a touché au moins 45 personnes.

Parallèlement, la Colombie, où 13 personnes contaminées par le COVID-19 ont été recensées, a décrété l'urgence sanitaire vendredi, et va fermer sa frontière avec le Venezuela et restreindre les entrées d'étrangers ayant voyagé en Europe ou en Asie au cours des quatorze derniers jours.

Le Gabon a adopté des mesures pour lutter contre la maladie, dont l'arrêt d'attribution de visas touristiques pour les zones touchées par la pandémie, à savoir l'UE, la Chine, la Corée du Sud et les États-Unis. Si selon le président chinois, Xi Jinping, l'épidémie est «pratiquement jugulée» dans le pays, les autorités sanitaires restent vigilantes face aux arrivées de voyageurs contaminés, notamment d'Iran, de Corée du Sud, d'Italie et des États-Unis.

## Une vice-PM chinoise met l'accent sur le traitement scientifique et précis des patients

La vice-Première ministre chinoise Sun Chunlan a réitéré le besoin de déployer tous les efforts nécessaires pour sauver les patients de COVID-19 dans la province chinoise du Hubei (centre), soulignant le traitement scientifique et précis.

À la tête d'un groupe du gouvernement central pour orienter le travail de contrôle de l'épidémie au Hubei, épicentre de l'épidémie, Mme Sun, également membre du Bureau politique du Comité central du Parti communiste chinois, a visité vendredi un hôpital à Wuhan, capitale du Hubei. À l'hôpital, Mme Sun s'est renseignée sur le traitement des patients du COVID-19 dans plusieurs hôpitaux à Wuhan et dans d'autres villes, dont

Xiaogan, Huangshi et Huanggang, à travers des liaisons vidéo. Elle a appelé à des efforts pour transférer les patients en état grave et critique aux hôpitaux dotés de meilleures ressources médicales, optimiser les plans de traitement et renforcer l'orientation et le soutien techniques pour les villes autres que Wuhan.

Elle a également exhorté à des ajustements en matière de forces médicales en fonction de l'évolution du travail de prévention et de contrôle de l'épidémie afin de permettre à certains hôpitaux désignés pour le traitement des patients du COVID-19 de reprendre progressivement leur fonctionnement normal.

# HERPÈS LABIAL

## Comment vous en débarrasser

Comme l'explique Fabien Guibal, dermatologue à l'Hôpital Saint Louis, l'herpès se manifeste cliniquement par une inflammation majeure de la muqueuse buccale et de nombreuses lésions péri-buccales, par exemple fièvre, ganglions et même impossibilité de se nourrir. Inévitablement, le virus va remonter le long du nerf sensitif jusqu'au ganglion correspondant, où il va rester «en sommeil» indéfiniment.

Sous l'effet d'un facteur déclenchant (UV, stress, fièvre, règles, fatigue, chirurgie dentaire), le virus longe le nerf sensitif pour donner des lésions sur la peau et/ou la muqueuse. L'apparition de l'herpès est précédée quelques heures auparavant par des signes du type démangeaisons, picotements ou brûlures. L'herpès prend d'abord la forme d'un bouquet de petites vésicules qui explosent au bout de 48 heures en moyenne et deviennent sèches. Elles disparaissent en une dizaine de jours. La douleur est maximale au premier jour et diminue progressivement. Malheureusement, une fois dans l'organisme, le virus persiste et réapparaît sous forme de poussées plus ou moins fréquentes.

### 6 conseils pour lutter contre l'herpès

- Protégez vos lèvres du soleil avec un écran total
- Évitez les contacts physiques avec les personnes porteuses du virus actif
- Évitez de gratter la zone et de la



toucher

- Lavez-vous les mains le plus fréquemment possible
- Ne vous frottez pas les yeux et être vigilant en cas de port de lentilles
- Ne vous approchez pas des nouveau-nés ou de personnes aux défenses immunitaires déficientes.

Herpès labial : quel traitement ? Les traitements diminuent les manifestations et accélèrent la résorption des lésions, mais ne peuvent en aucun cas supprimer le virus, ni éviter sa récurrence.

Durant la poussée de l'herpès, même si son efficacité n'a pas été démontrée cliniquement, praticiens et pharmaciens recommandent de prendre des comprimés à base d'aciclovir pendant 5 jours. Dans le cas des herpès récurrents plus de six fois par an, un traitement préventif, toujours par voie orale, est conseillé.

Si la molécule d'aciclovir bloque la multiplication du virus et stoppe la progression de l'infection, elle ne traite ni l'inflammation, ni la rougeur qui constituent les manifestations les plus gênantes.

## Aphte : limitez les risques



On ne connaît pas l'origine exacte des aphtes. En revanche, il existe certains facteurs qui favorisent la poussée de ces petites ulcérations de la bouche. Quelques conseils pour limiter les risques.

### Évitez certains aliments

Par de chance si vous adorez les noix : elles seraient propices au développement des aphtes. Mais elles ne sont pas les seules. Les raisins secs, le miel, les amandes, le gruynère ou encore les agrumes, le tabac ou les épices, eux aussi, favoriseraient les poussées.

### Prenez soin de votre bouche

- Lavez-vous les dents 3 fois par jour avec une brosse à dents souple.
- Si vous avez des dents ébréchées, prenez rendez-vous chez votre dentiste. Elles peuvent irriter l'intérieur de votre bouche et favoriser l'apparition d'aphtes mais aussi retarder leur guérison en agrandissant les ulcérations.
- Évitez de parler en mangeant : vous éviterez ainsi de vous mordre les joues. Ces petites plaies sont également des facteurs de risque.



- Vos enfants sont jeunes et mettent souvent leurs doigts dans la bouche ? Veillez à ce que leurs ongles restent courts et propres. Vous limiterez ainsi les bactéries.
- En cas d'appareil dentaire, veillez à ce qu'il soit bien adapté : un appareil saillant peut favoriser les aphtes.

### Restez zen

Évitez le stress et le surmenage : il semblerait qu'eux aussi constituent un terrain favorable au développement des aphtes.

## Quelles sont les causes des aphtes ?

- Le stress et la fatigue
- Une petite blessure ou des frottements à l'intérieur de la bouche en raison d'une prothèse dentaire mal mise, d'une dent abîmée,...
- La consommation d'aliments riches en histamine comme le fromage, les noix, l'ananas ou le chocolat peut causer des aphtes chez les personnes qui y sont hypersensibles. Quand faut-il consulter ? Le plus souvent, le conseil du pharmacien suffit. Mais il est conseillé de consulter si l'on est très gêné, si la lésion ne guérit pas au bout de 15 jours.



**Une alimentation plus équilibrée pourrait sauver la planète**

Réduire sa consommation de viande et opter pour une alimentation équilibrée seraient les solutions pour préserver la nature et continuer à nourrir la population, selon une nouvelle étude scientifique britannique. Pour limiter la production des gaz à effet de serre, il faut que la population ait une alimentation saine et équilibrée et qu'elle évite de gaspiller, selon une étude scientifique britannique publiée dans la revue scientifique Nature Climate Change. Le professeur Keith Richards de l'Université de Cambridge (Royaume-Uni) a mené une étude pour comprendre comment limiter l'émission de gaz à effet de serre et limiter la pollution dans le monde. Si une agriculture mieux maîtrisée peut réduire en partie cette production, il semblerait que ce soit à la population de modifier son comportement alimentaire. Des études scientifiques récentes montrent que l'amélioration du rendement ne sera pas suffisante pour répondre à la demande alimentaire mondiale prévue en 2050. Proposer une nouvelle expansion de la zone agricole ne sera donc pas nécessaire.

Surtout que l'agriculture est la principale source de la perte de la biodiversité dans le monde et un contributeur majeur au changement climatique et à la pollution. Une alimentation équilibrée pour limiter la production des gaz à effet de serre. L'alternative proposée à l'intensification de la production des ressources accrues est une alimentation saine et équilibrée et une suppression du gaspillage alimentaire. Ces modifications seraient en plus excellentes pour la santé et pour le poids. Les auteurs de l'étude suggèrent qu'une personne ne devrait consommer que deux portions de 85 g de viande rouge et 5 œufs par semaine, ainsi qu'une portion de volaille par jour. « Ce n'est pas un plaidoyer végétarien radical, c'est un plaidoyer pour une consommation de viande en quantités raisonnables, dans le cadre d'un régime équilibré et sain », souligne le Pr Keith Richards, co-auteur de l'étude cité par le site Pourquoi Docteur. « En générant mieux la demande, par exemple en se concentrant sur une éducation sanitaire, on parviendrait à un double bénéfice : garder une population en bonne santé et réduire les pressions à risque sur l'environnement. »

« Se tourner vers une alimentation plus saine est urgent, pour des questions de santé, mais aussi pour l'environnement » insiste le Pr Pete Smith, co-auteur de l'étude.

# APHTES : CONSEILS POUR LES ÉVITER

*Tout le monde en a eu, mais personne ne sait très bien pourquoi. Franchement banal, souvent bénin, l'aphte est à coup sûr douloureux. La bonne conduite pour les éviter.*

**À quoi les reconnaît-on ?**

Les aphtes sont des ulcérations blanchâtres de la muqueuse buccale, bien rondes à bords nets et entourées d'une inflammation rouge vif. Pas contagieux pour deux sous, ils affectent certains endroits : la langue, le plancher buccal, les gencives, le palais ou l'intérieur des joues.

**D'où viennent-ils ?**

On ne le sait pas très bien. Son-ils dus à un virus ou à une bactérie ? S'agit-il d'une réponse immunologique aux germes (streptocoques) présents dans la bouche ? On a parlé de cause génétique dans le cadre des aphtoses familiales récidivantes. Certains chercheurs évoquent même le rôle de carences en fer, en acide folique ou en vitamine B12.

**Y a-t-il des facteurs déclenchants ?**

On sait que les bouleversements hormonaux (cycle menstruel, grossesse, ménopause...) favorisent l'apparition des aphtes, tout comme la baisse des défenses immunitaires (sida). Il en va de même pour un choc émotif, le stress ou certains aliments (gruyère, amandes...). Enfin, un aphte peut survenir inopinément pendant ou après certains traitements : aspirine, anti-inflammatoires, antibiotiques, certains anticoagulants et les médicaments contre le paludisme. Les substituts nicotiques en gommes, en pastilles ou en comprimés sont également montrés du doigt, ainsi que les dentifrices trop riches en laurylsulfate (agent moussant).



**Peut-on s'en débarrasser ?**

Les aphtes de plus de 1 cm de diamètre, surtout récidivants, l'apparition simultanée de trois ulcérations ou plus, avec ou sans fièvre nécessitent de consulter son généraliste. Histoire de ne pas passer à côté d'un herpes ou d'une candidose (champignon). Les autres disparaissent en une dizaine de jours, sans médicament, mais non sans douleur. D'où l'intérêt des traitements locaux qui soulagent et accélèrent la cicatrisation. Outre l'élimination des éventuelles causes favorisantes, le plan d'attaque associe bains de bouche anti-

septiques, produits cicatrisants (comprimés, gels ou sprays) et anesthésiques locaux.

**Comment les éviter ?**

D'abord, on ne traumatise pas sa bouche. En clair, on évite de se mordre les lèvres ou l'intérieur des joues, on se méfie des piercings et on fait ajuster le mieux possible appareils et prothèses dentaires. On se méfie aussi des aliments connus pour favoriser les poussées : noix et autres fruits secs, fraises, ananas, épices, gruyère, citron, crustacés...

## Comment s'en débarrasser plus vite

On sait tous ce que sont les aphtes, enfin on croit le savoir. Pourtant, on les confond souvent avec d'autres lésions de la bouche ou même des infections oropharyngées... Chassons les idées reçues !

**Les aphtes, on ne sait pas d'où ça vient VRAI**

L'aphte est un trouble vasculaire. L'occlusion d'une artère nourricière et la perméabilité de ses parois induisent la nécrose d'une petite zone et une inflammation associée. Cela finit par faire un trou. C'est ça, un aphte ! Plus l'artère est importante, plus la zone nécrosée est étendue et plus l'aphte est gros. Il existe aussi une maladie (dite de Behçet) qui se manifeste par des aphtes buccaux et génitaux. Elle atteint surtout la population du pourtour méditerranéen et du Japon.

**Les aphtes, ça guérit tout seul VRAI...**

... pour les aphtes banals. Les crèmes et gels anesthésiants locaux (type Xylocaine® ou Dynexan®) et les gels barrière à base d'acide hyaluronique (comme BioAphte® ou Hyalugel®) n'ont pas d'autre but que de calmer la brûlure. Et l'aphte guérit effectivement de lui-même en huit à dix jours. Évitez toutefois d'appliquer des acides forts, qui "brûlent" la lésion mais ralentissent sa cicatrisation !



**FAUX...**  
... quand il s'agit d'aphtes géants (3% des cas). Ceux-là nécessitent des traitements corticoïdes locaux ou généraux. Et lorsque les récidives se produisent plusieurs fois par mois, un traitement de fond peut être proposé pour espacer les crises (prescription de colchicine...).

**Pour les aphtes, le spécialiste c'est le dermatologue VRAI**

L'aphte n'est pas une maladie dentaire mais dermatologique, il est donc recommandé de consulter un dermatologue. Il y a d'ailleurs parfois des lésions associées sur la peau (ça ressemble à de l'acné), sur les voies génitales, l'œil ou encore les visères... « Quand un patient a des aphtes buccaux et génitaux, je l'envoie automatiquement faire un bilan chez

l'ophtalmo, explique la dermatologue Corinne Husson. Car les aphtes de l'œil peuvent, s'ils ne sont pas traités, entraîner une cécité. »

**Les aphtes ça saigne toujours un peu FAUX**

Un aphte ne saigne jamais, puisque c'est un tissu en train de mourir. Un aphte qui saigne, c'est autre chose qu'un aphte ! De même si cela dure plus de quinze jours, ce n'est pas un aphte non plus. Certaines maladies auto-immunes (pemphigus) donnent des lésions qui y ressemblent et qui sont souvent soignées comme telles, en pure perte.

**Tout ce qui brûle dans la bouche est un aphte FAUX**

Pour beaucoup, les lésions buccales sont soit des aphtes, soit des mycoses. Or, il existe quantité de lésions qui peuvent être traumatiques, infectieuses, auto-immunes, allergiques, dues à des affections hématologiques. Sans parler des cancers, indolores contrairement à l'aphte. Il arrive aussi que la muqueuse brûle et soit parfaitement saine, sans la moindre lésion. Il s'agit souvent dans ce cas de glossodymies (douleurs intenses sans plaie), dont le mécanisme reste mystérieux. Avec la collaboration du Dr Corinne Husson, dermatologue et du Dr Roger Küffer, stomato-anatomo-pathologiste.

## G5 SAHEL :

**Le Tchad enverra un bataillon au Niger dans les dix prochains jours**

Un bataillon de l'armée tchadienne sera envoyé dans la zone des trois frontières entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso d'ici le 24 ou le 25 mars, a annoncé le ministre tchadien de la Défense nationale et de la Sécurité publique, Mahamat Abali Salah. «D'ici le 24-25 [mars], le bataillon tchadien sera sur place à Niamey. Sur les plans matériel et humain, le bataillon est déjà prêt et sera déployé dans quelques jours», a précisé vendredi le général Abali Salah à l'issue d'une audience qu'a accordée le président tchadien Idriss Déby Itno à l'envoyé spécial de la France pour le Sahel, Christophe Bigot. Lors du sommet de Pau en France, dédié à la lutte contre le terrorisme dans la bande sahélo-saharienne le 13 janvier 2020, le président français Emmanuel Macron et ses homologues du Sahel avaient décidé de porter l'effort militaire sur le Liptako Gourma, c'est-à-dire dans la région des «trois frontières», à cheval entre le Mali, le Niger et le Burkina Faso. Au sommet de Pau, le chef de l'Etat tchadien a annoncé que son pays répondrait présent en envoyant un deuxième bataillon au Sahel. Le Tchad a déjà mis un bataillon à la disposition de la force conjointe du G5 Sahel, qui doit compter 5.000 soldats.

## NIGER:

**Prorogation de l'état d'urgence pour trois mois dans ses régions orientales et occidentales**

Le gouvernement nigérien a annoncé vendredi soir une nouvelle prorogation de trois mois, à compter de mardi prochain, de l'état d'urgence dans la région de Diffa (est), frontalière du Nigeria, et dans celles de Tillabéry et de Tahoua (ouest), proches des frontières avec le Mali et le Burkina Faso. La situation sécuritaire demeurant toujours fragile dans ces zones, cette décision est prise pour assurer la sécurité des personnes et de leurs biens et rétablir l'ordre public dans ces parties du Niger, explique un communiqué du gouvernement. C'est ainsi que dans l'est du pays, la mesure couvre l'ensemble de la région de Diffa, tandis que dans la partie occidentale du pays, elle concerne précisément les départements de Ouallam, Ayrou, Bankilaré, Abala, Banibongou, Say, Torodi, Téra, Gothèye et Tillabéry (région de Tillabéry), et ceux de Tassara et de Tillia (région de Tahoua). L'état d'urgence est également reconduit pour la même période dans les départements de Tillabéry et de Gothèye, dans la partie sud-ouest de la région de Tillabéry, à compter du 24 mars prochain, selon la même source. Toutes ces régions du Niger subissent depuis quelques années des attaques à répétition de forces terroristes, notamment le groupe terroriste nigérien Boko Haram dans certaines localités de Diffa, et de groupes terroristes venus du nord du Mali dans l'ouest du Niger, qui ont fait des centaines de victimes nigériennes civiles et militaires, et autant de déplacés au Niger, au Mali et au Nigeria. S'agissant de l'insécurité dans l'ouest du pays, le gouvernement lie cette situation aux événements survenus en Libye en 2011 qui ont entraîné la sanctuarisation du nord du Mali par des groupes terroristes qui se sont dispersés dans toute la sous-région, notamment au Niger dans les régions de Tillabéry et de Tahoua.

## MALAWI:

**Le président dissout le gouvernement avant les élections présidentielles**

Le président du Malawi Peter Mutharika a annoncé vendredi la dissolution de son gouvernement, en pleine tempête politique causée par l'annulation pour fraudes de sa réélection en mai dernier. Au pouvoir depuis 2014, M. Mutharika avait alors été déclaré vainqueur par la commission électorale, avec 159.000 voix d'avance sur son principal rival Lazarus Chakwera. Mais, saisie par l'opposition, la Cour constitutionnelle a annulé ce

scrutin en raison de fraudes «systématiques et graves». Conformément à l'arrêt de la plus haute instance judiciaire du pays, le Parlement a récemment voté une loi qui organise un nouveau scrutin présidentiel en mai prochain. Mais M. Mutharika, qui conteste la décision de la Cour, s'est jusque-là abstenu de la promulguer. Le chef de l'Etat n'a pas donné d'explication à la dissolution du gouvernement. «Il ne fait qu'exercer son droit discrétion-

naire», a indiqué son porte-parole, Mgeme Kalilani. Selon des analystes, sa décision vise à conforter la nouvelle alliance politique qu'il a scellée en vue du nouveau scrutin présidentiel entre son Parti démocratique progressiste (DPP) et le Front démocratique uni (UDF). Le candidat de ce parti, Atupele Muluzi, était arrivé quatrième de la présidentielle de 2019 avec 4,76% des voix.

APS

## SAHARA-OCCIDENTAL

**Guterres : Il est toujours possible de parvenir à un règlement juste de la question sahraouie**

Le Secrétariat général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a affirmé, jeudi, que le secrétaire général onusien Antonio Guterres était convaincu qu'il est toujours possible de parvenir à un règlement juste de la question du Sahara Occidental.

Selon des rapports médiatiques, le secrétariat général de l'ONU a élaboré un document sur les démarches louables du SG onusien pour parvenir à un règlement politique juste, permanent et accepté par les deux parties, garantissant au peuple sahraoui son droit à l'autodétermination.

Le SG de l'ONU a lancé un appel aux membres du Conseil de sécurité international, aux amis du Sahara Occidental et aux autres acteurs, pour encourager les parties au conflit dans le Sahara Occidental, à savoir: le Maroc et le Polisario, à s'engager «de bonne foi» et «sans conditions préalables» dans le processus politique, dès la désignation d'un nouvel envoyé personnel.

Selon le document, un grand nombre de pays membres de l'ONU ont exprimé, durant les réunions de la Commission de décolonisation tenues en octobre dernier, leur soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination. L'Assemblée générale de l'ONU avait adopté à l'unanimité en décembre 2019 une recommandation sur le Sahara Occidental et demandé au Comité spécial en charge de la mise en œuvre de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et peuples colonisés, de poursuivre l'examen du cas du Sahara Occidental et de soumettre un rapport à l'AG onusienne lors de sa 75ème session, souligne le document. Ladite Commission a appelé le SG onusien à présenter lors de la 75ème session de l'AG, un rapport sur la mise en œuvre de cette décision.

**«Consulat général» du Libéria dans la ville occupée de Dakhla, une violation manifeste de l'acte de l'UA**

Le représentant du Front Polisario en Europe et à l'Union européenne, Oubi Bouchraya, a dénoncé, vendredi, l'ouverture par le Libéria d'un «consulat général» dans la ville occupée de Dakhla au Sahara occidental, estimant que cette démarche qui constitue une violation flagrante de l'acte constitutif de l'Union africaine (UA), n'entamerait aucunement la détermination et la volonté des Sah-



raouis à poursuivre la lutte jusqu'à atteindre l'objectif de l'indépendance. Dans une déclaration à l'APS, M. Oubi Bouchraya a affirmé que «cette décision, en contradiction avec les clauses de l'acte constitutif de l'Union africaine (UA) et bénéficiant du soutien et du financement du Maroc, a pour objectif d'exploiter le vide et le blocage actuel du processus de règlement du conflit au Sahara Occidental, afin d'impliquer le plus grand nombre possible de pays dans un jeu trouble visant à déifier la communauté internationale et à faire fi des décisions onusiennes». «Un tel acte, à l'instar de ceux l'ayant précédés, ne changera rien à la nature du conflit, ni au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance», a insisté le membre du secrétariat général du Front Polisario.

«Le plus important est que cet acte n'entamerait aucunement la détermination et la volonté des Sahraouis à poursuivre la lutte jusqu'à atteindre l'objectif de l'indépendance et le parachèvement de la souveraineté sur l'ensemble du territoire national», a ajouté le responsable sahraoui.

Avec la poursuite des violations marocaines de l'acte constitutif de l'UA et «l'implication de pays africains une telle démarche», M. Oubi Bouchraya a dit que la direction sahraouie «prendra toutes les mesures au sein et en dehors de l'UA en vue de contraindre ces pays à renoncer à ces consulats fantômes sans ressortissants, ni procédures administratives, dont le seul objectif serait de conférer la légitimité à l'occupation

militaire marocaine barbare du Sahara Occidental». «Ces Etats dont le Maroc doivent comprendre que l'acte constitutif de l'UA implique le respect à la lettre de ses clauses», dénonçant les tentatives marocaines d'impliquer des pays africains dans des plans dangereux de cette ampleur, qui, a-t-il soutenu, «ne servent que l'agenda des ennemis de l'Afrique».

**Le Forum international de la jeunesse appelle à la mise en œuvre des résolutions onusiennes**

Le Forum international de la jeunesse pour la solidarité avec le Sahara occidental a appelé, vendredi, à la recherche incessante d'une solution à la question sahraouie, à travers la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) et du Conseil de sécurité sur le Sahara Occidental.

Au terme des travaux du Forum international organisé, du 11 au 13 mars à Aousserd, par l'Union de la jeunesse de Seguia El-Hamra et Rio de Oro, les participants ont appelé toutes les instances concernées à «l'application urgente des résolutions sur le Sahara Occidental permettant au peuple sahraoui d'accéder à son droit à l'autodétermination, rappelant par la même que ce territoire était la dernière colonie en Afrique, a indiqué l'Agence de presse sahraouie (SPS).

Le communiqué final du Forum a appelé l'ONU à «élargir les missions de la Minurso au contrôle des droits de l'Homme et à mettre en place un mécanisme indépendant

pour la protection des droits de l'Homme», soulignant que le Maroc «n e peut assurer la protection de ces droits qu'il viole lui-même».

Le communiqué a insisté sur une intervention «immédiate» au Sahara Occidental, en vue de mettre fin aux violations flagrantes commises par l'occupant marocain, condamnées par l'ensemble des organisations internationales des droits de l'Homme, mettant en avant la nécessité d'assurer la protection internationale aux citoyens sahraouis dans les territoires occupés, conformément au Traité de Genève.

Les participants ont également appelé à soumettre les richesses naturelles sahraouies au contrôle de l'ONU, à travers la création d'un organe onusien spécial, invitant l'ONU à interdire au Maroc et à toute autre entreprise de poursuivre le pillage des ressources sahraouies. Outre la nécessité de libérer les détenus politiques sahraouis dans les geôles marocaines, le communiqué final a fait ressortir l'impératif de travailler davantage avec les jeunes et les femmes sahraouis afin de renforcer leur participation à la résistance contre le colonisateur, de détruire le mur de la honte, considéré comme un crime flagrant contre l'humanité, d'interdire les mines antipersonnel dans les zones tampon pour permettre aux organisations d'y accéder et d'apporter aide aux familles des victimes. Proposant de prévoir une journée spéciale pour exprimer la solidarité avec le peuple sahraoui, les conférenciers ont plaidé pour la mise en place d'un réseau international de jeunes en y associant les jeunes sahraouis, attirant l'attention sur l'impératif de soutenir les autorités sahraouies pour améliorer leurs services dans les domaines de l'éducation et de la santé. Les participants ont lancé un appel à l'adresse des organisations internationales à l'instar de l'ONU, l'UE et l'UA pour mettre un terme à l'occupation marocaine et au pillage des richesses sahraouies, ainsi que pour intensifier les aides internationales au profit des réfugiés sahraouis.

## GUINÉE:

**Le référendum constitutionnel et les législatives fixés au 22 mars**

Le président guinéen Alpha Condé a fixé vendredi au 22 mars la tenue d'un référendum constitutionnel couplé à des législatives, initialement prévus le 1er mars. «Le corps électoral est convoqué le dimanche 22 mars 2020 pour les scrutins législatifs et référendaire», indique un décret présidentiel lu sur les médias publics. La campagne électorale se déroulera jusqu'au 20 mars, a précisé son entourage alors que le gouverneur de Conakry a interdit les rassemblements de plus de 100 personnes après la confirmation d'un premier cas de coronavirus, sur une ressortissante belge membre de la délégation de l'UE en Guinée.



MUNICIPALES EN FRANCE :

## 47,7 millions d'électeurs appelés à voter dimanche

Quelque 47,7 millions d'électeurs - dont 330.000 ressortissants d'autres pays de l'Union Européenne (UE) - sont appelés à voter dimanche lors du premier tour des élections municipales en France où 3.661 cas d'infection due au nouveau coronavirus, et 79 morts.

La crise sanitaire dans ce pays, éclipe les enjeux des élections municipales maintenues malgré le risque d'une "abstention massive", en raison de la propagation de la maladie. Le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner a admis samedi "craindre" une participation en baisse. Il a également reconnu que certaines communes avaient eu du mal à constituer leurs bureaux de vote.

"En cas de constat de carence, le maire peut se tourner vers le préfet qui peut contraindre un certain nombre de personnes à tenir les bureaux de vote", a-t-il déclaré. D'après un sondage Elabe diffusé vendredi, 58% des Français estiment qu'Emmanuel Macron a eu raison jeudi de maintenir les élections.

Dans les bureaux de vote, on se prépare à accueillir les électeurs en nettoyant poignées de porte, tables, isoloirs avant le vote. Des mesures sont prises

pour éviter les files d'attente et faire respecter les distances de sécurité.

Le Covid-19 a relégué au second plan les enjeux politiques du vote, avec des candidats du parti LREM au pouvoir en position difficile et l'occasion pour les partis de l'opposition de gauche et de droite de redresser la tête, à deux ans de la présidentielle.

A Paris, l'ex-ministre de la Santé Agnès Buzyn, qui a quitté son poste pour prendre la tête de la liste LREM au début de la crise du coronavirus, paraît à la traîne derrière la sortante Anne Hidalgo (Parti socialiste) et Rachida Dati (droite).

Candidat au Havre (ouest), le Premier ministre Edouard Philippe a dû annuler son dernier meeting pour cause de crise sanitaire et joue son avenir à la tête du gouvernement.

Les Républicains (droite) espèrent réparer leur déroute des européennes. Le Rassem-



blement national (RN, extrême droite) de Marine Le Pen tentera de renforcer son implantation dans le Sud et les Hauts-de-France (nord). À gauche, se joue le rapport de force entre les socialistes et les écologistes d'EELV, qui espèrent profiter de la prise de conscience de l'urgence écologique.

Les soirées électorales prévues dimanche se tiendront en petit comité afin de respecter

l'interdiction de rassemblement de plus de cent personnes. Le Sénat a enregistré son premier cas de coronavirus, la sénatrice de Lozère Guylène Pantel, 56 ans, diagnostiquée positive vendredi au Covid-19.

Avant elle, le ministre français de la Culture Franck Riester, avait été testé positif après avoir passé plusieurs jours à l'Assemblée nationale où dix députés ont été contaminés.

FRANCE :

## Manifestation de "gilets jaunes" à Paris malgré les recommandations du gouvernement

Plusieurs centaines de "gilets jaunes" défilaient samedi à Paris pour leur acte 70, malgré les recommandations du gouvernement qui a proscriit les rassemblements de plus de 100 personnes et appelle à reporter les manifestations pour freiner la propagation du coronavirus.

En fin de matinée, les forces de l'ordre avaient procédé à 17 interpellations et sont intervenues après des heurts vers le boulevard Arago dans le sud de la capitale, a tweeté la préfecture de police de Paris.

Vendredi, deux figures du mouvement, Jérôme Rodrigues et Maxime Nicolle, avaient pourtant appelé à "la responsabilité" face à la crise sanitaire et invité à renoncer à cette manifestation, qui a été déclarée en préfecture.

Le gouvernement a, lui, décidé de ne pas interdire les manifestations mais invite à les "reporter" systématiquement, avait précisé vendredi le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner.

Comme chaque week-end, la préfecture

de police a pris un arrêté interdisant aux personnes se revendiquant des "gilets jaunes" de manifester dans un périmètre comprenant les institutions, mais aussi notamment les Champs-Élysées et le quartier des grands magasins. Le Premier ministre Edouard Philippe a annoncé vendredi que le gouvernement abaissait à 100 personnes la taille autorisée des rassemblements en France, au lieu de 1.000 précédemment, pour "freiner" la progression du coronavirus.

SYRIE :

## Ankara et Moscou conviennent de créer des centres de coordination communs pour Idleb

Les délégations militaires turque et russe se sont mises d'accord sur davantage de détails concernant le cessez-le-feu dans la province d'Idleb, au nord-ouest de la Syrie, a déclaré vendredi le ministre turc de la Défense Hulusi Akar. La Turquie et la Russie créeront des centres de coordination communs et les activités militaires dans la province d'Idleb seront gérées à partir de ces centres, a déclaré l'Agence turque Anadolu citant les propos du ministre. Des patrouilles conjointes commenceront dimanche le long de l'autoroute M4, a-t-il dit. «Avec ces patrouilles sur la M4, nous apporterons notre contribution à un cessez-le-feu permanent dans cette région», a-t-il déclaré, faisant également remarquer que la Russie est favorable à ces sujets. M. Akar a également déclaré qu'il y a «de très bons signes» que la migration dans la région s'était arrêtée et que les retours ont commencé. Les responsables turcs et russes ont eu des entretiens ces quatre derniers jours pour les détails du cessez-le-feu convenu le 5 mars entre les dirigeants des deux pays. Le protocole prévoit la création d'un corridor de sécurité dont les limites sont situées à 6 km au nord et à 6 km au sud de l'autoroute M4, dans la province d'Idleb.

RUSSIE :

## Poutine signe la réforme constitutionnelle

Le président russe Vladimir Poutine a signé samedi la vaste réforme constitutionnelle devant lui donner "le droit" d'effectuer deux mandats supplémentaires, a indiqué l'agence officielle TASS.

Le service d'information juridique officiel russe a publié sur son site Internet une loi de 68 pages récapitulant l'ensemble des changements constitutionnels, signe qu'ils ont été approuvés par le président russe. La réforme doit maintenant être validée par la Cour constitutionnelle dans un délai d'une semaine, selon la loi russe qui prévoit une procédure législative spécifique pour ce type de mesures.

Le texte doit ensuite être définitivement approuvé lors d'un "vote populaire" prévu le 22 avril. La présidente de la Chambre haute du Parlement russe, Valentina Matvienko, a assuré samedi à la presse que le

vote devait être maintenu "malgré les diverses inquiétudes liées au coronavirus".

Ces dernières semaines, des spéculations affirmaient que le Kremlin procéderait à un vote en ligne, une éventualité dénoncée par l'opposition qui craint qu'elle ne permette des "fraudes massives".

Lors d'une séance plénière à la Douma d'Etat, chambre basse du Parlement, au cours d'une discussion sur la seconde lecture d'un projet de loi sur des amendements constitutionnels, la députée Valentina Terchikova a proposé mardi, de supprimer les restrictions sur le nombre de mandats présidentiels, actuellement au nombre de deux d'affilée.

M. Poutine a déclaré qu'il pourrait participer à l'élection présidentielle de 2024 si la Cour constitutionnelle du pays l'approuve.

IRAK :

## Nouveaux tirs de roquette sur une base où des soldats américains ont été tués

Plusieurs roquettes ont de nouveau visé samedi la base militaire de Taji, au nord de Bagdad, où deux soldats américains et un britannique avaient été tués mercredi dans une attaque similaire, ont indiqué des sources de sécurité irakiennes et américaines.

Aucune attaque à la roquette n'a jamais été revendiquée mais Washington accuse les brigades du Hezbollah, d'être derrière ces tirs. Les autorités irakiennes, qui s'appuient sur les troupes de la coalition internationale emmenée par les Etats-Unis pour combattre les cellules terroristes clandestines sur leur sol, assurent, elles, ne pas parvenir à découvrir les auteurs des tirs.

Dans la nuit de jeudi à vendredi, des frappes américaines de représailles ont eu lieu, visant selon Washington des bases des brigades du Hezbollah. Elles ont tué six Irakiens, dont cinq policiers et soldats et un civil, d'après l'armée irakienne. Il est très rare que de telles attaques interviennent en plein jour comme celle de samedi.

Ce cycle de violences fait de nouveau planer le spectre d'une escalade dangereuse en Irak. Fin 2019, des tirs de roquette ayant tué un Américain ont dégénéré et mené à l'assassinat en janvier par Washington du général iranien Qassem Soleimani et de son lieutenant à Bagdad ainsi qu'à des tirs de missiles iraniens sur une base abritant des Américains en Irak. Bagdad a vivement dénoncé les frappes américaines, convoqué l'ambassadeur des Etats-Unis et annoncé déposer plainte à l'ONU, alors que Washington accuse Téhéran et Bagdad d'échouer à contrôler les attaques de factions armées pourtant désormais intégrées à l'Etat après avoir combattu les terroristes du groupe Etat islamique (EI/Daech).



ROUMANIE :

## Ludovic Orban reconduit à son poste de Premier ministre

Le président roumain a annoncé vendredi avoir reconduit à son poste le chef du gouvernement libéral sortant, Ludovic Orban, confiné à domicile après avoir côtoyé un sénateur porteur du nouveau coronavirus. «Le gouvernement Orban a très bien travaillé. Il serait inconcevable de tout changer du jour au lendemain pendant cette bataille» contre la propagation de la maladie, a déclaré le chef de l'Etat Klaus Iohannis dans une allocution télévisée.

Selon lui, le vote de confiance du parlement pourrait avoir lieu «dès samedi, dans des conditions spéciales», pour éviter toute éventuelle contamination des élus. M. Orban, 56 ans, dont le gou-

vernement minoritaire avait été renversé par une motion de censure début février, avait annoncé quelques heures plus tôt qu'il se mettait à l'isolement. Lui-même et les ministres, en passe d'être reconduits dans leurs fonctions, seront testés pour le Covid-19, a déclaré le porte-parole du gouvernement Ionel Danca, qui n'a pas exclu que l'ensemble du gouvernement soit placé en confinement. Ce pays, qui compte pour le moment 75 personnes contaminées, a fermé les établissements scolaires, les universités et les institutions culturelles et placé en quarantaine les voyageurs arrivant de plusieurs pays, dont l'Italie.

## OUARGLA : Commémoration du 58<sup>e</sup> anniversaire des manifestations populaires de Taibet

Diverses manifestations commémoratives et de recueillement ont marqué jeudi le 58<sup>e</sup> anniversaire des manifestations populaires de la commune de Taibet (wilaya d'Ouargla) du 13 mars 1962, pour rejeter les desseins coloniaux de séparation du Sahara du reste du pays.

Une conférence culturelle et historique a été animée au lycée Ali Degaa, commune de Mnaouer (région de Taibet), par des chercheurs et enseignants, qui ont rappelé les multiples soulèvements populaires qui se sont succédés durant l'année 1962 dans la wilaya d'Ouargla, pour exprimer le rejet catégorique par les populations locales des visées de la France coloniale de séparer le Sahara du reste du pays et confirmer le caractère indivisible de l'Algérie. Constituant un prolongement aux manifestations déclenchées le 27 février et le 7 mars 1962 respectivement dans les régions d'Ouargla et Touggourt, ces soulèvements ont contribué à la mise en échec des velléités de la France coloniale et ont apporté un soutien politique au Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) lors des négociations d'Evian, couronnées le cessez-le-feu du 19 mars 1962. Selon des sources historiques, les manifestations



populaires de Taibet ont débuté à la place du marché de la commune de Mnaouer, avec la participation de nombreux citoyens issus de différentes régions de Taibet, en direction de la zaouïa Ali Benseddik, scandant des slogans réaffirmant l'attachement à l'intégrité et de l'unité territoriale et à l'indépendance de l'Algérie ainsi rejettant toute tentative de séparation du Sahara du territoire algérien. L'intervention des forces coloniales, usant de gros moyens matériels et humains pour venir à bout de ce soulèvement populaire, s'est soldée par de nombreuses pertes de coté ennemi, et ont malheureusement fait 11 Chouhada et des dizaines de blessés du coté

des manifestants. Aussi, de nombreux citoyens ont été arrêtés lors de ces manifestations et transférés au centre de détention et de torture de Touggourt. En marge de cette conférence, a été mise sur pied une exposition de documents historiques, dont des publications éditées par le ministère des Moudjahidine.

APS

## TISSEMSILT: Parution d'une publication intitulée «Regards sur la lutte des femmes algériennes»

Le Musée du moudjahid de la wilaya de Tissemsilt vient d'éditer une publication intitulée «Regards sur la lutte des femmes algériennes» à l'occasion de la célébration de la journée du 8 mars. Le directeur de cet établissement, Mohamed Adjed a indiqué à l'APS que cette publication met en lumière la lutte des femmes algériennes contre le colonisateur français durant la guerre de libération notamment dans la région de l'Ouarsenis.

Ce travail, destiné aux jeunes et aux élèves des établissements scolaires, des stagiaires des CFPAs, des adhérents dans les établissements de jeunesse et des étudiants du Centre universitaire de Tissemsilt, pour leur faire connaître le combat et la résistance multiforme de cette frange de la société durant la Révolution du 1<sup>er</sup> novembre 1954 et pour préserver la mémoire nationale.

Le même musée initie depuis des années un programme pour mener à bien sa mission, celle de mettre en exergue la participation de la wilaya durant la guerre de libération nationale par le biais d'expositions, édition de divers supports, réalisation de documents en plus de la célébration et commémoration des grandes dates historiques.

### PUBLICITÉ

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE



ALGERIE TELECOM - SPA -  
EPE/SPA au capital social de 61.275.180,00 de DA RC n°02b18083  
Direction Opérationnelle de Béchar

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°05/AT/DO08/SDFS/DAL/ACHAT/2020

La Direction Opérationnelle de Béchar lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales à la concurrence pour la réalisation des Travaux d'installation du Réseau LAN au profit des structures rattachées au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière à travers la wilaya de Béchar suivant:

N° lot	Intitulé du lot
Lot 01 :	EPH ABADLA BECHAR
Lot 02 :	EPH ANCIEN HOPITAL BECHAR
Lot 03 :	EPH MOHAMMED BOUDIAF BECHAR
Lot 04 :	EPH TOURABI BOUDJEMAA BECHAR
Lot 05 :	INSFPM BECHAR

Les fournisseurs, répondant aux conditions d'exercice de la profession, intéressés par le présent avis d'appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges auprès du service Achat de la DO Béchar; Nouveau siège de la DO Face Université Tahri Mohammed Béchar, contre le paiement d'un montant de deux mille dinars (2.000DA), non remboursable représentant les frais de reprographie auprès de la banque BNA Agence de Béchar N° : 001 00412 03 000000 55/40.

Le dossier administratif, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et fermées, indiquant, sur chaque enveloppe, la dénomination de l'opérateur économique, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que, sur chaque pli correspondant, la mention « dossier administratif », « offre technique » et « offre financière ».

Les trois (03) enveloppes susmentionnées sont insérées dans une seule enveloppe externe fermée et anonyme, aucun signe d'identification du soumissionnaire comportant les mentions suivantes :

#### Appel d'offres n° 05/2020

Réalisation Travaux d'installation du Réseau LAN au profit des structures rattachées au ministère de la santé, de la population et de la réforme hospitalière à travers la wilaya de Béchar

Adresse : nouveau siège de la DO face université Tahri Mohammed Béchar  
« A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Les soumissionnaires doivent obligatoirement fournir l'ensemble des pièces citées dans le cahier des charges sous peine de rejet.

Le délai de préparation des offres est fixé à (15 jours) à compter de la date de parution du présent avis de consultation sur le site web d'Algérie Télécom.

L'ouverture des plis aura lieu avec la présence des soumissionnaires le dernier jour à compter de 14h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 180 jours à partir de la date d'ouverture des plis.

#### RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ALGER  
CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DE ROUBA  
COMMUNE DE REGHAIA

NIF 41 000 20 000 16 08 50 10 38

## AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE

N. 6 / SPCM/2020

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public. Il est porté à la connaissance de l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offre N°01/SPCM/2020 publié dans les quotidiens «الشعب» et DK NEWS du 04/02/2020 et le BOMOP, qu'à l'issue de l'évaluation et l'analyse des offres techniques et financières, faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, a donné les résultats suivants:

N°	Intitulé du projet	Nom de l'entreprise	Note Technique Supérieure ou égale à 30/60 points selon le cahier des charges	Délai	Montant de L'offre Financière corrigé (TTC)	Motif de choix
1	TRAVAUX D'AMENAGEMENT ET ENGAZONNEMENT SYNTHETIQUE AIRE DE JEUX CITE DJAAFRI	ETB-TCE LAGHOUEG MOHAMED	Atteint la note technique 44/50	75 jours	37 373 973,00 DA	moins disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix, peut demander les résultats détaillés dans un délai de trois (03) jours à partir de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux, comme il peut introduire un recours auprès de la commission des marchés dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans l'un des quotidiens ayant publié l'avis d'appel d'offre.



## BÉCHAR : La ministre de la Culture s'engage à mettre en œuvre le schéma de protection et valorisation des stations de gravures rupestres de Taghit

La ministre de la Culture Malika Bendouda a affirmé mercredi dans la soirée à Mougheul, commune frontalière située à une cinquantaine de kilomètre au nord de Béchar que "la prise en charge du patrimoine matériel de la wilaya sera effectivement réalisée", s'engageant à mettre en œuvre le projet du schéma de protection et valorisation des stations de gravures rupestres de Taghit, en vue de leur sauvegarde de la déperdition.

"Je m'engage devant vous pour que le projet du schéma de protection et valorisation du site des stations de gravures rupestres de Taghit (97 km au sud de Béchar), soit réalisé pour que cet important pan de l'histoire du pays et de l'humanité soit préservé", a-t-elle précisé lors d'une rencontre avec les artistes, représentants du mouvement associatif culturel et universitaire, organisée à l'issue de sa visite de travail et d'inspection de deux jours dans la wilaya et ce au niveau de la grande cour du ksar de Mougheul, classé au registre du patrimoine national matériel.

La ministre de la Culture qui s'est rendue ce mercredi au site même où sont localisées ces stations, a pris connaissance du schéma de protection et valorisation de ces stations et a constaté de visu les dégâts causés à ce site par le facteur humain surtout, selon les responsables locaux du secteur de la culture et des membres de plusieurs associations locales activant dans le domaine de la protection du patrimoine.

Ce projet qui a connu des retards importants dans sa concrétisation et dont les dossiers culturels, administratifs et études techniques ont été finalisés par la direction locale du secteur et approuvés par l'Assemblée populaire de wilaya (APW) en juin 2016, et qui s'inscrit au titre de la législation nationale en matière d'élaboration de schémas de protection des sites patrimoniaux et des zones protégées, devra constituer un moyen effi-



cace pour la protection des stations de gravures de la région de Taghit, ont indiqué des représentants du bureau d'étude chargée de cette opération.

Ces stations, localisées sur une zone à protéger de 500 ha située à quelques encablures du chef-lieu de la commune de Taghit, sont des gravures préhistoriques d'âge néolithique dont les dessins sur les roches mettent en évidence, outre des représentations humaines, plusieurs espèces animales ayant vécu jadis dans la région, notamment des antilopes, des éléphants, des autruches, des gazelles, des chameaux et des girafes, a-t-on précisé.

Certains de ces dessins ont été dégradés par de la peinture et des graffitis, actes de vandalisme d'individus "insouciant", ont déploré des responsables locaux du secteur de la culture, de la commune et représentants de la société

civile, qui ont demandé la mise en œuvre du schéma de leur protection et valorisation.

"Ce schéma, qui représente tout un programme de protection et de mise en valeur de ces sites historiques de l'humanité, sera mis en place pour la pérennisation de ce patrimoine humain, avec le concours de l'office national de gestion et d'exploitation des biens culturels protégés (OGBCE)", a indiqué la ministre de la Culture.

Il s'agit notamment de l'aménagement de l'axe routier menant à ces stations, au nombre de deux, et ce sur un linéaire de 20 km, en plus de la création d'un centre d'orientation et d'information sur l'art rupestre, la mise en place aussi d'un musée de la préhistoire à Taghit pour une meilleure éducation du public sur l'intérêt de la préservation de ce patrimoine matériel, en plus du ren-

forcement du gardiennage des lieux, et du lancement du processus de son classement au patrimoine matériel de l'humanité, ont fait savoir des représentants du bureau d'étude ayant réalisé ce même schéma.

A Taghit, le membre du gouvernement s'est enquis aussi des travaux de réhabilitation des espaces communs du ksar de cette localité à vocation touristique notamment sa mosquée et dont les travaux de sa réhabilitation sont en voie d'achèvement. "Le secteur de la culture contribuera à la réhabilitation et restauration des espaces communs de ksar et ceux des communes de Beni-Abbes, Mougheul et Kenadza, classes au registre du patrimoine national matériel ainsi que des localités de Béni-Ounif et Kerzaz", a tenu à le souligner la ministre de la Culture à la fin de sa visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

## CORONAVIRUS Le TNA et l'Opéra d'Alger reportent leurs programmations publiques

Le Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA) et l'Opéra d'Alger ont annoncé mercredi le report de "toutes (leurs) activités artistiques et culturelles programmées" par mesure de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus, annoncent ces établissements sur leurs pages Facebook.

La mesure est effective "à partir du mercredi 11 mars", annoncent les mêmes sources qui ajoutent que les activités programmées ont été "reportées à une date ultérieure" sans plus de précision.

Contacté par l'APS, le directeur du TNA a indiqué que le 14e Festival national du théâtre professionnel (Fntp), prévu du 19 au 30 mars était aussi reporté à une date ultérieure.

Mohamed Yahiaoui a en outre indiqué que les théâtres régionaux sont "également concernés par cette mesure préventive". Le ministère de la Jeunesse et des Sports a décidé mardi d'imposer le huis clos aux compétitions sportives jusqu'au 31 mars prochain et de reporter les manifestations internationales devant se dérouler en Algérie.

Manifestations sportives et culturelles, événements politiques, foires et autres salons ont été annulés ou reportés dans de nombreux pays pour endiguer la propagation du nouveau coronavirus. Depuis l'apparition de l'épidémie en décembre dernier en Chine, quelques 120.000 personnes ont été infectées par le Covid-19 à travers le monde où 110 pays sont désormais touchés. En Algérie, 20 cas ont été testés positifs au Covid-19 depuis la confirmation d'un premier cas le 25 en février dernier.

## THÉÂTRE La générale de la pièce "Djifa Khfifa" conquit les adeptes de théâtre à Sétif

La générale de la pièce de théâtre "Djifa Khfifa", réalisée par Farès Boussaâda, a conquis mercredi les adeptes du père des arts, présents mercredi après-midi au théâtre communal de la ville de Sétif.

Le spectacle de 60 minutes chargé d'humour noir relate l'histoire de deux mendiants dont l'un meurt de faim et de froid devant le palais d'un homme riche dont le gardien de la demeure tente de chasser les deux pauvres avant de découvrir que l'un d'eux était mort.

Adaptée de l'œuvre "Djoutha ala errassif" (cadavre sur trottoir) du défunt écrivain Saâdallah Ounouss, la pièce est interprétée par trois jeunes étudiants de l'université Sétif 2. Elle a été produite par la sous-direction des activités scientifiques, culturelles et sportives.

Pour son réalisateur Farès Boussaâda, l'œuvre met l'accent sur la perte des valeurs sociales et humaines cause de l'argent, illustré notamment par le riche propriétaire du palais qui achète à la fin de la pièce le cadavre du mendiant mort pour nourrir son chien.

La pièce est la première œuvre totalement réalisée par la sous-direction des activités scientifiques, culturelles et sportives de l'université Sétif 2, depuis l'adaptation du texte au choix des comédiens en passant par la scénographie, la musique et le décor, souligne Boussaâda.

## CORONAVIRUS/GRÈCE: Fermeture de la majeure partie des commerces et des sites archéologiques

La Grèce a annoncé vendredi qu'elle ferait la majeure partie de ses commerces, cafés et restaurants, ainsi que ses musées et ses sites archéologiques, pour faire face à la progression du coronavirus.

Le nombre des cas de contamination dans ce pays a bondi en 24 heures de 117 à 190 dont cinq graves. «Pour diminuer la propagation du virus dans notre pays, nous avons décidé de la fermeture de tous les centres commerciaux, de tous les cafés, bars, cafétérias, restaurants, des bibliothèques, des musées, des sites archéologiques, des centres sportifs, des centres d'esthétique», a précisé vendredi soir le porte-parole du ministère de la Santé, Sotiris Tsiordas.

Ces fermetures entrent en vigueur samedi. Le commerce de détail, les supermarchés, pharmacies, dispensaires et cabinets mé-

dicaux resteront en revanche ouverts, selon le porte-parole du ministère de la Santé. Le ministère de la Culture avait déjà annoncé, quelques heures plus tôt, la fermeture de tous les musées et sites archéologiques. «En raison des conditions particulières et du manque de gardiens, la ministre de la Culture Lina Mendoni, en accord avec la confédération des employés du ministère, a décidé pour la sécurité des employés, ainsi que pour celle des sites et des musées», de fermer tous les sites touristiques jusqu'au 30 mars, expliqué dans un communiqué le ministère. Parmi les sites fermés à compter de ce week-end, la célèbre Acropole d'Athènes, l'ancienne Olympie et le théâtre d'Epidaure, dans le Péloponnèse, qui ont été les trois sites les plus visités en 2019, selon l'agence nationale des statistiques (ELSTAT).

Le musée de l'Acropole est le musée le plus visité du pays, enregistrant plus de 1,7 million de visiteurs par an, a précisé ELSTAT. «Mais bien sûr, dans les musées et sur les sites archéologiques, il y aura le personnel nécessaire pour les garder», a ajouté le ministère de la Culture.

Pour cause de coronavirus, les autorités ont fermé depuis mardi toutes les écoles, crèches et universités et décidé jeudi la fermeture des cinémas, théâtres, tribunaux et discothèques. Les rassemblements de plus de 1.000 personnes sont par ailleurs interdits.

La Grèce a annoncé jeudi que le coronavirus avait fait un premier mort sur son territoire, un Grec sexagénaire ayant voyagé fin février en Israël. Cet homme avait participé au voyage d'un groupe de pèlerins en Égypte et en Israël, dont au moins vingt ont été contaminés



par l'épidémie de Covid-19.

Le gouvernement grec a en outre fait savoir, dans un communiqué lundi, que le budget du ministère de la Santé serait augmenté de 15 millions d'euros pour faire

face aux besoins d'équipements supplémentaires. Quelque 2.000 infirmiers et médecins doivent être recrutés, avait également annoncé le Premier ministre Kyriakos Mitsotakis.







## KICK-BOXING / CHAMPIONNAT NATIONAL (2E JOURNÉE) : Tous les clubs au coude-à-coude

Les clubs d'Alger, Oran, Tipasa et Béjaïa ont eu un rendement quasi proche pendant la deuxième journée du Championnat national de Kick-boxing (Juniors/senior) qui se déroule à la salle Harcha-Hacène d'Alger, car du jugement du Directeur technique national, Mohamed Chérif Outaidelt, aucune formation n'est vraiment sortie du lot.

«Les athlètes engagés dans cette compétition ont eu un rendement quasi identique, ce qui nous complique un peu la tâche, car on espérait voir émerger une certaine élite, pour pouvoir former la sélection nationale qui représentera les couleurs nationales aux prochains championnats d'Afrique, prévus la mi-avril prochain au Cameroun» a-t-il regretté.

Outaidelt a considéré que c'est justement à cause de ce désir de taper dans l'œil des sélectionneurs nationaux que les athlètes ont élevé leur niveau, au point de montrer autant de bonnes choses, les uns que les autres, notamment, pendant les huitièmes et les quarts de finale qui ont été disputés vendredi.

La compétition se déroule à huis clos, en application des recommandations des pouvoirs publics, ayant demandé aux organisateurs de limiter au maximum les risques de propagation du coronavirus.

«Ce championnat national constitue une étape importante avant les prochains championnats d'Afrique, et c'est pour cette raison que nous l'avons maintenu» a assuré Outaidelt, en précisant que si cela n'était pas le cas, la Fédération l'aurait annulé sans aucun hésitation.

Ce Championnat national kick-boxing se clôturera samedi matin, avec le déroulement des demi-finales et des finales. 13 catégories de poids sont concernées chez les seniors, alors que les juniors concourent dans 14 catégories.

La précédente édition, disputée en 2019 à Constantine, avait connu une assez nette domination des clubs constantinois, algérois et oranais.

### Les catégorie de poids :

**Juniors :** -45 kg, -48 kg, -51 kg, -54 kg, -57 kg, -60 kg, -63,5 kg, -67 kg, -71 kg, -75 kg, -81 kg, -86 kg, -91 kg, +91 kg.

**Seniors :** -48 kg, -51 kg, -54 kg, -57 kg, -60 kg, -63,5 kg, -67 kg, -71 kg, -75 kg, -81 kg, -86 kg, -91 kg, +91 kg.

## ATHLÉTISME / EPIDÉMIE DU CORONAVIRUS : les Championnats d'Afrique de cross reportés à 2021 (CAA)

Les Championnats d'Afrique 2020 de Cross-country, initialement prévus le 8 avril prochain à Lomé (Togo), ont été renvoyés finalement jusqu'en 2021, en raison de l'épidémie du coronavirus, a-t-on appris vendredi auprès de la Fédération algérienne d'athlétisme (FAA), citant une décision de la Confédération africaine de la discipline (CAA).

Après l'annonce du report de cette compétition, les fédérations des pays participants s'étaient attendues à un ajournement de seulement quelques semaines, le temps que la situation du coronavirus soit maîtrisée.

Mais après avoir attentivement étudié la question, la CAA a décidé de renvoyer ces Championnats d'Afrique directement à l'année prochaine.

Même la prochaine réunion du Conseil de la CAA est «reportée jusqu'à nouvel ordre», a ajouté la FAA, citant l'instance continentale, ayant pris cette série de mesures juste après avoir reçu une correspondance de la part des autorités togolaise, lui ayant témoigné leur préoccupation par rapport à la conjoncture actuelle.

De son côté, la FAA avait anticipé dès mercredi dernier, en annonçant sa décision de pas prendre part à ces Championnats d'Afrique de cross, même s'ils étaient maintenus pour le 8 avril.

«Même le stage de préparation, prévu du 13 au 30 mars au centre El Bez de Sétif a été annulé» avait ajouté la FAA concernant ce regroupement des différentes sélections nationales, pendant lequel elles devaient apporter les derniers réglages à leur préparation avant le départ à Lomé.

Seize athlètes (13 messieurs et 3 dames) devaient représenter l'Algérie dans ces Championnats d'Afrique de cross, à commencer par Hamza Hadjlaoui et Amina Bettiche chez les seniors.

Chez les (juniors/garçons) les couleurs nationales devaient être représentées par Abdelkader Mechiche, Hamdani Benahmed, Hamza Amraoui, Wail Bourahli, Walid Naam et Hachem Merrad, alors que Ghania Rezzik devait être la seule représentante chez les (juniors/filles). Idem chez les cadettes, où la Direction technique nationale n'a retenu qu'une seule représentante, en l'occurrence Rokaïa Mouici, alors que chez les garçons, le nombre d'athlètes sélectionnés était de six, à savoir : Yazid Dalla, Abderrahmane Daoud, Khaled Ouakide, Oussama Tanem, Mamar Abdeldjalil Dahmani et Yasser Touahir.

APS

## HANDICAPÉS Mustapha Abdelhamid Kara, champion du monde de plongée: lorsque le handicap n'a qu'un sens, le triomphe

Le champion du monde de plongée en piscine, Mustapha Abdelhamid Kara, est l'un de ces jeunes aux besoins spécifiques qui ont réussi, à force de volonté et de persévérance, à devenir la fierté de l'Algérie au niveau continental et international.

Pour lui, rien n'est impossible. Victime d'un accident de la route alors qu'il était encore enfant et qui a conduit à l'amputation de sa jambe droite, Kara a commencé sa carrière sportive à l'âge de 13 ans, en 1998.

Il avait rejoint alors l'association sportive En-Nasr pour les personnes aux besoins spécifiques pour pratiquer la natation dans la ville de Mostaganem.

Après six années de travail acharné et d'entraînements intensifs, il a acquis son premier titre national dans sa carrière dans la spécialité du 50m dos.

Puis, il a rejoint l'équipe nationale de natation pour les personnes aux besoins spécifiques.

Après 2004, Kara a décroché le titre de champion d'Algérie durant plusieurs saisons et dans plusieurs spécialités comme il a battu quatre records nationaux dans quatre spécialités et un record africain en 50m nage libre et en 2009 (catégorie S9).

Cet athlète a été sacré, avec son équipe En-Nasr, huit fois champion d'Algérie et détient neuf coupes d'Algérie, avant de rafter le titre mondial de plongée en piscine pour handicapés, en 2016 au Maroc.

La plongée, entamée en 2014 en qualité d'amateur, a été pour Mustapha Kara un nouveau challenge sportif, après avoir maîtrisé la natation dans



la plupart des spécialités.

### Confiance en soi et persévérance dans le travail

"L'handicap n'a jamais été synonyme d'incapacité, une raison pour ne jamais pratiquer un sport ou un prétexte pour céder à la dure réalité du quotidien", explique-t-il à l'APS. Ce sportif a transformé la perte de sa jambe en énergie positive, mêlée à la résolution et la confiance en soi, l'affinant avec le travail et l'assiduité, devenant ainsi un exemple pour tous les jeunes sportifs aux besoins spécifiques.

De la natation à la plongée, puis à l'aide des handicapés à l'intégration sociale et après 20 ans de compétitions et de titres, Abdelhamid Kara a décidé de mettre fin à sa carrière sportive et s'est consacré entièrement à l'association sportive En-Nasr dans le but d'aider les personnes

aux besoins spécifiques à s'intégrer dans la société et à la pratique du sport, leur apportant un soutien moral et matériel et leur

transmettant son expérience et sa compétence dans le sport aquatique.

Mustapha Abdelhamid Kara a indiqué que les sportifs des jeunes catégories aux besoins spécifiques représentent l'avenir du club et constituent l'élite nationale qui continuera à décrocher des titres continentaux et internationaux dans tous les sports pour personnes aux besoins spécifiques, sur les plans individuel et collectif.

Loin de l'activité sportive et associative, Kara travaille comme fonctionnaire à l'entreprise "L'Algérienne des Eaux". "Les autres sportifs aux besoins spécifiques sont sans emploi et leurs clubs ne reçoivent pas d'aides financières nécessaires", a-t-il déploré.

Il est à signaler que quelques infrastructures sportives fréquentées par les personnes aux besoins spécifiques ne sont pas adaptées à la pratique du sport et sont dépourvues de parcours ou d'endroits dédiés aux handicapés. "Ce qui multiplie la détresse des clubs dont

les caisses restent vides.

Et pourtant, ces formations sont riches par leurs titres et performances à l'actif de leurs champions", selon le même interlocuteur.

Le manque de moyens matériels a poussé l'association En-Nasr, qui compte une école pour les jeunes catégories, à se concentrer sur la natation et l'entraide avec les autres associations et clubs locaux pour développer les compétences et orienter les entraînements des sportifs vers la plongée.

Abdelhamid Kara souligne que "les personnes aux besoins spécifiques doivent se concentrer sur les aspects positifs de leur vie et avec la volonté et la persévérance, rien n'est impossible, car la volonté de vaincre conduit au triomphe".

"Pas de différence entre les sportifs", affirme Mustapha Abdelhamid Kara, car "l'objectif, l'ambition et la rage de vaincre sont les mêmes. Sur le terrain, ce sont le talent, la confiance en soi et l'effort dans le travail qui feront la différence".

## HAND/NATIONALE 1 (MESSIEURS) : Le MC Oran sacré champion du groupe Ouest

Le MC Oran a été sacré champion de son groupe Ouest de la Nationale 1 de handball (messieurs) à l'issue de la 10e et dernière journée disputée vendredi.

Les Oranais, qui partageaient le fauteuil de leaders de leur poule avec l'Olympique Maghnia, ont réussi à s'emparer de la première place grâce à leur nul en déplacement face au RC Arbaâ (21-21), alors que l'OM est tombée à Tizi-Ouzou contre la JS Kabylie (18-17).

Du coup, les «Hamraoua» achèvent cette première partie de la compétition avec 16 points, devançant d'une seule unité l'O. Maghnia. Les deux équipes se

qualifient ainsi aux play-offs, une étape décisive dans la course à l'accession en Excellence.

«Nous avons réussi à atteindre notre premier objectif qui est de valider notre billet pour le tournoi de la montée, mais le plus dur reste à faire», déclare à l'APS l'entraîneur du MCO, Sid Ahmed Tab, souhaitant au passage que la Fédération algérienne de handball fixe dans les «meilleurs délais» les dates des play-offs pour lui permettre d'arrêter le programme de préparation de son équipe en vue de ce challenge.

Lors du tournoi d'accession,

le MCO et l'OM auront en découdre avec les deux premiers des deux autres groupes (Centre et Est) pour deux places en Excellence, souligne-t-on.

En bas du tableau, le nouveau promu, le CHT Oran, a évité la relégation directe et s'est offert une autre chance de se maintenir en validant un billet pour les play-downs après sa victoire à domicile face au CSNB Adrar (26-22). Cette victoire a permis aux Oranais de s'adjuger la cinquième et avant-dernière place au classement de la poule Ouest avec six points, laissant la dernière place au RCA qui compte cinq unités.



## CORONAVIRUS :

CAN-2021 (QUALIFICATIONS) :  
Report des deux prochaines journées  
à une date ultérieure (CAF)

La Confédération africaine de football (CAF) a annoncé vendredi le report à une date ultérieure, des deux prochaines journées des qualifications de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2021, prévues initialement entre le 25 et 31 mars, en raison de la propagation de la pandémie du nouveau coronavirus (COVID-19).

L'équipe nationale, championne d'Afrique en titre, devait affronter le Zimbabwe le 26 mars à Blida, avant de se rendre en Afrique du Sud pour défier les «Warriors» le 29 mars à Orlando stadium de Johannesburg.

Les stades du Zimbabwe n'ont pas été homologués par la CAF.

L'instance dirigeante, qui s'est appuyée sur le dernier rapport de l'organisation mondiale de la santé (OMS) en considérant le Covid-19 comme une pandémie, a souligné dans son communiqué qu'elle va établir un nouveau calendrier pour la suite des qualifications de la CAN-2021, dont il reste quatre journées à disputer.

Pourtant, la CAF avait



annoncé mercredi dernier le maintien de toutes ses compétitions, dont le championnat d'Afrique des nations CHAN-2020, réservé aux joueurs locaux, prévu au Cameroun en

avril prochain, sur la base des rapports de l'OMS sur l'épidémie.

Au terme des deux premières journées de qualifications, l'Algérie caracole en tête du groupe H avec

6 points, avec deux longeurs d'avance sur le Zimbabwe (4 pts).

Le Botswana (3e, 1 point), et la Zambie (4e, 0 point) ferment la marche.

CHAMPIONNAT DU MAROC :  
Suspension de tous les matchs jusqu'à nouvel ordre

La Fédération royale marocaine de football (FRMF) a annoncé hier la suspension de tous les matchs, toutes catégories confondues, jusqu'à nouvel ordre, à cause du nouveau coronavirus. Le ministère marocain de l'Inté-

rieur avait annoncé qu'il a été décidé, et jusqu'à nouvel ordre, d'interdire tous les rassemblements publics auxquels prennent part plus de 50 personnes. Il a également décidé d'annuler tous les événements et rencon-

tres sportifs, culturels et artistiques. Le Maroc reste relativement épargné avec 7 cas détectés par les autorités sanitaires, dont un est décédé depuis, et un s'est remis, selon le dernier bilan publié par les autorités.

Le président de la Fédération anglaise sceptique  
que le championnat puisse aller à son terme

Le président de la Fédération anglaise de football Greg Clarke ne croit pas que le Championnat d'Angleterre, suspendu depuis vendredi et jusqu'au 3 avril en raison de la pandémie de coronavirus (Covid-19), puisse aller à son terme, rapportait hier le quotidien britannique The Times.

Selon le tabloïd, le patron du football anglais a fait part de son scepticisme lors de la réunion d'urgence à l'issue de laquelle la fédération (FA) et la Premier League ont annoncé

que le championnat de 1re division était suspendu pour trois semaines.

Dans son communiqué, la FA a pourtant assuré vendredi qu'il ne s'agissait que d'une suspension et pas d'une annulation.

«Toutes les parties concernées sont engagées pour essayer de mener à son terme le programme des compétitions domestiques et sont en contact pour trouver les bonnes solutions à cette fin», explique-t-elle.

Mais durant cette réunion, selon le Times, Greg

Clarke a estimé que la suspension serait plus longue et que les équipes ne pourraient pas disputer tous les matches à leur programme en raison de l'augmentation attendue du nombre de cas de contamination au coronavirus.

Pour Liverpool, en tête du championnat avec 22 points d'avance à 9 journées de la fin, ce scénario serait une catastrophe, puisque les «Reds» sont quasiment assurés de remporter le titre de champion qu'ils attendent depuis 30

ans.

Selon le dernier bilan officiel, 798 cas de maladie Covid-19 liée au nouveau coronavirus ont été recensés en Grande-Bretagne, dont 10 mortels.

Mais un haut responsable de santé a estimé que le nombre de personnes infectées se situerait en réalité entre 5.000 et 10.000.

Le gouvernement britannique espère retarder le pic de la pandémie à l'été pour amortir le choc pour les services de santé.

1<sup>er</sup> footballeur positif au coronavirus en France, à Troyes

Le club français de Troyes, évoluant en deuxième division, a annoncé vendredi qu'un joueur de son effectif professionnel avait été testé positif au nouveau coronavirus, le premier cas répertorié pour un joueur actif en championnat de France.

«Un joueur du groupe professionnel et un du centre de formation touchés par le Coronavirus - COVID19», a indiqué le club sur son compte Twitter.

«Ces deux joueurs ont été immédiatement placés en confinement à leur domicile. L'ensemble du club reste par ailleurs sous surveillance



du pôle médical», a précisé l'Estac sur son site. L'annonce du pension-

naire de Ligue 2 intervient quelques heures après la suspension «jusqu'à nouvel ordre» de la Ligue 1 et de la deuxième division, décidée dans la matinée par la Ligue de football professionnel française. Le Covid-19 a déjà contaminé des joueurs dans d'autres championnats.

En Serie A, sept footballeurs ont été testés positifs et en Angleterre, l'entraîneur d'Arsenal Mikel Arteta et l'international anglais de Chelsea Callum Hudson-Odoi ont contracté le virus. Tous les grands championnats européens ont décidé de suspendre leur activité face à la propagation du coronavirus.

AMATEUR:  
Le CR Témouchent  
s'enlise dans la crise  
malgré son accession  
prématurée en Ligue 2

Le CR Témouchent est déjà assuré d'accéder en Ligue 2 de football avant sept journées de la fin du championnat de la division nationale amateur (Gr. Ouest), mais le club s'enlise dans la crise. Avant d'affronter samedi le MCB Oued Sly à Chlef, les joueurs du CRT n'ont effectué qu'une seule séance d'entraînement tout au long de la semaine, après leur mouvement de grève enclenché pour réclamer la régularisation de leur situation financière.

«Nous avons préparé cette rencontre dans des conditions très difficiles. Les joueurs ne se sont entraînés qu'une seule fois cette semaine, après avoir attendu vainement que l'on régularise leur situation financière», a déploré l'entraîneur du CRT, Omar Belatoui dans une déclaration à l'APS.

L'ancien défenseur central international, arrivé l'été passé au club, a regretté la situation prévalant dans cette formation depuis le début de la saison, rendant hommage au passage à ses protégés «qui ont fait preuve de patience pendant de longs mois».

Malgré tous ces obstacles, les gars de la ville d'Aïn Témouchent, qui ont accédé cette saison en division nationale amateur, ont réussi à dominer leur groupe Ouest, engrangeant 49 points en 23 matchs, soit 12 de plus que le dauphin IRB El Kerma, sachant que les six premiers accèderont en fin de saison en Ligue 2. «Il y a quelques semaines, nous avons reçu la visite des autorités locales qui nous ont promis une aide financière pour débloquer la situation, mais nous attendons toujours que ces promesses soient tenues», a encore dit l'ancien joueur et entraîneur du MC Oran, s'engageant néanmoins à respecter l'éthique sportive lors de la suite du parcours, «malgré le fait que l'équipe a déjà assuré son accession». Il a enfin souhaité que toutes les parties concernées par le club viennent à son aide, saluant les efforts consentis par le président du CRT, «dont l'apport ne suffit pas à lui seul».

COUPE D'ALGÉRIE (1/4 DE FINALE ALLER) :  
L'ASMO formule des réserves  
contre le PAC

La direction de l'ASMO Oran a formulé des réserves auprès de la commission d'organisation de la Coupe d'Algérie après le changement «illégal» du lieu de la rencontre que son équipe a perdue face au Paradou AC (4-1) mercredi passé en quarts de finale (aller) de la Coupe d'Algérie, a-t-on appris de ce club de Ligue 2 de football.

La même source estime que la direction du PAC (Ligue 1) «a enfreint la réglementation» régissant la compétition en question en changeant de domiciliation 24 heures avant le match alors que la loi stipule que s'il y a un changement, il doit se faire avant au moins cinq jours de la rencontre.

La direction oranaise s'est référée dans ses réserves à l'article stipulant que «le club recevant peut demander à titre exceptionnel et au moins cinq jours avant le match à recevoir dans un stade relevant de la même wilaya ou d'une wilaya limitrophe ayant une capacité d'accueil supérieure à celui où il est domicilié en championnat répondant aux normes sus-visées», précise-t-on.

Le PAC devait accueillir l'ASMO au stade Omar-Hamad de Bologhine, son lieu de domiciliation habituel aussi bien en championnat qu'en coupe d'Algérie, mais ses dirigeants ont opté à la dernière minute pour le stade de Dar El Beida, rappelle-t-on.

Par ailleurs, l'entraîneur de l'équipe de «M'dina J'dida», Salem Laoufi, a attribué la lourde défaite des siens face aux Algérois à la «fatigue qui s'est emparée des joueurs après avoir livré 6 rencontres en 22 jours, toutes compétitions confondues».

L'ASMO, dont l'objectif fixé en début de saison était d'accéder en Ligue 1, risque de sortir bredouille de cet exercice vu les difficultés éprouvées pour se positionner parmi les quatre premiers qui monteront en fin de parcours parmi l'élite, ainsi que la défaite lors de la première manche contre le PAC et par laquelle les protégés de Laoufi ont hypothéqué leurs chances de poursuivre l'aventure en coupe.

## CORONAVIRUS :

## La Fifa recommande le report des matches internationaux de mars et avril

La Fédération internationale de football (Fifa) a «recommandé» vendredi de reporter sine die tous les matches des équipes nationales prévus en mars et avril, en raison de la pandémie de coronavirus.

«Afin d'éviter tout risque sanitaire inutile ainsi que de potentielles injustices sportives, nous recommandons que tous les matches internationaux initialement prévus en mars et avril soient reportés jusqu'à ce qu'ils puissent se dérouler dans un environnement sûr et sécurisé», a indiqué dans un communiqué la Fifa.

«La décision finale à cet égard revient aux organisateurs des compétitions respectives ou aux associations membres concernées en cas de matches amicaux», a précisé la Fédération internationale de football.

Les deux prochains matches de préparation à l'Euro-2020 des Bleus, contre l'Ukraine et la Finlande fin mars, doivent pour l'instant se tenir à huis clos au Stade de France, a annoncé mardi le président de la Fédération française Noël Le Graët.

## La Fifa va collaborer avec l'OMS pour lutter contre le coronavirus

Le Président de la FIFA, Gianni Infantino et le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) Tedros Adhanom Ghebreyesus ont abordé lors d'une rencontre à Genève la façon dont le football pouvait aider l'OMS à répondre à la pandémie de coronavirus (COVID-19) et sur les mesures que les instances dirigeantes sportives et les administrations pouvaient être amenées à prendre dans certaines situations, a indiqué vendredi l'instance.

«Les instances dirigeantes sportives et les décideurs doivent garder à l'esprit que la santé passe avant tout», ont déclaré MM. Infantino et Tedros dans un communiqué commun.

«Tous les organismes sportifs doivent se tenir prêts à suivre les recommandations nationales, en fonction d'une évaluation des risques, pour organiser leurs compétitions dans des conditions optimales ou à prendre d'autres mesures pour protéger la santé des supporters, des joueurs, des entraîneurs et des communautés.» L'OMS et la Fifa, en collaboration avec d'autres personnalités importantes du monde du football, vont lancer une campagne de sensibilisation et diverses initiatives à fin que chacun puisse recevoir des conseils pour protéger et promouvoir la santé, individuellement et collectivement.

En 2019, l'OMS et la Fifa, l'instance dirigeante du football mondial, ont validé le principe d'une collaboration de quatre ans pour encourager des modes de vie sain à travers la pratique du football, partout dans le monde.

Plusieurs compétitions nationales et internationales ont été suspendues ou reportées à cause de la pandémie de coronavirus (COVID-19).

APS

## Le Championnat d'Allemagne finalement suspendu, avec effet immédiat (Fédération)

La Ligue allemande de football (DFL) a annoncé vendredi la «suspension immédiate de ses championnats nationaux de première et de deuxième division», en raison des risques liés à la propagation du coronavirus, ce qui représente une première depuis la Seconde Guerre mondiale.

La 26e journée, qui aurait dû se jouer à huis clos, entre vendredi et lundi, est donc renvoyée à une date ultérieure.

Le présidium de la DFL avait déjà proposé l'arrêt du championnat d'Allemagne à partir de la semaine prochaine et jusqu'au 2 avril.

Mais la décision de jouer ce week-end avait suscité de vives critiques de la part de joueurs et de supporters.

«Compte tenu des développements de la journée de vendredi en matière d'infection au coronavirus et des cas suspects directement liés à la Bundesliga et à la deuxième division, le présidium de la DFL a pris la décision de reporter la 26e journée des deux divisions, qui devait débiter ce vendredi», indique la Ligue dans un communiqué.

La DFL rappelle son intention de réunir tous ses clubs pendant la fenêtre internationale fin mars, pour évaluer la situation et prendre d'autres décisions si nécessaire.

«L'objectif, martèlent pourtant les dirigeants du football professionnel allemand, est toujours d'arriver à finir la saison avant l'été, pour des raisons sportives, mais aussi



parce qu'un arrêt définitif de la saison mettrait en péril la survie de certains clubs».

Une prolongation de la saison en juin impliquerait un report ou une annulation de l'Euro-2020, qui doit officiellement débiter le 12 juin.

Le sort de l'Euro dépend d'une décision de l'Union européenne de football (UEFA), qui pourrait être prise mardi, en accord avec les Ligues et les Fédérations européennes.

L'idée de jouer ce week-end, alors que tout le pays multiplie les mesures de précautions, dont la fermeture

des écoles dans la plupart des régions, avait été mal reçue par plusieurs acteurs du football.

Thiago Alcántara, la star du Bayern Munich, avait tweeté : «C'est fou.

S'il vous plaît, arrêtez vos inepties et revenez à la réalité. Il y a d'autres priorités que le sport».

Même ton chez le gardien de but de l'Union Berlin Rafal Gikiewicz, qui devait justement recevoir le Bayern samedi, dans un stade vide : «Les footballeurs sont traités dans cette situation comme

des singes de cirque. Il n'est plus temps de perdre encore du temps ! La seule priorité doit être la santé de tous», ajoutait le défenseur du FC Paderborn Uwe Hünemeier.

Le collectif national de supporters «Unsere Kurve» («Notre Virage») était également monté au créneau : «C'est une connerie de n'arrêter les matches qu'à partir de la semaine prochaine», avait déclaré un porte-parole, Rainer Vollmer : «ça montre clairement que ceux qui dirigent ne s'intéressent qu'à l'argent et pas à la santé des joueurs».

## Le match amical Allemagne-Italie annulé pour cause de coronavirus

La rencontre amicale de football devant opposer l'Allemagne à l'Italie le 31 mars à Nuremberg a été annulée sur décision des autorités locales, qui espèrent ainsi éviter une propagation du nouveau coronavirus.

La ville située en Bavière, deuxième région la plus touchée d'Allemagne avec 558 cas de Covid-19 et un mort (pour 3.062 cas et huit décès en Allemagne) a décidé d'annuler tous les événements regroupant plus de 100 personnes.

«Comme plus de 100 personnes devraient assister au match en comptant les deux équipes, les assistants et les représentants des médias, une annulation

du match est inévitable», a expliqué la Fédération de football allemande (DFB) vendredi soir.

Cette décision suit aussi les recommandations de la Fifa qui avait conseillé de reporter sine die tous les matches des équipes nationales prévus en mars et avril.

La DFB s'interroge également sur la tenue d'une autre rencontre amicale de la Nationalmannschaft prévue le 26 contre l'Espagne à Madrid.

«Je pars du principe qu'en l'état actuel des choses, les rencontres ne peuvent pas avoir lieu», a déclaré Fritz Keller, président de la DFB dans un communi-

qué. Ces matches de préparation devaient permettre à l'équipe du sélectionneur allemand Joachim Low, en plein renouveau, de regagner confiance en vue de l'Euro-2020.

Mais la simple tenue du tournoi (12 juin-12 juillet) est également remise en question: l'UEFA tiendra justement une réunion à ce sujet mardi pour évoquer la réponse à apporter face à la pandémie.

Un report de la compétition pour 2021 ne semble pas exclu.

L'Allemagne, comme plusieurs autres pays européens, a d'ailleurs décidé vendredi de suspendre son championnat jusqu'à nouvel ordre.

### ARGENTINE:

## Le club River Plate refuse de jouer par peur du coronavirus

River Plate, un des clubs les plus populaires d'Argentine, a annoncé vendredi qu'il ferait ses installations et refusait de participer à un match de Coupe prévu hier, un «cas de force majeure» lié à la pandémie du Covid-19.

«Suivant les recommandations de l'Organisation mondiale de la santé et attentif aux différentes résolutions du gouvernement national et de la Ville de Buenos Aires concernant la pandémie de coronavirus (Covid-19), River Plate déclare que le club restera fermé dans son intégralité

à partir du samedi 14 mars pour une durée indéterminée», indique le club portègne dans un communiqué.

River «a décidé que, pour des raisons de force majeure, il ne se présenterait pas pour le match du samedi 14 mars contre l'Atlético Tucumán», programmé dans le cadre de la Coupe de la Superligue (compétition disputée par les pensionnaires de la première division argentine).

«La compétition implique des risques pour la santé de l'effectif professionnel et de tous ceux concernés par un

match officiel», explique le club.

Le gouvernement argentin a décidé, entre autres mesures, de faire disputer à huis clos les matches de championnat.

Les rencontres de Copa Libertadores (équivalent sud-américain de la Ligue des champions européenne) et les matches de qualifications sud-américaines au Mondial-2022 ont par ailleurs été suspendus



par la Confédération régionale (Conmebol). Avec trois nouveaux cas de Covid-19, le bilan en Argentine des personnes contaminées au nouveau coronavirus a atteint les 34 vendredi, dont deux décès.



**L'INTER SE PLACE AUSSI EN QUARANTAINE**

Après avoir appris que Daniele Rugani avait été testé positif au Covid-19, l'Inter a indiqué qu'elle suspendait l'intégralité de ses activités jusqu'à nouvel ordre. Le club lombard a pris « des mesures pour mettre en place toutes les procédures nécessaires ». Une décision compréhensible puisque Rugani était bien présent sur le banc dimanche dernier lors du choc entre la Juventus et l'Inter. Pour rappel, le foot italien est à l'arrêt jusqu'au 3 avril.



**LUKA JOVIC : «J'AI TOUCHÉ AUX MÊMES INSTRUMENTS QUE THOMPKINS»**

L'attaquant du Real Madrid Luka Jovic raconte la quarantaine du club merengue et rassure sur son état de santé. Un joueur de l'équipe de basket-ball du Real Madrid a été testé positif pour le coronavirus, ce qui a forcé le club à mettre l'équipe de football en quarantaine. Et précipité la suspension de la Liga. L'attaquant serbe Luka Jovic raconte. « Ce matin (jeudi), nous sommes allés au centre d'entraînement, mais le personnel de l'administration est venu nous voir et nous a dit que nous n'aurions aucun entraînement ou quoi que ce soit au cours des deux prochaines semaines. (...) Ils nous ont dit que tout le monde devait rester à la maison et que nous n'étions pas autorisés à quitter Madrid », a indiqué l'attaquant serbe dans les colonnes du journal Blic.

**DYBALA CONTAMINÉ PAR LE CORONAVIRUS**

Alors que certaines spéculations annonçaient que Paulo Dybala était atteint du coronavirus, l'attaquant de la Juventus est sorti du silence.

Mikel Arteta, Daniele Rugani... Certains acteurs majeurs du football européens ont été déclarés positifs au test du coronavirus. Mais qu'en est-il de Paulo Dybala, alors que de nombreuses rumeurs circulent au sujet de l'attaquant argentin de la Juventus ? Ce dernier s'est voulu rassurant sur les réseaux sociaux : « Bonjour à tous, je voulais confirmer que je vais bien et je suis en isolement volontaire. Merci à tous pour vos messages et j'espère que vous allez bien », a lâché Dybala.



**Le message de soutien de Maradona**

Joueur emblématique de Naples (1984-1991), Diego Maradona n'est pas insensible face à l'épidémie de coronavirus qui touche l'Italie, où plus de 15 000 cas et 1016 décès ont été recensés. Alors que de très nombreux Italiens sont confinés à leur domicile, l'Argentin leur a envoyé un message de soutien. « J'ai vécu pendant sept ans à Naples. J'y ai de la famille, beaucoup de gens que j'aime et qui m'aiment. L'Italie fait partie de ma vie et je veux leur envoyer un message de soutien en ces temps difficiles. Chacun a pris conscience qu'il devait rester à la maison, j'espère qu'en Argentine, nous réagissons à temps », a écrit le "Pibe de Oro" sur Instagram.

**BENZEMA S'ENNUIE !**

En quarantaine comme tout son club, Karim Benzema montre son chagrin de ne pas jouer au foot sur les réseaux sociaux.

Un seul des cinq grands championnats aura lieu ce week-end. La Bundesliga a décidé de laisser les rencontres de vendredi à lundi se dérouler avant de suspendre la suite de la compétition. Alors, la situation du Real Madrid reste encore plus floue puisque le club est en quarantaine. Un élément de l'équipe de basket du RMA a contracté le virus et dans le doute l'ensemble des institutions sportives doit se recroqueviller sur lui-même.

Un joueur comme Karim Benzema ne pourra pas poursuivre sa belle saison avant au moins deux semaines. Alors le joueur montre sur ses réseaux que le temps comment à lui paraître long. "Pas frais du tout le délire de quarantaine. Je suis dans mon jardin et j'ai rien à faire. Sale", explique l'ancien lyonnais d'un ton désolé et fade. Il va devoir s'y habituer puisque l'Espagne rentre elle-aussi dans la spirale infernale de la course au frein de la contamination.



**Benjamin Mendy à l'isolement**

Alors que l'Angleterre commence à prendre des mesures contre le coronavirus, Manchester City vient de placer Benjamin Mendy en confinement par précaution. Sa journée de jeudi avait pourtant bien débuté. Comme toutes les jours ou presque, Benjamin Mendy s'est rendu au centre d'entraînement de Manchester City pour y effectuer sa séance quotidienne. Mais la suite des événements a quelque peu chambouler sa routine.

En effet, d'après plusieurs médias d'outre-Manche, la direction des Citizens a décidé de placer son international français en quarantaine. La raison ? Un membre de sa famille a présenté des symptômes semblables à ceux déclenchés par le coronavirus. Dans la foulée, un porte-parole de l'écurie manucienne a expliqué ce choix préventif.

"Le club a été prévenu qu'un membre de la famille de l'un des joueurs de l'équipe était à l'hôpital et présentait pour symptôme des difficultés respiratoires. Cette personne a passé des tests à l'hôpital, dont un pour le Covid-19. En attendant que les résultats soient connus, le joueur en question est en quarantaine par précaution". Sauf retournement de situation, l'ancien joueur de l'AS Monaco va donc logiquement manquer la rencontre face à Burnley ce week-end. Pour rappel, malgré que la plupart des compétitions et championnats européens soient provisoirement suspendus, la Premier League va pour le moment se poursuivre normalement. En souhaitant à Benjamin Mendy de retrouver au plus



QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

**DK NEWS**

Edité par la SARL DK NEWS

Directeur général Abdelmajjid CHERBAL

Directeur de la rédaction Abdelmajjid TAREB

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - ANEP spa - 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL. : 021.71.16.64 / 021.73.71.28 - FAX : 021.73.95.59 / 021.73.99.19

RÉDACTION ADMINISTRATION

«3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97/023.38.48.00 FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

## 1<sup>RE</sup> RÉUNION DU GROUPE DE CONTACT DE L'UA SUR LA LIBYE (CONGO) L'Algérie réitère à Oyo sa disponibilité à abriter la "conférence inter-libyenne de réconciliation"

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réitéré, jeudi à Oyo, la disponibilité de l'Algérie à abriter la "conférence inter-libyenne de réconciliation", prévue au mois de juillet prochain.

"J'ai l'honneur d'annoncer la disponibilité de l'Algérie à accueillir la conférence de réconciliation inter-libyenne prévue au mois de juillet prochain sous l'égide de l'UA en collaboration avec les Nations Unies", a-t-il déclaré lors de l'ouverture de la 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de contact de l'UA sur la Libye.

M. Djerad qui représentait le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à cette réunion, a affirmé que l'Algérie "s'engage à apporter toutes les facilités et à réunir toutes les conditions nécessaires pour la réussite de cet important événement" visant à mettre un terme à la crise dans ce pays.

Il a réitéré, à l'occasion, la détermination de l'Algérie à "poursuivre ses efforts pour contribuer au règlement de la crise en Libye dans le respect de la souveraineté et de l'indépendance de ce pays voisin", à œuvrer pour "la préservation de son intégrité territoriale" et à "permettre aux Libyens de s'approprier le processus politique".

Le Premier ministre a souligné, une nouvelle fois, le "rôle pivot" que doivent jouer les pays voisins de la Libye dans ce processus visant à un règlement politique de la crise qui secoue ce pays, conformément aux résolutions de la conférence des ministres des Affaires étrangères des pays voisins de la Libye, organisée le 23 janvier dernier à Alger.

M. Djerad a exprimé, dans ce contexte, la volonté de l'Algérie à "accompagner les efforts des Nations Unies et contribuer efficacement à la réussite du processus de dialogue libyen auquel doivent participer tous les protagonistes libyens qui doivent prendre leur destin en mains suivant un agenda national".

"L'Algérie est prête à coopérer avec le nouvel envoyé spécial de l'ONU pour la Libye", a-t-il ajouté, exprimant le vœu de voir le nouvel émissaire de l'ONU "nommé prochainement" afin de pouvoir "maintenir la dynamique du processus de règlement de la crise en Libye et préserver les acquis réalisés jusque là".

Il a appelé, en outre, la communauté internationale à "associer l'UA aux pourparlers de la Commission militaire conjointe" parrainés par l'ONU, entre les parties en conflit.

"Notre organisation jouit d'une importante expérience en matière de médiation et de règlement de conflit et pourra contribuer aux succès de ces pourparlers", a-t-il expliqué.

Le Premier ministre a affirmé, à l'occasion, que l'Algérie "suit avec une très grande préoccupation" la situation en Libye, marquée par "les violations répétées de la trêve et la poursuite de la livraison d'armes aux parties en conflit", en "violation flagrante de l'embargo de l'ONU sur les armes en Libye".

Il a souligné, à cet égard, que "l'Algérie insiste sur la responsabilité du Conseil de sécurité de l'ONU pour imposer la paix et la sécurité en Libye en mettant un terme aux ingérences étrangères et à la livraison d'armes aux parties en conflit".

Il a estimé, à ce titre, que "la communauté internationale a le devoir de créer un climat politique propice à même de permettre aux belligérants libyens de se réunir afin de trouver des solutions nationales à la crise que traverse leur pays, de manière à garantir l'intégrité territoriale de la Libye, sa souveraineté, et à préserver le tissu social du peuple libyen".

Pour le Premier ministre, la 1<sup>ère</sup> réunion du groupe de contact de l'UA sur la Libye "confirme la détermination de l'UA à accompagner le processus du règlement de la crise en Libye et à assumer pleinement son rôle dans ce dossier qui concerne un Etat membre de l'UA".

Selon M. Djerad, cette réunion "permettra d'apporter une nouvelle et importante pierre à l'édifice" et devrait également permettre "l'adoption de décisions importantes et d'un plan d'action pour l'organisation de la conférence de réconciliation inter-libyenne qui regroupera toutes les parties, toutes les factions et toutes les forces en Libye afin de contribuer à la mise en place d'un gouvernement d'entente nationale capable de gérer la période de transition".

Le Premier ministre a salué, par ailleurs, les décisions du dernier sommet de l'UA qui a placé le dossier libyen à la tête des priorités du continent.

## PRÉSIDENTE

### Le Président Tebboune ordonne le recensement et la prise en charge des Algériens boqués à l'aéroport de Casablanca au Maroc

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a donné hier des instructions aux ministres des Affaires étrangères et des Travaux publics et des Transports, pour le recensement et la prise en charge des algériens bloqués à l'aéroport de Casablanca au Maroc en prévision de leur rapatriement vers l'Algérie, a indiqué un communiqué de la Présidence.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a donné des instructions aux ministres des Affaires étrangères et des Travaux publics et des Transports, pour le recensement et la prise en charge des algériens bloqués à l'aéroport de Casablanca au Maroc en prévision de leur rapatriement vers l'Algérie une fois l'opération de recensement, en cours de depuis vendredi soir,



achevée", lit-on dans le communiqué. Pour rappel, les gouvernements algérien et marocain avaient décidé, jeudi soir, de suspen-

dre temporairement leurs liaisons aériennes comme mesure "préventive" contre la propagation du Coronavirus.

## ANP

### Chanegriha en visite de travail ce jour à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénierie à Rouiba

Le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP) par intérim, effectuera aujourd'hui une visite de travail à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénierie à Rouiba, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.



"Le Général-Major Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire par intérim, effectuera, le dimanche 15 mars 2020, une visite de travail à l'Ecole nationale préparatoire aux études d'ingénierie à Rouiba, précise le communiqué du MDN.

source. Lors de cette visite, le Général-Major "présidera la réunion annuelle des cadres et des responsables des structures de formation de l'ANP et tiendra une rencontre d'orientation avec les élèves des écoles militaires", précise le communiqué du MDN.

## ONU

### Le terrorisme demeure une menace mondiale à laquelle aucun pays n'est à l'abri

Le représentant permanent de l'Algérie auprès de l'ONU, Sofiane Mimouni, a affirmé que le terrorisme demeure une menace mondiale à laquelle aucun pays n'est à l'abri, soutenant que ce fléau "montre une grande capacité de mobilité, d'adaptation et d'innovation". Intervenant devant le Conseil de sécurité de l'ONU qui a tenu une réunion, le 11 mars courant, sous la présidence de la Chine, sur la thématique : "la paix et la sécurité en Afrique : Lutter contre le terrorisme et l'extrémisme en Afrique", M. Mimouni a souligné que "ce fléau qui continue de susciter de graves préoccupations internationales, en semant la terreur et en déstabilisant de nombreuses régions du monde, montre une grande capacité de mobilité, d'adaptation et d'innovation".

Le représentant permanent de l'Algérie a relevé que l'Afrique n'avait pas été épargnée par ce fléau et exprimé sa préoccupation face à la recrudescence des attaques terroristes dans le continent, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel où les groupes terroristes renforcent leur stratégie de recrutement et de financement.

M. Mimouni a estimé que "la lutte contre ce fléau requiert, par conséquent, notre attention entière et soutenue" avant de souligner "l'importance d'adopter une approche holistique pour faire face au terrorisme et à l'extrémisme violent. Au-delà des aspects sécuritaires, une telle approche devrait reposer sur la promotion de la transparence et de la bonne gouvernance, ainsi que sur la nécessité de s'attaquer aux causes profondes du terrorisme, à savoir la prévention des conflits, le renforcement des institutions de l'Etat, la lutte contre la pauvreté, les inégalités et la radicalisation" a-t-il précisé. Exposant l'expérience algérienne en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, M. Mimouni a tenu à préciser que "l'Algérie qui a réussi à vaincre l'hydre terroriste est, aujourd'hui, à l'avant-garde de la lutte contre ce fléau et maintient un niveau élevé de vigilance et d'engagement à cet égard".

Il a ajouté, à ce propos, que "l'accent est, également, mis sur la mise en œuvre de politiques, de stratégies et de programmes de développement axés sur la lutte contre les facteurs d'exclusion, de marginalisation et d'injustice sociale, souvent mis à profit par

la propagande terroriste à des fins de mobilisation et de recrutement".

Le Représentant permanent de l'Algérie a, par ailleurs, souligné le rôle de l'Algérie au plan régional en précisant que notre pays "a toujours plaidé pour une approche orientée vers des actions ciblées et efficaces fondées sur l'appropriation nationale et visant, notamment à lutter contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière". "C'est ainsi qu'au Sahel, l'Algérie s'est engagée dans une approche concertée avec les pays du Sahel, à travers divers mécanismes de coopération, tels que le Comité d'état-major opérationnel conjoint (CEMOC) et l'Unité de fusion et de liaison du Sahel (UFL). Ces mécanismes contribuent à renforcer la coopération en matière de sécurité entre les pays du Sahel, à travers la coordination et le renforcement des mesures de contrôles aux frontières, ainsi que par la formation et le partage de renseignements et d'équipements" a-t-il déclaré.

#### M. Mimouni met en exergue la contribution de l'Algérie

Le diplomate algérien n'a, également, pas manqué de mettre en exergue la contribution de l'Algérie dans le cadre de l'Union africaine (UA). A cet égard, il a rappelé, que l'Algérie en sa qualité de "Champion" de l'Union africaine sur la question de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, présente régulièrement, aux sommets de l'UA, des rapports sur les menaces et les tendances terroristes sur le continent africain.

Il a indiqué que l'Algérie a, également, présenté à l'UA un mémorandum décrivant sept piliers autour desquels l'Organisation pourrait organiser la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Ces piliers portent notamment sur le renforcement du cadre africain de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme, la question des combattants terroristes étrangers et de leur retour ou mouvement sur le continent africain, l'assèchement des nombreuses sources de financement du terrorisme, la prévention et la lutte contre la radicalisation, ainsi que la promotion de cadres politiques, institutionnels et judiciaires qui favorisent la bonne gouvernance, les droits de l'homme, l'état de droit,

la justice sociale et le développement socio-économique.

"Le continent africain, à travers l'Union africaine et ses diverses institutions, ainsi que les pays directement touchés, ont fait preuve de résilience et de détermination dans la lutte contre le terrorisme et la lutte contre le financement du terrorisme. Diverses initiatives et mécanismes de sécurité collective continentale ont, ainsi, été mis en place, tels que le Processus de Nouakchott, le Comité des services de renseignement et de sécurité de l'Afrique (CISSA)", a-t-il tenu à préciser.

Il a, en outre, rappelé que l'Algérie abrite le Mécanisme africain de coopération policière (AFRIPOL) ainsi que le Centre africain d'études et de recherche sur le terrorisme (CAERT), deux institutions qui jouent un rôle important dans le renforcement des capacités de l'Afrique dans la lutte contre le terrorisme et l'organisation transnationale organisée.

Enfin, M. Mimouni a tenu à évoquer la contribution de l'Algérie aux efforts internationaux de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent en Afrique, en particulier dans le cadre du Forum mondial contre le terrorisme (GCTF). Le débat du Conseil de Sécurité sur la thématique de la paix et la sécurité en Afrique: Lutter contre le terrorisme et l'extrémisme en Afrique a été sanctionné par une déclaration présidentielle qui met l'accent sur l'importance d'une approche globale de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent menant au terrorisme, qui prend en considération la gouvernance, la sécurité, les droits de l'Homme, le droit humanitaire, le développement et les dimensions socio-économiques, y compris l'emploi des jeunes et l'éradication de la pauvreté.

Le projet de déclaration présidentielle aborde également la question des combattants terroristes étrangers, du financement du terrorisme, les liens entre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée et les conditions sous-jacentes propices à la propagation du terrorisme et à l'extrémisme violent menant au terrorisme. Il appelle aussi la communauté internationale à envisager de mobiliser des ressources prévisibles pour renforcer la capacité des pays africains.